

* Habilitation à diriger des recherches (section 15), soutenue le 23 novembre 2012 à l'Université de Lyon 2, sous la direction du professeur Floréal SANAGUSTIN. Membres du jury : Henri-Hassan SAHLOUL (professeur à Lyon 3), Edgard WEBER (professeur à Strasbourg), Eberhard KIENLE (directeur de recherches au CNRS, IEP de Grenoble), Frédéric IMBERT (professeur à Aix-Marseille). Sujet : *Le monde arabe contemporain : questions politiques et idéologiques*. HDR validée par le CNU en janvier 2013.

* Classé 2^e sur un poste de professeur en langue / littérature / civilisation arabes, à Lille 3, en mai 2015.

* Classé 3^e sur un poste de professeur en langue / littérature / civilisation arabes, à Paris 8, en mai 2016.

* Classé 2^e sur un poste de professeur en langue / littérature / civilisation arabes, à Lyon 3, en mai 2019.

* Classé 1^{er} sur un poste de professeur en langue / littérature / civilisation arabes, à Lyon 2, en mai 2019.

Autre qualification

Expert judiciaire près la Cour d'Appel de Rouen (réinscription au 1.1.2018), en interprétation et traduction en langue arabe (désinscription le 1.9.2019).

Langues parlées

Excellente connaissance de l'arabe classique, littéral moderne, de presse, parlé (syrien). Maîtrise de l'égyptien. Très bon niveau en anglais.

Axes de recherche : monde arabe contemporain (questions politiques et idéologiques)

* Communauté politique nationale syrienne : traces archéologiques et discours historique / communautarisme (Moyen-Orient) / communautés alaouite et murchidite

* Nationalisme arabe : arabité et arabisme / baathisme / nassérisme

* Printemps arabe : guerre en Syrie / rôle des militaires dans la vie publique / transitions politiques

* Islam et violence : wahhabisme et salafisme (discours et pratiques) / islam contemporain (dogmes et pratiques) / pensée critique en islam arabe

(À partir de la délégation du CNRS au CEDEJ, Le Caire, en sept. 2016)

* L'usage politique des *fatwâs* (avec un focus sur le Printemps arabe, dont l'Égypte).

* *A Comparative Approach towards Political Transition in the Middle East / North Africa and Southeast Asia*.

* Forces armées (égyptiennes et turques) : transitions / (r)évolutions, dans une optique comparatiste.

* La vie politique égyptienne : partis, institutions religieuses, acteurs socio-économiques, débats idéologiques.

* Les chiites en Égypte (histoire, identité, sécurité).

* Normativité en islam : enjeux politiques de la déconstruction du sacré, à travers la traduction et le commentaire de l'ouvrage (écrit en 1933) du poète et homme de lettres iraqien Ma'rûf al-Rusâfi (1875-1945), *al-Shakhsiyya al-Muhammadiyya aw hall al-lughz al-muqaddas*, (*La personnalité muhammadienne ou la solution de l'énigme sacrée*). Voir *infra*. (Projet qui sera achevé avant fin 2023.)

* Les francs-maçons dans le monde arabe contemporain : faits et perceptions. (Recherche en cours, commencée début 2021.)

Laboratoires de recherche

Centre de Recherche en Terminologie et Traduction (CRTT, EA 4162, devenu le CeRLA en 2021), Lyon 2.

Chercheur en délégation au CEDEJ (Le Caire, USR 3123 du CNRS) de sept. 2016 à août 2017.

Chercheur associé au Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC, EA 4314), Université du Havre.

Senior fellow au Centre for Syrian Studies (CSS), University of St-Andrews (Scotland).

Collaborateur scientifique auprès de l'Université Libre de Bruxelles (Faculté de philosophie et sciences sociales), laboratoire : Centre d'Études de la Coopération Internationale et du Développement (CECID).

Chercheur associé au Centre de Recherches Moyen-Orient Méditerranée (CERMOM) de l'INALCO (Paris) ; axe « Le fait religieux et le monde contemporain ».

Chercheur associé au Interdisciplinary diversity and development research laboratory (IDDRL), Université de Beni Mellal, Maroc. Janvier 2021.

ARTICLES, OUVRAGES, REALISATIONS

(a) Articles dans des revues à comité de lecture

- 1 « Les prémices du nationalisme arabe : la Société révolutionnaire arabe (1913-1914), son contexte historique et idéologique, et la rhétorique séditeuse de six factums subversifs », *Bulletin d'études orientales* (Institut Français d'Études Arabes de Damas), n° LIII-LIV, 2002, p. 382-457.
- 2 « La réplique à Ibn Bâz (1912-1999) de 'Abd al-Rahmân al-Khayyir (1904-1986), suivie du traité À propos de la thèse selon laquelle les chiïtes extrémistes (*ghulât*) n'auraient pas encore [tous] disparu. Introduction, traduction, notes et annexes », *Bulletin d'études orientales* (Institut Français d'Études Arabes de Damas), n° LV, 2003, p. 299-383.
- 3 « Le régime syrien et la logique de l'inertie », *Maghreb Machrek*, n° 196, août 2008, p. 111-128.
- 4 « Le retour de la Syrie sur la scène internationale », *Maghreb Machrek*, n° 203, printemps 2010, p. 9-24.
- 5 « La mondialisation au service d'une libération de la spiritualité ? Le cas de l'islam », septembre 2009, publication en ligne, Groupe d'études et de recherches sur les mondialisations (GERM, dirigé par François DE BERNARD), rubrique « Études », sous-section « Articles » (<http://www.mondialisations.org/php/public/art.php?id=32262&lan=FR>) (3 pages) + une version courte du même article, in *Dictionnaire critique des mondialisations*, 2012.
- 6 « Stratégies d'État et aspirations sociales au Moyen-Orient », *Maghreb Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 9-30.
- 7 « Les révoltes arabes entre exigences citoyennes et replis communautaires », *Maghreb Machrek*, n° 210, hiver 2011-2012, p. 101-118.
- 8 « Rivalités et complémentarités au sein des forces armées : le facteur confessionnel en Syrie », *Les Champs de Mars*, n° 23 (hiver 2011), dossier : *La place et le rôle des armées dans le monde arabe contemporain*, revue de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Paris), avril 2012, 171 pages, p. 79-96.
- 9 Éditorial pour le dossier sur *La crise syrienne*, *Maghreb Machrek*, n° 213, automne 2012, p. 5-8.
- 10 « Quelques réflexions sur les boissons fermentées en islam », *EOLLE* (revue en ligne et à comité de lecture du Groupe de recherche identités et cultures, Université du Havre), n° 5, http://www.univ-lehavre.fr/ulh_services/NUMERO-5.html, septembre 2013, p. 33-47.
- 11 « Al-Asad divide i Francesi », *Limes*, 9/13, revue italienne de géopolitique, octobre 2013, p. 139-143.
- 12 « La justice chariatique en Syrie "libérée" : un modèle juridique consensuel ? », *Confluences Méditerranée*, n° 90, été 2014, p. 155-173.
- 13 « The Syrian War: Religious and Political Representations », *Syria Studies* (on-line refereed journal), The Centre for Syrian Studies, University of St-Andrews (Scotland), vol. 6, n° 3, December 2014, p. 1-36. <http://ojs.st-andrews.ac.uk/index.php/syria/issue/current>.
- 14 Introduction à un dossier (5 articles) sur le Kurdistan, *Maghreb Machrek*, n° 222, juillet 2015, p. 5-10.
- 15 « Le militaire arabe peut-il devenir citoyen ? », *Revue marocaine de science politique*, numéro double 3 et 4, novembre 2015, p. 45-54.
- 16 « Les alaouites, entre vindicte religieuse et oppression historique », *Orients Stratégiques*, n° 5, 2017, p. 91-105.
- 17 « Religious Conflicts, Political Fights: Turmoil in the Middle East, Pragmatism in Southeast Asia », *Journal of Islamic Thought and Civilization* (Lahore, University of Management and Technology), volume 8, issue 1, spring 2018, p. 1-23.
- 18 « Norm and Dissidence: Egyptian Shi'a between Security Approaches and Geopolitical Stakes », *Occasional Paper series* (focus on the Persian Gulf and the Middle East and North Africa), Georgetown University in Qatar (Center for International and Regional Studies, CIRS), <http://bit.ly/ValterPaper23> (mis en ligne le 10.11.2019), 45 pages. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02410632>. (Également mis en ligne, le 13.11.2019, sur le site de Human Rights Without Frontiers, <https://repository.library.georgetown.edu/bitstream/handle/10822/1056858/OccasionalPaper23StéphaneValter2019.pdf?sequence=7&isAllowed=y>.)
- 19 « La guerre contre le terrorisme comme arme politique : le cas égyptien », revue *Défense*, revue bimestrielle de l'Union-IHEDN, n° 208, juillet-septembre 2021, p. 42-43.

20 « Les francs-maçons, ou la migration imaginaire vers les pays arabo-islamiques d'une minorité perçue comme dangereuse », *al-Mukhâtabât* (Sousse, Tunisie), n° 41, janvier-mars 2022, p. 139-149.

(b) Coordination de dossiers (revues à comité de lecture)

1 Coordination (avec Marwa DAOUDY, Graduate Institute for International Studies, Genève) d'un dossier sur *La Syrie, ouverture ?*. 4 articles (dont le mien, « Le retour de la Syrie sur la scène internationale »), *Maghreb Machrek*, n° 203, printemps 2010, p. 9-73.

2 Coordination d'un dossier sur *Recompositions au Moyen-Orient*. 7 articles (dont le mien, « Stratégies d'État et aspirations sociales au Moyen-Orient »), *Maghreb Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 5-123.

3 Coordination d'un dossier (de 6 articles) sur *La crise syrienne*, *Maghreb Machrek*, n° 213, automne 2012, p. 5-98. Plus éditorial, p. 5-8 ; et traduction (de l'anglais) de l'article « Le soulèvement syrien et son impact sur les relations turco-syriennes ».

4 Coordination d'un dossier (de 5 articles) sur *Le rôle des armées dans les transformations du monde musulman*, *Maghreb Machrek*, n° 214, hiver 2012, p. 7-98. Plus traduction (de l'anglais) de l'article « *Le modèle des pâsdârân-artesh : préoccupations internes et défis externes dans le cadre du printemps arabe* ».

5 Coordination d'un dossier (5 articles) sur le Kurdistan, *Maghreb Machrek*, n° 222, juillet 2015, p. 13-107. (Halkawt Hakem, « La longue marche de la langue kurde en Irak » ; Shwan Jaffar, « La politique culturelle du Gouvernement Régional du Kurdistan – Irak » ; Gérard Gautier, « Les territoires kurdes au Moyen-Orient. Contrôle politique *versus* développement économique » ; Cyril Roussel, « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? » ; Philippe Boulanger, « Abdul Rahman Ghassemlou. Un héritage incertain ? ».)

(c) Ouvrages

1 *La construction nationale syrienne : légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, Paris, Éditions du CNRS, février 2002, 399 pages. Ouvrage sélectionné (début 2013) pour figurer parmi les cent publications du CNRS numérisées par le Centre pour l'édition électronique ouverte (CLEO-CNRS, Université de Provence et CNRS) dans le cadre du programme OpenEdition Freemium. <http://books.openedition.org/editions-cnrs/3605>.

2 *Le monde arabe : révolte, autoritarisme, manipulation, marginalité. Quelques réflexions sur les dynamiques et les blocages propres au monde arabe*, Sarrebruck, Presses académiques francophones, 2015, 180 pages.

3 *Islamité et identité : la réplique de 'Alî Sulaymân al-Ahmad aux investigations d'un journaliste syrien sur l'histoire de la communauté alaouïte. Traduction d'un manuscrit de la fin du XX^e siècle, avec introduction et notes*, Institut Français du Proche-Orient (IFPO, Damas-Beyrouth), collection IFPoche (bilingue), (décembre) 2015, 288 pages.

4 *Fatwâs et politique. Les sociétés musulmanes contemporaines aux prismes de la religion et de l'idéologie*, Paris, Éditions du CNRS, mars 2020, 302 pages.

Souvent réduite à la proclamation d'anathèmes ou de condamnations, tel l'appel au meurtre brutal lancé en 1989 par l'âyatollâh Khomeini contre l'auteur du roman *Les Versets sataniques*, Salman Rushdie, une *fatwâ* se présente pourtant, dès son origine, comme un simple *avis juridique* en droit islamique, qui vise non pas tant à contraindre qu'à éclairer le croyant. Les *fatwâs* traitent ainsi de multiples questions, d'abord religieuses (d'ordre doctrinal et culturel), mais aussi bien économiques et sociales, et forment un ensemble proprement gigantesque qui se confond avec la vie sociale et politique des pays musulmans à travers les âges. Précisant d'abord la perspective historique nécessaire à leur compréhension, en rappelant leur origine scripturaire dans le Coran, ainsi que la portée, les procédures, la typologie et le contexte social et institutionnel de promulgation des *fatwâs*, ce livre explore les transformations profondes des significations et des usages liés à leur production et à leur diffusion dans le monde moderne. Une partie de l'analyse est ainsi consacrée à l'influence majeure et très conservatrice de l'idéologie wahhâbite, en retraçant ses sources dans l'école hanbalite, à partir de la figure dogmatique et intransigeante d'un de ses docteurs, Ibn Taymiyya (1268-1328). Le livre montre l'importance du contrôle religieux exercé par le régime saoudien et son statut de producteur prééminent de *fatwâs* dans tout le monde musulman. Dans un dernier volet, le livre développe des réflexions sur les *fatwâs* en rapport à de grandes questions contemporaines : *la guerre* (Syrie), *la sexualité* (excision) *et le sport* (football).

(d) Direction d'ouvrages

1 Stéphane VALTER & Jean-Paul BARBICHE (dir.), *Sociétés coloniales et sociétés modernes. Rencontres et syncrétisme, XVI^e-XXI^e siècles*, Paris, Éditions Le Manuscrit (Manuscrit Université), 2006, 541 pages.

2 Jean-François DAGUZAN & Stéphane VALTER (dir.), *Les forces armées arabes et moyen-orientales (après les printemps arabes)*, Paris, ESKA – Fondation pour la recherche stratégique, septembre 2014, 316 pages.

3 Jean-François DAGUZAN & Stéphane VALTER (dir.), *Les armées du Moyen-Orient face à Daesh*, Paris, MA Éditions – ESKA, 2016, 361 pages. (Édition augmentée du livre précédent.)

4 En co-direction avec Clément STEUER, *Le général et le politique. Le rôle des armées en Turquie et en Égypte*, Paris, L'Harmattan, 2021, 264 pages. https://www.editions-harmattan.fr/livre-le_general_et_le_politique_le_role_des_armees_en_turquie_et_en_egypte_clement_steuer_stephane_valter-9782343230566-69740.html

(Actes d'un colloque tenu à l'Académie des sciences de la République Tchèque (Prague), 8-9 juin 2017.)

Composition de l'ouvrage : préface (Clément Steuer et Stéphane Valter) + introduction (Jean Marcou) ; « L'Armée turque et le parti AKP : entre tensions persistantes et convergence stratégique », Aurélien Denizéau ; « Évolution stratégique de la Turquie en Syrie et en Irak (2008-2018) », Julien Théron ; « Turquie : Base industrielle et technologique de défense. Historique et perspectives », Richard Yilmaz ; « Que s'est-il passé le 15 juillet 2016 en Turquie ? Pistes d'interprétation d'un coup d'État avorté », Paul Cormier ; « Constitutional Reform and Presidentialisation of the Regime. Turkey – Egypt: A Comparison », Nicolas Monceau ; « La place de l'armée dans les institutions : un enjeu STRUCTURANT DU CHAMP POLITIQUE EGYPT », Clément Steuer ; « Les forces armées égyptiennes, ou comment appréhender les multiples facettes de cette hydre de Lerne », Stéphane Valter ; + conclusion (Michel Bozdémir).

(e) Chapitres d'ouvrages

1 « L'Islam nell'America del Sud », (remis en 1992), in *Storia del XX secolo*, volume « Religions » I, chapitre VI, publié par l'Istituto della Enciclopedia Italiana (Fondation de Giovanni Treccani), Rome (6 pages).

2 « La communauté murshidite syrienne : syncrétisme, spiritualité et neutralité », in *Regards sur le Proche-Orient éclaté-complexe-paradoxal*, sous la direction de Françoise SAQUER-SABIN & Emmanuel PERSYN, Éd. du Conseil scientifique de l'université de Lille 3, 2016, 484 pages, p. 75-82.

3 « The Syrian War: Irreconcilable Narratives », in Karine DESLANDES, Fabrice MOURLON & Bruno TRIBOUT (eds), *Civil War and Narrative. Testimony, Historiography, Memory*, Londres, Palgrave, 2017, xviii + 242 pages, p. 211-228. (Actes du colloque sur *Civil War and Narrative*, Londres, 15 mai 2015, University of London / University of Aberdeen / Université de Paris 13.)

4 « The Dynamics of Power in Syria: Generalized Corruption and Sectarianism », in Raymond HINNEBUSCH & Omar IMADI (ed.), *The Syrian Uprising. Domestic Factors and Early Trajectory*, Londres / New York, Routledge, 2018, 343 pages, p. 44-55. (Actes du colloque *Syria: Moving beyond the Stalemate*, The Centre for Syrian Studies, University of St-Andrews (Scotland), 1-3 juillet 2015.)

5 « Religion et nation, sacré et sécurité : de quoi peut-on se moquer dans l'Égypte contemporaine ? », *LiCarC* (Littérature et culture arabes contemporaines), revue dirigée par Laurence Denooz et Nehmetallah Abi-Rached, n° 8, *L'humour engagé et contestataire dans l'espace arabe contemporain*, Paris, Classiques Garnier, 2020, 289 pages, p. 209-223.

(f) Communications avec actes (colloques internationaux)

1 « Sociologie des forces armées arabes : éléments théoriques et cas pratiques », in Jean-François DAGUZAN & Stéphane VALTER (dir.), *Les forces armées arabes et moyen-orientales (après les printemps arabes)*, Paris, ESKA – Fondation pour la recherche stratégique, septembre 2014, p. 31-55. Actes d'un colloque international tenu les 10-11 mai 2012 à l'Université du Havre.

2 « Military versus Citizens in the Arab Zone. An Assessment from Political Philosophy », in Fredy CANTE & Hartmut QUEHL (ed.), *Handbook of Research on Transitional Justice and Peace Building in Turbulent Regions*, volume in the Advances in Public Policy and Administration (APPA) Book Series, IGI Global (Hershey, Pennsylvania, USA), 2016, 512 pages, p. 139-156. ISBN 978-1-4666-9675-4. <http://www.igi-global.com/book/handbook-research-transitional-justice-peace/137136>. Actes de la 3rd International Conference on *Iraq: Ten Years On – Stocktaking and Perspectives*, Salahaddin University in Erbil (Iraq), 9-12 décembre 2013, organisée par le Ministère allemand des affaires étrangères + University of Erlangen (Center for Iraq Studies) + Felsberg Institute for Education and Academic Research (Allemagne).

3 « Violence and Masculinity in the Syrian Conflict », in Fredy CANTE & Hartmut QUEHL (ed.), *Handbook of Research on Transitional Justice and Peace Building in Turbulent Regions*, volume in the Advances in Public Policy and Administration (APPA) Book Series, IGI Global (Hershey, Pennsylvania, USA), 2016, 512 pages, p. 119-138. ISBN 978-1-4666-9675-4. <http://www.igi-global.com/book/handbook-research-transitional-justice-peace/137136>. Actes d'un colloque sur *Realistic Peace and Turbulent Transitions*, Universidad del Rosario (Bogota, The School of Political Science and Government – The School of International Relations) + Felsberg Institute for Education and Academic Research (Allemagne), 27-31 mai 2014, Bogota.

4 « Revolutions or Reactions? The Changes of the Arab World through the Lenses of the Tradition, Communitarianism, and Production Paradigms », in Jochen LOBAH & Hamza TAYEBI (éd.), *Trajectories of Change in Post-2011 MENA : Challenges and Prospects*, Rabat, publication du Takamul Centre for Interdisciplinary Studies and Research (Maroc) et de la Hanns Seidel Foundation (Maroc / Mauritanie), octobre 2017, p. 12-26, http://www.hssma.org/admin_files_de/Publication_Trajectories_post2011_MENA_Oct20171.pdf. (Actes de First Annual International Conference on Middle Eastern and North African Studies, 11-12 mars 2017, Marrakech.)

5 « Systemic Violence in Syria and the Usefulness of Political Economy », Freddy CANTE et Wanda Tatiana TORRES (éd.), *Nonviolent Political Economy. Theory and Applications*, Routledge, Londres / New York, 2019, xx + 237 pages, p. 206-220. <https://www.routledge.com/Nonviolent-Political-Economy-Theory-and-Applications-1st-Edition/Cante-Torres/p/book/9781138502840>.

(Publication des actes d'un colloque (ICRoV International Conference) sur : *Rebuilding War Societies: Continuities and New Beginnings*, organisé à Sulaymania par l'Université de Sulaymania (Iraq), le Felsberg Institute (Allemagne) et le Center for Iraq Studies – Université d'Erlangen / Nuremberg (Allemagne), 17-19 octobre 2016.)

6 « Les forces armées égyptiennes, ou comment appréhender les multiples facettes de cette hydre de Lerne », in *Le général et le politique. Le rôle des armées en Turquie et en Égypte*, co-publication avec Clément STEUER, Paris, L'Harmattan, 2021, p. 211-251. (Actes d'un colloque tenu à l'Académie des sciences de la République Tchèque (Prague), 8-9 juin 2017.)

7 « L'aporie de la transmission à distance : comment former sans mystifier, ou le leurre des nouvelles technologies », Paris, Éditions des archives contemporaines, 2021, p. 159-163. (Actes du séminaire international *Distances apprivoisées. L'enseignement confiné des langues étrangères*, organisé par le laboratoire PLIDAM (INALCO), 17-18 juin 2020, en visioconférence.)

8 « Bouleversement des espaces, différenciation de la violence et rapports de genre : le cas de la guerre en Syrie », in *Espaces et genre dans le monde arabe. Des transformations urbaines aux mutations des rapports de sexe*, Paris, Karthala, février 2022, 257 pages, p. 67-78. (Actes du colloque international organisé à l'Université de Paris 3 (CEAO) – Sorbonne Nouvelle, les 24-25 novembre 2016, avec l'Université de Lille 1 (Clersé-CNRS, UMR 8019).)

9 « Quels truchements pour la pensée égyptienne ? La pyramide de Maslow, ou les limites de la production du savoir », in *La traduction dans une société interculturelle*, Paris, Éditions Hermann, 2022, 496 pages, p. 199-214. (Actes du colloque *La traduction dans une société interculturelle*, 31.7-7.8.2020, Cerisy.)

10 Article à paraître (fin 2022 ?) : « Les études arabes entre approche scientifique et attentes religieuses, ou comment distinguer ce qui est prévisible de ce qui l'est moins », actes du colloque *Le prévisible et l'imprévisible. Perspectives linguistiques, littéraires, culturelles et didactiques*. (Colloque organisé par le Département de français de l'Université de Pécs (Hongrie), avec le concours de PLIDAM (EA 4514), INALCO (Paris), à Pécs les 28-30 mars 2019.) Article (4 440 mots) envoyé en février 2020.

(g) Communications avec actes (congrès nationaux)

1 « Laïcisation du religieux et sacralisation de l'Histoire dans le discours historique syrien », in Floréal SANAGUSTIN (dir.), *Le fait religieux est-il enseignable ?*, Université de Toulouse Le Mirail (Centre d'études du monde arabe et de l'Asie-CEMAA), octobre 2000, 277 pages, p. 261-269. Actes du colloque de l'Association Française des Arabisants (AFDA), 14-16 janvier 1999.

2 « Le voile "islamique" : injonction sacrée ou pratique sociétale ? Critique de la compréhension littérale et fondamentaliste des données scripturaires », in Stéphane VALTER & Jean-Paul BARBICHE (dir.), *Sociétés coloniales et sociétés modernes. Rencontres et syncrétisme, XVIe-XXIe siècles*, Paris, Éditions Le Manuscrit (Manuscrit Université), 2006, 541 pages, p. 249-317. Actes du colloque organisé par le GRIC (Groupe de Recherche Identités et Cultures, EA 4314), Université du Havre, 23-24 novembre 2004.

3 « Quête du sacré et exploration du passé : les sollicitations d'un journaliste auprès d'un savant alaouite syrien », in Annie BLONDEL-LOISEL & Rita RANSON (dir.), *De l'art du passage. Histoire et représentations*, Paris, L'Harmattan, 2010, 535 pages, p. 517-530. Actes du colloque organisé par le GRIC, Université du Havre, 5-6 novembre 2007.

4 « Stratégies d'État et aspirations sociales au Moyen-Orient », *Maghreb Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 9-30. Actes des journées d'étude sur *Recompositions au Moyen-Orient*, Université du Havre, 4-5 mars 2010. (Dossier de *Maghreb Machrek* sur *Recompositions au Moyen-Orient*, 7 articles.)

5 « La guerre civile en Syrie. Réflexions sur les dimensions de la crise », in Emmanuel DUPRAZ, Claire GHEERAERT-GRAFEUILLE & Esther MARTIN, *La guerre civile : idéalizations et réconciliations*, Rouen, PURH (Presses universitaires de Rouen et du Havre) mi-2015, 154 pages, p. 33-46. Journée d'étude organisée par le laboratoire ERIAC (Université de Rouen), juin 2012. Intervention (11 juin 2012) à l'Université de Rouen dans le cadre d'une journée d'étude organisée par le laboratoire ERIAC.

6 « Quelques réflexions sur les boissons fermentées en islam », *EOLLE* (revue en ligne et à comité de lecture du Groupe de recherche identités et cultures, Université du Havre), n° 5, septembre 2013, p. 33-47. Journée d'étude co-organisée sur *L'alcool : aspect social, économique, culturel, politique et religieux*, 13 février 2013, Université du Havre.

(h) Autres productions

1 « Le voyage des âmes : la métempsycose dans la cosmogonie alaouite (Syrie) », in *Des odyssées à travers le temps. Voyages, migrations, découvertes*, Cahiers du CERIL (Centre d'études et de recherche inter-langues, Université du Havre), Paris, L'Harmattan, 2002, 458 pages, p. 253-262.

2 « La structuration des forces armées en Syrie par le facteur religieux », *Moyen-Orient*, n° 17, janvier-mars 2013, p. 34-39.

3 « The Rise and Fall of the Islamic State, and Asad's Fate », article (1 page) pour le *blog* du Centre for Syrian Studies de l'université de St-Andrews (Écosse), octobre 2014.

4 « Syrie : chaos et cécité », papier (2,5 pages) pour le *Huffington Post*, 10 novembre 2014, http://www.huffingtonpost.fr/stephane-valter/situation-syrie-damas_b_6131780.html?utm_hp_ref=bachar-el-assad.

5 « The Partition of Syria: a Realistic Proposal? », article (1,5 page) pour le *blog* du Centre for Syrian Studies de l'université de St-Andrews (Écosse), mis en ligne début janvier 2015.

6 « L'islam et la dérision », papier (2 pages) pour le *Huffington Post*, 12 janvier 2015, http://www.huffingtonpost.fr/stephane-valter/lislam-et-la-derision_b_6454136.html.

7 « Taking Part in the Moscow Talks, or not Taking Part? », article (2 pages) pour le *blog* du Centre for Syrian Studies de l'université de St-Andrews (Écosse), mis en ligne fin janvier 2015. <http://www.inspired-by-syria.com/#!/Can-Moscow-1-succeed-where-Geneva-1-2-failed/cyh4/C5A2624B-2940-4F9C-BDE2-69095C1229F2>.

8 « A Comment on Asad's Last Interview », article (1,5 page) pour le *blog* du Centre for Syrian Studies de l'université de St-Andrews (Écosse), mis en ligne mi-février 2015. <http://www.inspired-by-syria.com/#!/Asads-Interviews-Projecting-Strength-or-Reaching-Out-for-Help/cyh4/F5B9DBF0-4E01-45A2-AEC9-3143E1D3A4AD>.

9 « Le mariage mixte en islam entre normes scripturaires et vellétés réformatrices », *Cahiers de l'Orient*, n° 117, hiver 2014 (parution mars 2015), p. 107-121.

10 « État islamique et expression de la violence », (2 pages), pour le *Huffington Post*, mis en ligne le 20 mars 2015, http://www.huffingtonpost.fr/stephane-valter/violence-islam-daech_b_6894698.html.

11 « Existential Fight or Nihilism? », article (1 page) pour le *blog* du Centre for Syrian Studies de l'université de St-Andrews (Écosse), mis en ligne début juin 2015. <http://www.inspired-by-syria.com/#!/Whither-Syria/cyh4/5570601c0cf219f1772586c0>.

12 « Iran's Nukes: No New Deal », article (1,5 page) pour le *blog* du Centre for Syrian Studies de l'université de St-Andrews (Écosse), mis en ligne début août 2015. <http://www.inspired-by-syria.com/#!/The-Iran-Deal-Implications-for-Syria/cyh4/55b9efd10cf2dce5af64171e>.

13 « Syria Crisis and Refugees Disaster », article (1,5 page) pour le *blog* du Centre for Syrian Studies de l'université de St-Andrews (Écosse), mis en ligne début octobre 2015. www.inspired-by-syria.com/#!/Exploring-the-Syrian-Refugee-Crisis/cyh4/56051fdb0cf2375d99dc3580.

14 Papier (4,5 pages) sur la crise syrienne, *Les clés du Moyen-Orient*, site spécialisé d'information, 29 décembre 2015. <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Stephane-Valter-Bachar-al-Assad-l-opposition-syrienne-l-Etat.html>.

15 Papier (2 000 mots) sur les négociations de Genève (Syrie), *Les clés du Moyen-Orient*, mi-avril 2016. <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Stephane-Valter-Le-point-sur-la-Syrie-ou-en-sont-le-regime-l.html>.

16 Rédacteur de quatre fiches pour le documentaire sur la toile produit par l'IMA (Paris), mai-juin 2016, *Vous avez dit arabe ?* : « Les chrétiens dans le monde arabe » ; « Le voile musulman » ; « Wahhabisme et salafisme » ; « Islam, religion d'État ? ». Lien : <https://vous-avez-dit-arabe.webdoc.imarabe.org/>.

17 Avec Pierre BERTHELOT (pour la partie syrienne), « Les services secrets syriens et égyptiens : points communs et spécificités », *Moyen-Orient*, n° 36, octobre-décembre 2017, p. 48-53.

18 « Recherche, science politique, Égypte : entre contraintes sécuritaires locales et écueils administratifs hexagonaux », papier de quelque 60 000 caractères, publié dans HAL, le 5.11.2019. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02342131>.

19 « Le rôle structurant de l'armée égyptienne : patriotisme, paternalisme et affairisme », article (8 200 signes) pour *The Conversation*, mi-juillet 2021.

(i) Cours publiés

Le nassérisme : idéologie et pratique politique (question n° 4 du CAPES d'arabe et n° 2 de l'agrégation d'arabe ; *BOEN*, n° 4, spécial, 18 mai 2000). Rédaction d'un cours pour le Centre National d'Enseignement à Distance (CNED-Institut de Vanves).

• Année 2000-2001 :

1 sujets de devoirs et bibliographie (20 pages) ;

2 corrigés d'un commentaire de texte et d'une dissertation (plus chronologie) (27 pages) ;

3 première partie du cours (plus bibliographie complémentaire) (40 pages) ;

4 seconde partie du cours (24 pages).

• Année 2001-2002 (complément du cours) :

5 corrigé d'un commentaire de texte (en arabe) (17 pages) ;

6 devoirs autocorrectifs : commentaire + dissertation (48 pages).

(j) Comptes rendus de lecture

1 Karim ATASSI, *Syrie, la force d'une idée. Architectures constitutionnelles des régimes politiques*, préface de Jean Marcou, Paris, L'Harmattan, 2014, 443 pages. Compte rendu dans *Orients stratégiques*, n° 2, juillet 2015, p. 217-220.

2 « Le discours politique de la Galerie Nationale des Beaux-Arts de Jordanie : porter les artistes locaux sur la scène mondiale, enjeux et limites », pour la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. Dossier sur « Les arts visuels en terres d'islams : nouvelles approches, nouveaux enjeux ». Décembre 2016.

3 Brecht DE SMET, *Gramsci on Tahrir. Revolution and Counter-Revolution in Egypt*, Londres, PlutoPress, 2016, x + 264 pages. Publié dans « Revue des livres », *Politique africaine*, mars 2017/1 (n° 145), p. 220-222.

4 « "Bénie soit l'Égypte". Conjurer l'incertitude dans l'espace public révolutionnaire », pour le dossier « Le religieux à l'épreuve des révoltes dans le monde arabe », pour la revue *Archives de sciences sociales des religions*. Remis le 21.3.2017.

5 Florence GAUB, *Guardians of the Arab State. When Militaries Intervene in Politics, from Iraq to Mauritania*, Londres, C. Hurst & Co., 2017, 272 pages. Pour *Politique étrangère*, hiver 2017-2018, p. 226-227.

6 Haiyan DUKHAN, *State and Tribes in Syria : Informal Alliances and Conflict Patterns*, Abingdon-on-Thames, Routledge, 2018, 182 pages. Pour le site internet de Routledge. Juillet 2019. <https://www.routledge.com/State-and-Tribes-in-Syria-Informal-Alliances-and-Conflict-Patterns-1st/Dukhan/p/book/9781138494831>.

7 Bernard LUGAN, *Histoire de l'Égypte, des origines à nos jours*, Monaco, Éditions du Rocher, 2021, 214 pages, avec planches et cartes, I-XII + XIII-XXVIII. Pour l'Académie des sciences d'outre-mer, avril 2021.

(k) Publications institutionnelles en ligne (avec comité de lecture)

1 « The Islamist Forces in the Syrian Conflict: Doctrinal Deficit and Military Radicalization », in *Middle East Reflections*, publication en ligne (avec comité de lecture) du Middle East Institute, National University of Singapore (NUS), *Singapore Middle East Papers (SMEP)* n° 18, 7 mars 2016, 29 pages. https://mei.nus.edu.sg/themes/site_themes/agile_records/images/uploads/SMEP_18_Valter.pdf.

2 « L'Égypte entre contraintes nationales et tensions régionales, ou comment les BRICs s'insèrent dans les rapports entre libéralisme économique et réformisme autoritaire », (11 400 mots). Publication fin août 2017, comme *working paper*, sur le portail Hal (HALSHS<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01576213>), sur le site de la FMSH (<http://www.fmsch.fr/fr/28599>) et sur OpenEdition (<http://www.fmsch.fr/fr/28599>).

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Invitations dans des colloques internationaux

- 1 Intervention à Rabat (Maroc) sur « Les révoltes arabes entre replis communautaires et exigences citoyennes », Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS – Université Mohammed V), 16 juin 2011.
- 2 Intervention à Rabat (Maroc) sur « Le militaire arabe peut-il devenir citoyen ? », Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS – Université Mohammed V), 8-9 novembre 2012.
- 3 Intervention sur « The Religious Representations of the Syrian Crisis through the Media », The Centre for the Study of Contemporary Muslim Societies (CMS) – Qatar Faculty of Islamic Studies (QFIS), Doha, 8-10 avril 2013.
- 4 Animation d'un atelier dans le cadre d'un séminaire sur *The Syrian Uprising: Drivers and Dynamics*, Centre for Syrian Studies, Université de St-Andrews (Écosse), 17-19 juin 2013.
- 5 Intervention sur « How Can the Military Accede to the Citizen Status in Order to Guarantee Security in a Time of Crisis ? », 3rd International Conference on *Iraq: Ten Years On – Stocktaking and Perspectives*, Salahaddin University in Erbil (Iraq), 9-12 décembre 2013. (Organisation : University of Erlangen – Center for Iraq Studien + Felsberg Institute for Education and Academic Research.)
- 6 Intervention (*in absentia*) sur « Masculinity and Violence in the Syrian Conflict », colloque sur *Realistic Peace and Turbulent Transitions*, Université Rosario (Bogota, Colombie), 27-31 mai 2014.
- 7 Intervention sur « La communauté murshidite syrienne : quelle citoyenneté pour une minorité ayant souffert de marginalisation religieuse et politique ? », conférence internationale sur *The Impact of Arab Uprisings on Citizenship in the Arab World*, University of Balamand, Liban, 12-14 novembre 2014.
- 8 Invitation pour assister à la Gingko Conference 2014, sur le thème : *The First World War and its Aftermath: The Shaping of the Middle East*, 6-7 décembre 2014, SOAS (School of Oriental and African Studies), Londres.
- 9 Présentation de deux papiers (comme discutant), colloque organisé par l'Université Philipps de Marburg (Allemagne), sur le thème *Networks of Dependency: Re-Configurations of Clientelism, Patronage, and Corruption in the Middle East and North Africa*, 21-22 juillet 2015.
- 10 Communication sur « Violence, Masculinity, and Sectarianism in the Syrian Conflict, or the Ineffectiveness of Negotiated Ways Out », dans le cadre d'un colloque (ICRoV International Conference) sur le thème : *Rebuilding War Societies: Continuities and New Beginnings*, organisé à Sulaymania par l'Université de Sulaymania (Iraq), le Felsberg Institute (Allemagne) et le Center for Iraq Studies – Université d'Erlangen / Nuremberg (Allemagne), 17-19 October 2016. Publication des actes prévue fin 2017.
- 11 Participation à un colloque à l'Université de Basra (Iraq), 21-23.11.2017 : *2nd International Conference on Rebuilding War Societies*. Organisé par : University of Basrah (Iraq), Center for Iraq Studies (CIS) at the University of Erlangen-Nürnberg (Allemagne), et Felsberg Institute (Allemagne). Présentation d'un papier sur « The Syrian Experience in Teaching History : (Re)building Society » + animation d'un séminaire (en arabe) devant des étudiants sur « Intercultural exchange and reconciliation ».
- 12 Participation à un colloque sur *Dynamics of Inclusion and Exclusion in the MENA: Minorities, Subalternity, and Resistance*, organisé par le Takamul Centre for Interdisciplinary Studies and Research, en collaboration avec Hanns Seidel Foundation et International University of Rabat. Marrakech, 10-11 mars 2018. Intervention sur « Norm and Dissidence: Egyptian Shiites between Security Approaches and Geopolitical Stakes ». (Hébergement et restauration pris en charge par les organisateurs.) (Participation annulée pour des raisons personnelles.)
- 13 Intervention sur « Egyptian Shiites between Local Nationalism, Military Populism and Transnational Islamist Revolution », lors du colloque international *Nationalism in Times of Uncertainty*, organisé par l'Université de Graz – Centre for Southeast European Studies (Autriche) en coopération avec The Association for the Study of Nationalities (Queen's University, Canada), Graz, 4-6.7.2018. (Hébergement pris en charge.)
- 14 « Les études arabes entre approche scientifique et attentes religieuses, ou comment distinguer ce qui est prévisible de ce qui l'est moins », lors du colloque sur *Le prévisible et l'imprévisible. Perspectives linguistiques, littéraires, culturelles et didactiques*, organisé par le Département de français de l'Université de Pécs (Hongrie), avec le concours de PLIDAM (EA 4514), INALCO (Paris), à Pécs les 28-30 mars 2019. (Article remis.)

15 Intervention sur « Religion et nation, sacré et sécurité : de quoi peut-on se moquer dans l'Égypte contemporaine ? », lors du colloque *Humour et politique dans l'espace arabe de la Nahḍa à aujourd'hui*, Université de Lorraine, Faculté des Lettres et Sciences humaines de Nancy, 5-6 décembre 2019. (Article publié.)

16 « De l'importance du contact physique dans le rapport éducatif, et le leurre des nouvelles technologies (le cas de la langue arabe) », lors du colloque international *Distances apprivoisées. L'enseignement confiné des langues étrangères*, organisé par le laboratoire PLIDAM (INALCO), 17-18 juin 2020, en visioconférence. https://zoom.us/rec/share/yPx_N5Hh6WpOQdbcthDBX_E_OpW1X6a8gSUa_adexAaVJJ5UhiehGLFITFuwCjM (Access Password: 1b#SV3+W). (Article sollicité.)

17 Participation au colloque *La traduction dans une société interculturelle*, 31.7-7.8.2020, Cerisy, organisé par Niall Bond (MCF, anglais, Lyon 2), Philiep Bossier (professeur, littérature moderne, Universiteit Utrecht), etc. Intervention sur « Quels truchements pour la pensée égyptienne ? La pyramide de Maslow, ou les limites de la production du savoir ». (Article sollicité et envoyé mi-janvier 2021, 11 280 mots.)

18 Intervention sur « Historiographie et pouvoir en Syrie : l'arabité ou l'islamité ? », lors du colloque international *La légitimation du politique*, organisé à l'Université de Grenoble Alpes, 22-23 octobre 2020. (Article sollicité, à remettre avant mars 2021.)

19 Intervention sur « Les francs-maçons, ou la migration imaginaire vers les pays arabo-islamiques d'une minorité perçue comme dangereuse », lors du colloque international organisé par et à l'Université Dunarea de Jos (Galati, Roumanie) sur *Migrations et minorités*, 13-17 octobre 2021. Publication dans *al-Mukhâtabât* (Sousse, Tunisie), n° 41, janvier-mars 2022, p. 139-149.

20 Intervention sur « Normativité en islam : enjeux théologico-politiques de la déconstruction du sacré », lors du colloque international *Les disputes théologiques entre aṣ'arites et ḥanbalites et leurs représentations du XIe/Ve siècle jusqu'au wahhabo-salafisme contemporain*, INALCO, Paris, 18-19 novembre 2021.

21 « Le discours islamiste et nationaliste arabe contre la franc-maçonnerie, ou comment des arguments extravagants et captieux peuvent, au second degré, être vus comme amusants », lors du colloque international, *Le pouvoir du rire - rire et pouvoir. Humour, discours et politique*. Lieu : Université de Craiova (Roumanie), 19-20 mai 2022.

22 « Une minorité à l'utilité sociale réduite : les théologiens. Analyse de discours trop cohérents », lors de la Conférence francophone interdisciplinaire internationale, sur le thème *Migrations et minorités*, organisée à l'Université Dunărea de Jos, Galați (Roumanie), 19-21 octobre 2022. (Participation à distance.)

Colloque national avec actes (à partir de janvier 2020)

1 Intervention sur « La guerre contre le terrorisme comme arme politique : le cas égyptien », lors du colloque *État de guerre, États en guerre XIX-XXI siècles*, organisé par le CERMOM (Centre de recherches Moyen-Orient Méditerranée) de l'INALCO et l'Université de Côte d'Azur. Lieu : Académie des Sciences d'Outre-Mer, Paris, les 16-17 janvier 2020.

2 Intervention, avec le Professeur émérite Michel Bozdémir (INALCO), sur les armées égyptienne et turque, dans le cadre de la séance consacrée à *La Méditerranée Orientale : une nouvelle zone de conflits potentiels*, à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, Paris, 28 mai 2021.

Communications orales sans actes (congrès internationaux ou nationaux)

1 Intervention (en arabe) sur « L'intégration européenne : une menace pour le modèle français de la laïcité ? » lors du colloque organisé à Damas (12-13 septembre 2004) par les Universités du Havre et de Damas (avec le soutien de l'Ambassade de France en Syrie) sur le thème suivant : *Droits fondamentaux et gouvernance : l'Europe et le Proche-Orient face à la mondialisation*.

2 Intervention sur « Les musulmans de France vivent-ils dans le temps historique ? », lors du colloque organisé par le GRIC (Groupe de Recherche Identités et Cultures) à l'Université du Havre (23 et 24 novembre 2004) sur le thème : *Traditions et modernités. Rencontres et syncrétisme*.

3 Intervention (en arabe) : « Vers une théologie de la spiritualité ? », lors du colloque organisé à Damas (11-12 décembre 2004) par l'Ambassade de France, l'Université de Damas et l'Institut Français du Proche-Orient (IFPO-IFEAD) autour du thème suivant : *Mondialisation et régulation internationale : vers une nouvelle solidarité mondiale ?* (Article consultable en arabe sur le site <http://maaber.org>).

- 4 Intervention au colloque WOCMES, Barcelone, 19-24 juillet 2010, sur « Théorie et pratique du mariage mixte en islam : réflexion sur l'identité et la citoyenneté à partir des cas syrien et français ».
- 5 Invitation au colloque international (Lyon 2 – GREMMO-UMR 5195-CNRS) sur *La question de la critique dans la pensée musulmane contemporaine : conceptions et usages*, 16-17 décembre 2010. Intervention sur « Apports et limites de la pensée critique dans l'islam contemporain ».
- 6 Intervention sur « Les sélections de l'historiographie française à travers les conflits du Moyen-Orient », journée d'étude sur *Conflits surmédiatisés / conflits oubliés*, organisée à l'Université du Havre par le GRIC, 14 avril 2011.
- 7 Conférence (avec traduction) à l'Académie des sciences de Tirana (Albanie) sur « Les mouvements actuels de révolte dans le monde arabe : des exigences économiques, citoyennes et morales », 1^{er} juin 2012, dans le cadre de l'école doctorale.
- 8 Participation au colloque annuel de la BRISMES (British Society for Middle Eastern Studies) à Dublin (University College Dublin), 24-26 juin 2013, et communication sur la crise syrienne.
- 9 « Revolt, Masculinity, and Violence in the Syrian Conflict », intervention lors du colloque *Revolting Men – Masculinity and Urban Violence in the Middle East and Central Asia*, Université de Freiburg (Allemagne), 23-25 juillet 2015. Invitation à participer.
- 10 « The Islamist Forces in the Syrian Conflict: Doctrinal Deficit and Military Radicalization », intervention au colloque international *Dans la nébuleuse islamiste-jihadiste*, Université Libre de Bruxelles (Institut de sociologie), 2 octobre 2015. Invitation à participer.
- 11 Colloque du CCMO sur *Complots, mukhabarats, conspirationnisme : le Moyen-Orient du secret*, 26 octobre 2016 à l'Hôtel de Ville de Paris. Animation d'une table ronde sur « Moukhabarat et clandestinité politique ».
- 12 « Quels truchements pour la pensée égyptienne ? La pyramide de Maslow, ou les limites de la production du savoir », lors du colloque *Géopolitique de la traduction en Méditerranée. Traduire et transmettre les sciences humaines et sociales*. Organisé (avec mon assistance) par l'INALCO, au Caire, 2-3 avril 2017, en collaboration avec l'Université d'al-Azhar et l'Université du Caire – Faculté d'économie et de science politique.
- 13 « Mixed Marriages in Islam between Scriptural Norms and Perfunctory Reformist Attempts », dans le cadre du colloque *Religious Marriages in the Mediterranean. An Interdisciplinary Conference*, tenu à L-Università ta' Malta, 20-21 mars 2018. Colloque organisé avec l'Université d'Amsterdam et l'European Research Council.
- 14 « Modalités de la recherche en science politique, pour un chercheur français, dans le contexte égyptien actuel », colloque *Terrains et chercheurs sous surveillance*, Science Po, Aix-en-Provence, 17-18 mai 2018.
- 15 « Le discours politico-religieux égyptien face aux chiites d'Égypte », lors du colloque international, *Influence, désinformation et pouvoir (Europe et Amériques)*, Université de Caen, Maison de la Recherche en Sciences Humaines, 17-19 janvier 2019.
- 16 « Être chercheur en science politique en Égypte. De Charybde en Scylla, ou des contraintes sécuritaires du terrain aux écueils d'une administration kafkaïenne », lors du colloque *Terrains difficiles, sujets sensibles. Faire de la recherche au Maghreb et au Moyen-Orient*, Rabat, Institut universitaire de la recherche scientifique (avec l'IRMC et York University), 14-15.2.2019.
- 17 Intervention (comme *keynote speaker*) sur « Religion et laïcité. La famille musulmane en France : défis, contradictions, perspectives », et membre du comité scientifique du colloque en ligne *La famille au XXI^e siècle*, le 5.12.2020, organisé par la Faculté des Sciences Juridiques, Sociales et Politiques et le Centre de Recherches Juridiques et Administratives de l'Université "Dunărea de Jos" de Galați (Roumanie), en collaboration avec le Centre de Recherches Juridiques (EA 3225) de l'Université de Franche-Comté (Besançon, France) et le Laboratoire de Recherche en Droit International Privé « Grupo de Investigación ACCURSIO » de Universidad Carlos III de Madrid (Espagne).

Invitation de moyenne durée

Invitation d'un mois (année 2016-2017) dans le cadre de Battuta (programme européen de mobilité académique), à l'Université de Sidi Mohammed Ben Abdellah (Fès). Recherches à mener avec plusieurs laboratoires (sociologie, science politique, théologie) + quelques séminaires prévus. (Invitation déclinée en raison de l'obtention d'une délégation du CNRS au Caire en 2016-2017.)

Invitation de courte durée

Invitation d'une semaine, dans le cadre d'ERASMUS, pour donner quelques cours et animer un séminaire doctoral à l'Université Corvinus de Budapest (Faculty of Social Sciences and International Relations, Institute of International Studies), 18-23.2.2019. Thèmes : armée égyptienne, guerre syrienne, *fatwâs* et politique.

Autres séminaires, conférences, etc.

- 1 Séminaire de traduction (1997) au Département de langue française de l'Université de Damas.
- 2 Conférence (en arabe) à l'Union des écrivains arabes (Damas, 1997) sur « L'identité culturelle nationale ».
- 3 Séminaire à l'IEP de Paris (printemps 1998) sur « La construction nationale syrienne ».
- 4 Communication : « Les études arabes, de la tradition orientaliste à la situation actuelle », lors du colloque (15 octobre 2001) de l'Institut des langues et civilisations orientales (ILCO), à l'Université du Havre.
- 5 Communication : « La mondialisation face à la Syrie », lors du colloque (4 novembre 2002) de l'Institut des langues et civilisations orientales (ILCO), à l'Université du Havre.
- 6 Séminaire (1^{er} avril 2004) dans le cadre du groupe de recherche animé par Alain Dieckhoff (CERI - IEP de Paris-CNRS) : « Nationalité et citoyenneté en Syrie. Le poids des communautarismes. »
- 7 Invitation par le GREMMO (laboratoire de recherche du CNRS, Maison de l'Orient, Lyon) pour participer à un séminaire organisé par Élisabeth Longuenesse sur « Proche-Orient : histoire, mémoire, patrimoine. Conflits et négociations, récits et pratiques », le 20 janvier 2006. Intervention sur « La vérité en religion : un patrimoine revendiqué par plusieurs courants antagonistes de l'islam contemporain ».
- 8 Intervention sur « Le mariage mixte : critique de la théorie musulmane classique et inadaptation au cadre français », dans le cadre du colloque de l'Institut international de la pensée islamique (IIIT France), *Nouvelles dynamiques de la pluralité. Paradigmes de la coexistence et de la reconnaissance*, UNESCO, Paris, 22-24 juin 2006.
- 9 Invitation au séminaire du Professeur Marwa Daoudy sur le thème de « L'identité nationale syrienne », au Department of Political Science, Graduate Institute for International Studies, Genève, le 30 avril 2008.
- 10 Intervention sur « Stratégies d'État et aspirations sociales au Moyen-Orient » dans le cadre des deux journées d'études (4 et 5 mars 2010) sur le thème de *Recompositions au Moyen-Orient*, Université du Havre.
- 11 Intervention à l'iReMMO (Paris) sur *États et armées dans le monde arabe*, avec Flavien Bourrat (IRSEM, Paris). Débat animé par Agnès Levallois (journaliste), le 13 avril 2016.
- 12 Séminaire de l'ERC TARICA, 2020/2021, *Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord. Concurrence des modèles et diversité des trajectoires nationales*, UMR 7533 LADYSS, présentation de l'ouvrage *Le général et le politique : le rôle des armées en Turquie et en Égypte*, jeudi 17/06/2021, 11h-13h (heure de Paris). Intervention sur « Le rôle économique de l'armée égyptienne ».

Organisation de colloques, journées et séminaires

Colloques

- 1 Organisation d'un colloque à Damas sur « Droits fondamentaux et gouvernance : l'Europe et le Proche-Orient face à la mondialisation », 12-13 septembre 2004.
- 2 Organisation d'un colloque de l'AFDA (Association française des arabisants) sur *L'humanisme en islam*, Institut du monde arabe. 27 mars 2010.
- 3 Organisation d'un colloque sur « La sociologie des forces armées dans l'espace arabo-musulman », Université du Havre, 10-11 mai 2012.
- 4 Organisation d'un colloque international sur *Transitions politiques : approche comparative entre le Maghreb / Machreq et l'Asie du sud-est (A Comparative Approach towards Political Transition in the Middle East / North Africa and Southeast Asia)*, Université du Havre, 19-20 novembre 2015.

Journées d'étude

- 1 Co-organisation (avec le Département de droit) à l'Université du Havre d'une journée d'étude sur la Palestine : interventions de Monique Chemillier-Gendreau (professeur à Paris I) et Alain Dieckhoff (directeur de recherches au CERI-CNRS), 5 avril 2007.
- 2 Organisation de deux journées d'étude sur *Recompositions au Moyen-Orient*, avec la participation de plusieurs laboratoires havrais : Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC) ; Groupe de Recherche en Droit Fondamental International et Comparé (GREDFIC) ; Centre de Recherche Pluridisciplinaire sur les Mobilités, les Identités et les Transports (CIRTAI), 4-5 mars 2010.

3 Co-organisation d'une journée d'étude sur *L'alcool : aspect social, économique, culturel, politique et religieux*, 13 février 2013 + intervention sur « Quelques réflexions sur les boissons fermentées en islam ». Actes publiés en septembre 2013 dans *EOLLE*, n° 5, la revue en ligne du GRIC.

4 Co-organisation d'une journée d'étude sur *Les représentations du corps humain : expressions littéraires, manifestations artistiques, témoignages historiques et enjeux idéologiques*, 26 mars 2014 + intervention sur « Printemps arabe et politisation du corps ». Actes publiés dans *EOLLE* (la revue en ligne du GRIC), n° 6, 2015.

5 Organisation d'une journée d'études le mercredi 16 juin 2021, 13h50-17h45, en visioconférence, sur *L'islamo-gauchisme, des origines à nos jours : entre mystification et factualité*. Informations : <https://cerla.univ-lyon2.fr/activites/lislamo-gauchisme-des-origines-a-nos-jours-entre-mystification-et-factualite>.

Séminaires

1 Séminaire de présentation du livre *Les forces armées arabes et moyen-orientales (après les printemps arabes)*, (co-dirigé avec Jean-François DAGUZAN), à la Fondation pour la recherche stratégique (Paris), 23 janvier 2015.

2 Responsable de l'un des deux axes de recherche du GRIC (EA 4314), « Héritages, métissages et diversités » (dynamiques de pouvoir). Thème du séminaire : *Minorités, identités et pouvoirs*. Séances à partir de novembre 2018.

* Dans le cadre du séminaire PandHeMic (*Propagande : héritages et mutations contemporaines*), séminaire le 19.11.2018 à l'Université du Havre sur « Discours religieux et césarisme politique en Égypte », par Mona SABRY (Professeure invitée de l'Université cairote d'al-Azhar) et Stéphane VALTER.

* Dans le cadre de l'axe « Héritages, métissages, diversités » du GRIC, séminaire le 12.12.2018, avec la participation d'Agathe BERNIER-MONOD (MCF en études germanistes au Havre), sur « Les femmes parlementaires du Reichstag jusqu'au Bundestag : minorité, pouvoir et identité » ; et d'un professeur invité, Ziad MEDOUKH (Université Al-Aqsa de Gaza, Palestine), sur « Le rôle des femmes palestiniennes entre résistance et société civile ».

3 Avec Farid BOUCHIBA (Ater à Lyon 2), co-organisation d'un séminaire sur *Normes, Exceptions, Transgressions. Dialogue interdisciplinaire*. 5 séances (février-avril 2021).

Intervention le 3.2.2021 sur « Fatwas et politique en islam ».

Intervention le 24.2.2021 sur « Les chiïtes en Égypte, entre contraintes sécuritaires et enjeux régionaux ».

4 Organisation d'un séminaire dans le cadre du GIS-MOMM, Lyon, 11-13.7.2023, sur le thème : *Transformations sociétales au Moyen-Orient : religion, politique, genre*.

Participation à des jurys de thèse

1 Membre du jury de thèse de Yaron Friedman, *Les nusayrîs-'alawîs : entre sunna et shî'a. Refus et acceptation selon les sources arabes médiévales et modernes*, sous la direction de Paul Fenton (histoire des religions et anthropologie religieuse). Soutenance en Sorbonne le 27 février 2006.

2 Rapporteur de la thèse d'Abdurrahman Alhowemil sur *La terminologie arabe du pétrole : création et sémantique. Étude basée sur un corpus d'entreprise*, sous la direction du professeur Xavier Lelubre, soutenance à l'Université de Lyon 2, soutenance le 2 juillet 2015.

3 Membre (*reader*) du jury de thèse de James M. Dorsey (*Soccer: Moulding the Middle East and North Africa*), sous la direction du Professor Dr. Paul Verweel (p.verweel@uu.nl), Utrecht University – School of Governance – Managing Social Issues – Sport Matters, le 22 mars 2016, à Utrecht (Pays-Bas). Autres membres du jury : Professor Henk Kummeling (h.kummeling@uu.nl), Professor Annelies Knoppens (a.knoppens@uu.nl), Professor Leonard Sebastian (ISLCSebastian@nus.edu.sg), Professor Sandra Schruijer (s.schruijer@uu.nl).

4 Rapporteur de la thèse d'Antoine Zakka sur *La Turquie face à l'Europe et au Moyen-Orient. Les mutations de l'islamisme turc depuis 2002 : émergence, conséquences et perspectives*. Sous la direction du professeur Michel Bozdémir, à l'INALCO le 24 mai 2016.

5 Rapporteur de la thèse (doctorat de droit, spécialité en relations internationales) de Sarah Aït Hamou, sur *La politique d'arabisation, enjeu multidimensionnel de pouvoir en Algérie : l'exemple du système éducatif de 1962 à 2000*, sous la codirection des professeurs Brigitte Vassort-Rousset (science politique) et Henri Sahloul (études arabes). Université de Lyon 3 (Faculté de droit), soutenance le 10 juin 2016.

6 Membre du jury de thèse (science politique et relations internationales) d'Aurélien Denizeau, sur *La doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc (2002-2016)*. Sous la direction du professeur Michel Bozdémir, le 5 juillet 2019 à l'INALCO.

7 Président du jury pour la thèse d'Eva Rsslan intitulée *L'humanisme arabe au Ve/XIe siècle : Abû al-'Alâ' al-Ma'arrî (363/973 - 449/1058). Poète, philosophe et penseur humaniste*. Soutenance le 7 décembre 2019 à Lyon 2, sous la direction du Professeur Floréal Sanagustin.

8 Rapporteur (pour Aix-Marseille) de la thèse d'Elyaf Bader Eddin, *Translating the Language of the Syrian Revolution (2011/12)*, Université d'Aix-Marseille et Philipps-Universität Marburg, sous la direction des professeurs Richard Jacquemond et Friederike Pannewick. Soutenance fin 2020 à Marburg.

9 Président du jury de thèse de Najah Zahr Nofal-Zeidan, *Le nassérisme : une rupture économique ? Entre idéologie et réalités objectives*, soutenue le 13 novembre 2020 à Lyon 2, sous la direction du Professeur Floréal Sanagustin.

10 Président du jury de la thèse de Mohamed Boudiaf sur *Vers une modernisation des rapports entre pouvoir séculier et pouvoir religieux dans le monde arabe et musulman. Une œuvre de rupture : Le traité décisif d'Ali ABDERRAZIQ intitulé « L'islam et les fondements du pouvoir »*, sous la direction du Professeur Floréal Sanagustin. Soutenance le 9 juillet 2021 à Lyon 2.

11 Membre du jury de la thèse de Mohammad Al Jabal sur *Pour une conception de contenus d'enseignement de l'arabe langue étrangère/seconde au niveau A1 du cadre européen*, sous la direction du Professeur Mohamed Hassoun (ENSSIB, Lyon ; et le Professeur Joseph Dichy, Lyon 2). Soutenance le 2 octobre 2021 à Lyon 2.

12 Rapporteur de la thèse de Bisaran Firooz Hassan : *Les Kurdes et le Kurdistan dans les œuvres des artistes voyageurs (1785-1943)*, sous la direction du Professeur Alain Bonnet, Université de Bourgogne, et codirigée par Shwan Mohammad Jaffar, professeur à l'École militaire de Strasbourg. Thèse préparée au sein du Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (LARHRA) – École Doctorale des Sciences de l'Homme, du Politique et du Territoire (ED 454). Soutenance prévue début décembre 2022.

Encadrement doctoral

Thèses soutenues

* Diyar BOOTEE, (master en socio-économie – relations euro-méditerranéennes / monde arabe, Paris 8, 2011-2013 + université d'Erbil – Kurdistan d'Irak). Sujet de thèse : *Le pétrole au Kurdistan irakien. Enjeux économiques, politiques, identitaires*. Déjà inscrit en mars 2015, puis suspension d'inscription pour 2015-2016. Jury : Alexandre Toumarkine (rapporteur, INALCO, Paris), Gérard Groc (rapporteur, IREMAM, Aix-en-Provence), Pierre-Jean Luizard (président, CNRS), Didier Le Saout (Paris 8), Halkawt Hakem (INALCO). Soutenance à l'Université de Normandie (Le Havre) le 29 juin 2020.

* Salim MAHMOUD, *La structure narrative dans la « trilogie » de Ahlam Mosteghanemi*. Doctorant en fin de thèse, initialement inscrit avec le Professeur Henri-Hassan Sahloul (Lyon 3, parti en retraite), et repris sous ma direction, à Lyon 3, à la demande du Professeur Élisabeth Vauthier (Lyon 3, directrice adjointe de l'ED 3LA). Inscrit le 11.10.2013. Soutenance à Lyon 3 le 16 octobre 2020.

Thèses en cours

* Esmail JASEM, (master EMOS : Études méditerranéennes, orientales et slaves, université de Strasbourg, 2015, mention très bien). Inscrit en septembre 2016. Sujet de thèse : *La société civile au Koweït comme instrument politique durant le XX^e et le XXI^e siècles. De la politisation du civil à la popularisation du politique*. (ATER à Strasbourg à partir de septembre 2019.) Dossier transféré à Lyon 2 en janvier 2020. Codirection avec Niall BOND, MCF HDR, Lyon 2, à partir de début 2020. Soutenance le 8 décembre 2022.

* Naïma BOURAS, (master du Centre d'études des mondes africains – spécialité monde arabe contemporain, Paris 1, mention très bien, 2010-2012 + master de l'Institut français de géopolitique, Paris 8, 2010-2012), inscrite en décembre 2014, en co-direction avec Hamit BOZARSLAN (EHESS). Sujet de thèse : *Faire carrière en religion dans les milieux salafistes féminins égyptiens (1970-2015)*. Récipiendaire d'une subvention de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN), 2014-2015 ; et aussi d'une bourse de 1.000 euros / mois, pendant 12 mois, de la part de deux centres français de recherche en Égypte : le CEDEJ et l'IFAO, à partir de septembre 2016. Dossier transféré à Lyon 2 en janvier 2020. Soutenance début 2023.

* Sergiu DUR. Sujet de thèse : *The politics of the national identity in the Islamic Republic of Iran*. Directeur de thèse : professeur Sorin MITU, Université Babeş-Bolyai (Cluj-Napoca, Roumanie). Inscrit le 1.10.2017. Récipiendaire d'une bourse Eiffel (en science politique, 10 mois) à partir de septembre 2018. Date de soutenance non encore fixée.

* Nada AMIN. Master de l'IEP de Grenoble (mémoire sur « La femme égyptienne moderne : est-elle victime d'une discrimination religieuse, d'une société masculine ou de lois inapplicables ? »). Sujet de thèse : *L'évolution des droits des femmes en Égypte moderne, droits sociaux, juridiques et politiques*. Inscription en octobre 2020. Codirection avec Niall BOND (directeur de thèse, laboratoire IHRIM), MCF HDR, Lyon 2.

* Codirecteur (avec Miloud GHARRAFI, professeur à Lyon 3 et directeur) de la thèse de Fatima Zohra RGHIOUI, *Féminisme et antiféminisme dans le roman arabe*. Inscription en automne 2021.

Abandon (raisons de santé, insuffisance scientifique, problèmes personnels, conditions économiques) :

* Meriem ATTOUI, (master en relations internationales et stratégiques à l'IRIS, Paris, 2013), inscrite en mai 2014, en co-direction avec James M. DORSEY (senior fellow at the S. Rajaratnam School of International Studies, Nanyang Technological University in Singapore ; co-director of the Institute of Fan Culture of the University of Würzburg ; author of the blog *The Turbulent World of Middle East Soccer*). Sujet de thèse : *Les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran*. Abandon en septembre 2019.

* Marc JARKAS (master de Rennes 2). Sujet de thèse : « *Al-hakimiyya*, de la religion à la politique dans les mouvements radicaux et fondamentalistes. » Inscription en automne 2017. Abandon en septembre 2019.

* Hassiba LAGRAF, *Mutations socio-culturelles et discours sociopolitique dans les médias du monde arabe d'aujourd'hui*. Master 2 LCE études arabes (Lyon 2) en 2016/2017, et master 2 SIMIL-TRA (Lyon 2) en 2018/2019. Cette thèse sera codirigée avec Madame Karima SALMI, maître de conférences HDR à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie). Inscription à Lyon 2 en novembre 2019. Abandon en septembre 2021.

* Clémence DROUET (master 2 Relations Internationales, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011-2012, et master 2 Sciences de l'Education, mention « Expertise, Ingénierie, Direction d'Organisation », parcours international, Université Paris-Est Créteil, 2012-2013). En codirection avec le professeur Nassif HITTI (directeur de l'Institut Supérieur des Sciences Politiques et Administratives de l'USEK, Université Saint-Esprit de Kaslik, Liban). Sujet de thèse : *La diaspora libanaise en France : une participation politique transnationale*. Inscription en octobre 2018. Dossier transféré à Lyon 2 en janvier 2020. Abandon en septembre 2021.

* Khadiga ABDULGALIL OMAR (master droit / économie / gestion, mention : science politique, Université de Toulouse 1 Capitole, septembre 2013). Co-directeur de thèse : professeur Tewfik ACLIMANDOS, Université française d'Égypte (Le Caire). Sujet de thèse : *Les impacts sociaux et économiques de la construction du barrage de la Renaissance sur l'Égypte*. Inscription en octobre 2018. Dossier transféré à Lyon 2 en janvier 2020. Abandon en novembre 2021 et demande d'une interruption d'une année.

* Sara REGRAGUI, *La BRI et la transformation digitale de l'Afrique du Nord. Enjeux géoéconomiques*. Thèse préparée sous la direction du Professeur émérite Guilhem Fabre (Montpellier 3). Quatrième année de doctorat en septembre 2021. Codirection prévue de S. Valter à partir de juin 2021. Abandon fin 2021.

Comité de suivi de thèse

* Février 2020 : membre du comité de suivi de thèse (*Jardins de la langue arabe : une analyse linguistique (lexicale) et culturelle des productions scientifiques arabo-musulmanes entre le IX^e et le XII^e s.*) pour Amirah al-Jasser, en deuxième année d'inscription à l'Université de Toulouse Jean Jaurès, dans l'École doctorale Allph@, sous la direction du Professeur Saba Farès. Entretien en septembre 2020.

* Membre du comité de suivi de thèse pour 4 doctorantes (Chloé Debouzie, Irina Kalinina, Maruszka Meinard, Yulia Alyunina) inscrites à Lyon 2. Entretien en juin, juillet et septembre 2020.

* Membre du comité de suivi de thèse (18.5.2021) pour Paulette GOMIS, doctorante (3^e année) à l'INALCO, sur le sujet *Étude des légendes en fang de Mimbeng dans le nord du Gabon*.

* Membre du comité de suivi de thèse (27.9.2021) pour Nicolas VAUQUELIN, *La poésie arabe à al-Hīra au VI^e siècle de l'ère chrétienne*, direction de Bruno Paoli.

Soutenance de mémoires

3 mémoires de stage de licence 3 LEA – traduction et interprétariat arabe / français, Lyon 2, septembre 2019 (avec une collègue).

3 mémoires de master 2, LLCE arabe, Lyon 2, septembre 2019 (avec le professeur Bruno Paoli).

1 mémoire de master 2 LEA (Simil-Tra), Lyon 2, 30.8.2021.

Responsable de 5 mémoires de master 2 LEA (Simil-Tra) avec soutenances en septembre 2021.
Responsable d'un mémoire de master 2 (études arabes, LLCER), avec soutenance en décembre 2021.
Responsable de plusieurs mémoires de master (études arabes, LLCER), année 2022-2023.

Missions de recherche

- 1 Nombreuses missions de terrain en pays arabes, avec financement du laboratoire de recherche (GRIC).
- 2 Mission en Égypte, 23 octobre – 5 novembre 2018, avec un financement de la commission de la recherche de l'Université du Havre (2.000 euros). Objectifs de la mission : obtenir de nouvelles données de terrain à propos de l'Égypte contemporaine, dans une perspective politique large, avec un intérêt particulier pour :
 - * l'activité des partis politiques, le fonctionnement des institutions, la mise en œuvre de la décentralisation administrative (avec la création de nouvelles élites) ;
 - * les débats religieux au sein de la société, et en particulier les positions adoptées par les institutions religieuses officielles (l'Université d'al-Azhar, le Ministère des affaires religieuses, l'Institution d'émission des avis juridiques – *fatwâs*) ;
 - * la place des chiites (environ 1% de la population) dans l'espace public ;
 - * le rôle des forces armées, aux niveaux politique, économique, social, et aussi sécuritaire (naturellement).Durant la mission de recherche, des enquêtes de terrain seront menées au Caire, à Alexandrie, dans certaines zones du Delta et du sud du pays. Des entretiens sont également prévus avec différents acteurs, en sus de la collecte d'informations écrites.

Mission de coopération universitaire

Mission (mi-septembre 2021) au Caire pour préparer la signature d'une convention avec l'Université d'al-Azhar (Bureau du Grand Imam).

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES, PEDAGOGIQUES ET SCIENTIFIQUES

Responsabilités administratives et pédagogiques

- 1 Membre du Groupe d'experts sur les programmes scolaires (GEPS) de langues vivantes (arabe) pour le Ministère de l'Éducation nationale (Desclo A4), septembre 2001-février 2005.
- 2 Responsable (2002-2005) de la préparation au CAPES d'arabe dans le cadre du CNED (Institut de Vanves).
- 3 Membre du comité de l'Association Française des Arabisants (AFDA), d'octobre 2002 à juin 2005.
- 4 Membre du Conseil National des Universités, section 15 : assesseur au sein du bureau de la section 15, novembre 2003 – juillet 2005.
- 5 Membre des commissions de spécialistes (section 15 du CNU) dans les Universités de Grenoble 3 (février 2004) et Lyon 2 (octobre 2004).
- 6 Membre de la commission de spécialistes (section 15 du CNU) à l'Université du Havre, décembre 2004.
- 7 Directeur de l'Institut des langues et civilisations orientales (ILCO) à partir de mai 2005 (réélection en juin 2007 et juin 2009). Mise en place d'une licence (L3) « Affaires internationales et commerce » - parcours « Études orientales » pour le plan 2008-2011 (avec reconduction). Fin de mandat en juin 2011.
- 8 Vice-président de l'Association française des arabisants (AFDA, www.afda.123.fr) en mai 2008.
- 9 Élection au CEVU (Université du Havre) en avril 2008.
- 10 Membre de la Commission pédagogique et de la Commission sociale du CEVU (septembre 2008).
- 11 Membre du comité de l'Association française des arabisants (AFDA, www.afda.123.fr) en mars 2010 (2 ans).
- 12 Membre de la commission de spécialistes (section 15 du CNU) à l'Université de Provence (printemps 2011).
- 13 Responsable de la liste du SGEN (collège des maîtres de conférences, section 15) pour les élections au CNU (automne 2011), et élu.
- 14 Membre de la commission de spécialistes (section 15 du CNU) à l'Université de Grenoble 3 et de Toulouse-Le Mirail (printemps 2012).

- 15 Membre de la commission de spécialistes (section 15 du CNU) à l'Université de Grenoble 3 (printemps 2013).
- 16 Membre suppléant du comité de sélection (n° 9 pour le poste de MCF 528) de linguistique des langues turques à l'INALCO (printemps 2013).
- 17 Élu membre du conseil d'animation scientifique (CAS) du Pôle de recherches en sciences humaines (PRSH), structure scientifique regroupant plusieurs laboratoires de l'Université du Havre, mi-novembre 2013.
- 18 Membre de la commission de spécialistes (section 15 du CNU) à l'Université de Grenoble 3 (printemps 2014).
- 19 Membre de la commission de spécialistes (sections 13 et 15 du CNU) à l'Université du Havre (avril 2014).
- 20 Membre du conseil de la Faculté des affaires internationales, Université du Havre. Automne 2014.
- 21 Membre du Conseil académique de Normandie Université (Université de Caen Basse-Normandie, Université de Rouen, Université du Havre, Institut national des sciences appliquées de Rouen, École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen, École nationale supérieure d'architecture de Normandie). Septembre 2015.
- 22 Membre élu du CNU (section 15, collègue B), en octobre 2015. Retrait en août 2016 en raison d'une délégation du CNRS en Égypte.
- 23 Réélu membre du conseil d'animation scientifique (CAS) du Pôle de recherches en sciences humaines (PRSH), Université du Havre, février 2016.
- 24 Membre élu de la Commission de la recherche de l'Université du Havre, février 2016.
- 25 Membre de la commission interne d'experts (sections 13 et 15 du CNU) à l'Université du Havre (2017).
- 26 Responsable du parcours Simil-Tra (Système d'Information Multilingues, Ingénierie Linguistique et TRAduction) – master d'interprétation et de traduction, Lyon 2, septembre 2019 – août 2021.
- 27 Président du comité de sélection pour le recrutement d'un professeur à l'Université de Lyon 2, printemps 2020. Profil : Monde arabo-musulman médiéval : littérature, histoire, histoire culturelle (IX-XVe siècle).
- 28 Responsable des stages en LEA (pour la licence 3, en semestre 6). Sept. 2020-août 2021.
- 29 Membre externe suppléant du comité de sélection pour un poste de MCF en langue et littérature malgaches, printemps 2021, INALCO (Paris).
- 30 Membre interne du comité de sélection pour un poste de MCF en islamologie, printemps 2021, Lyon 2.
- 31 Membre interne du comité de sélection pour un poste de MCF en linguistique arabe, printemps 2021, Lyon 2.
- 32 Responsable en LEA des vacataires en arabe, avril 2021 – décembre 2021.
- 33 Membre du Conseil documentaire de Lyon 2, juin 2021.
- 34 Responsable du master d'études arabes (dpt. d'études arabes), Lyon 2, à partir de décembre 2021.

Responsabilités scientifiques

- 1 Directeur adjoint (2002 – début 2004) du CERIL (Centre d'études et de recherche interdisciplinaire en langues), laboratoire de l'Université du Havre reconnu comme EA par le Ministère en janvier 2004 (nom de GRIC).
- 2 Expert auprès des Éditions du CNRS pour les manuscrits : *Syrie et Jordanie. Les racines de la continuité et les transformations des régimes* (juin 2002) et *Le pays des Alaouites et la Syrie ba'athiste : une intégration régionale ambiguë* (juin 2004).
- 3 Directeur adjoint du GRIC (EA 4314), Université du Havre, juin 2009 – mi-2013.
- 4 Membre du comité éditorial de la revue *Maghreb Machrek*, à partir du numéro 206 (début 2011).
- 5 Membre du comité éditorial de la revue *Syria Studies* (on-line refereed journal which super-cedes the earlier *St-Andrews Papers on Contemporary Syria*, <http://ojs.st-andrews.ac.uk/index.php/syria/about/displayMembership/24>), sous la direction du professeur Raymond Hinnebusch, The Centre for Syrian Studies (CSS), University of St-Andrews (Scotland), à partir de fin 2013.
- 6 Senior fellow of the CSS (<http://www.inspired-by-syria.com/#!css-scholars/cc2a>), à partir de fin 2013.
- 7 Membre du conseil scientifique de la revue *Orients Stratégiques* (n° 2 publié en juillet 2015).
- 8 Collaborateur scientifique à l'Université Libre de Bruxelles (Faculté de philosophie et sciences sociales). Nomination en octobre 2015. Dernier renouvellement : 1.10.2019 au 30.9.2021.
- 9 Expert auprès du Schweizerischer Nationalfonds (SNF, Berne) pour l'évaluation d'un projet quadriennal de recherche (histoire moderne du Proche-Orient), oct.-nov. 2015.
- 10 Chercheur associé au Centre de recherches Moyen-Orient Méditerranée (CERMOM) de l'INALCO (Paris). Novembre 2015.

- 11** Expert auprès des Éditions Palgrave Macmillan (Pivot Program), New York, pour le lancement d'un projet rédactionnel sur *China in the Middle East : Venturing into the Maelstrom*. Évaluation du projet (30 pages). Avril 2016. « Clearance report » pour le manuscrit final en janvier 2018.
- 12** Évaluateur (mars 2018) d'une thèse (*Le druzisme au IX^e/XV^e siècle. Entre hagiographie sayyidienne et réalités sociales*, soutenue le 3 décembre 2016 par Wissam HALABI HALAWI) pour le Prix de thèse sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans – 2018 – organisé par l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (IISMM) et le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Moyen-Orient Mondes musulmans du CNRS
- 13** Responsable de l'un des deux axes de recherche du GRIC (EA 4314), « Héritages, métissages et diversités » (dynamiques de pouvoir). Septembre 2018.
- 14** Évaluation (novembre 2019) de l'article « La *Khuṭba* en contexte agonique syrien : une mise en discours pour renouer avec l'impossible communauté éthique » pour le livre *Représentations et symbolique de la guerre et de la paix dans le monde arabe*. Publication de Lille 3.
- 15** Membre du comité éditorial de la revue *Contemporary Medusa (International Journal of Gender, Sexuality & Social Issues)*, Maroc. Septembre 2020. Voir https://revues.imist.ma/?fbclid=IwAR1Y3iGARAS2CAesWp19FY4bOUoCqI1BaR0rVjCjCIS3zXiaJnrj_cqWohE.
- 16** Membre du comité éditorial du *Journal of Legal Studies / Jurnalul de Studii Juridice*, revue bilingue (anglais-roumain) biannuelle publiée par le Legal Research Centre (Lumen Publishing House). Janvier 2021.
- 17** Chercheur associé au Interdisciplinary diversity and development research laboratory (IDDRL), Université de Beni Mellal, Maroc, février 2021.
- 18** Évaluation pour la revue *Argumentation et analyse du discours* (Roselyne Koren) de l'article « L'appropriation discursive de la parole de la femme. Le cas des “ fatwas ” ». Septembre 2022.

Autres responsabilités administratives, pédagogiques et scientifiques (1989-1997)

1 Mis à disposition auprès de l'**Institut du Monde Arabe à Paris** (septembre 89 - septembre 92), au sein de la Mission pour les Relations avec l'Éducation nationale (structure dépendant directement de la présidence de l'IMA et travaillant en liaison étroite avec l'Inspection générale d'arabe). Nombreuses activités dont :

Organisation de stages de formation en culture arabo-islamique pour formateurs (enseignants et public MAFPEN), policiers, magistrats, etc.

Mise sur pied d'une structure dispensant des cours d'arabe (sise d'abord dans un centre de formation continue du Rectorat de l'Académie de Paris puis à l'IMA) : niveaux débutant et avancé, dialectes égyptien et algérien, arabe de presse. Création de supports pédagogiques.

Publication d'une revue trimestrielle pédagogique de la presse arabe (*Al-Moukhtarat*), en deux versions : arabe-français et arabe-anglais (en coopération avec l'Université de Durham, GB), avec cassettes (en collaboration avec le CNDP). Encadrement de l'équipe, conception et réalisation des numéros.

Contacts avec des instances universitaires et scientifiques pour la conduite de réflexions relatives à l'enseignement de la langue arabe (France et Europe) de même qu'aux enjeux socio-culturels afférents.

Organisation de rencontres et colloques : sur les représentations relatives à la guerre d'Algérie (en collaboration avec la Ligue de l'enseignement) ; sur la situation des femmes arabes (avec la collaboration d'associations et de syndicats) ; sur l'interculturalité (avec la MAFPEN – Rectorat de l'Académie de Lyon et l'Université de Casablanca II).

Développement de l'enseignement de la langue arabe dans le secondaire : intervention, expertise et suivi auprès des instances administratives concernées.

Coopération avec quelques structures muséographiques nationales pour la mise sur pied de formations prenant en compte le patrimoine arabo-islamique des musées et destinées à un public scolaire (formateurs et élèves).

Dans le cadre de l'AFDA (Association Française des Arabisants) et avec le soutien de l'IMA, actions menées aux niveaux administratif et médiatique pour la défense des études arabes en France. Organisation des Journées de l'AFDA (bisannuelles) à l'IMA. Réalisation de bases de données (lieux d'enseignement de la langue arabe en France et arabisants).

2 Détachement à l'**Institut Français d'Études Arabes de Damas** (IFEAD), comme secrétaire administratif (octobre 1992 - septembre 1996) puis secrétaire scientifique (octobre 1996 - août 1997).

Publication : secrétaire de rédaction du *Bulletin d'Études Orientales (BEO)* et rapporteur-lecteur-correcteur de nombreux autres ouvrages : quelque quarante publications (en français, arabe et anglais, essentiellement), dont j'ai

assuré la supervision, ont ainsi paru durant ces cinq années. Prise en charge des aspects techniques, financiers, administratifs, juridiques, etc.

Enseignement : co-organisation (octobre 92 - septembre 94 puis octobre 96 - août 97, car plus de responsable pédagogique) des deux stages de formation en langue arabe en vue de la recherche pour de jeunes chercheurs arabisants. Encadrement de l'équipe des professeurs syriens et aide linguistique et scientifique aux étudiants. Stage annuel (d'octobre à juin) : destiné à de jeunes chercheurs (niveau universitaire minimum : licence) arabisants (au moins deux années d'arabe) ; une quarantaine d'étudiants (dont les huit boursiers français du MENESR). Stage estival (juillet) : une quarantaine d'étudiants (moins avancés).

Activités de recherche : co-organisation des séminaires, conférences et rencontres de l'IFEAD. Séminaires : réservés aux chercheurs de l'IFEAD. Conférences : ouvertes au public et plus générales. Rencontres : sur des sujets en relation avec la vie culturelle et intellectuelle syrienne.

Coopération scientifique : création d'un réseau entre l'IFEAD et quelques universités françaises, contacts avec des institutions syriennes, etc. Rencontres, colloques, publications, échange de documents, montage d'une exposition archéologique (juillet 1996, avec la Direction générale des antiquités et des musées et la Délégation de l'Union européenne), participation à la semaine culturelle (annuelle) du Département de langue française (Université de Damas), etc.

INVITATIONS, ANIMATIONS, VULGARISATION

Invitations d'enseignants chercheurs (à l'Université du Havre + Lyon 2)

- 1 Invitation de deux enseignants syriens (Université de Damas) à l'Université du Havre, nov.-déc. 2001.
- 2 Invitation d'un enseignant syrien, mai 2005.
- 3 Invitation du professeur syrien Nabil Al Lao en octobre-novembre 2013 pour une durée de un mois : participation à plusieurs cours (langue et civilisation arabes), une conférence au Conservatoire de musique sur « La musique arabe instrumentale », une conférence à l'Université du Havre sur « La crise syrienne », et un séminaire sur « La manipulation des médias dans le conflit syrien ».
- 4 Invitation pour un mois du professeur Smaïl Kouttroub, de l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS – Université Mohammed V), de fin novembre à fin décembre 2013. Cours de langue et de civilisation arabes + conférence sur le printemps arabe.
- 5 Invitation de Didier Leroy, chercheur à l'Académie militaire royale de Belgique et enseignant à l'Université Libre de Bruxelles, sur les mouvements islamistes et le terrorisme au Proche-Orient, le 2.3.2016. Deux conférences : *L'État Islamique (Daech) : terrorisme transnational et clone du wahhabisme saoudien + Hezbollah libanais versus État Islamique syro-iraqien, ou la guerre des terrorismes au Proche-Orient.*
- 6 Invitation pour deux semaines du professeur Smaïl Kouttroub, de l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS – Université Mohammed V), fin mars 2016. Deux séminaires (*L'islam au pouvoir entre projet califal et tendances séculières + Révolte halal, révolte haram : les fatwas à l'heure du printemps arabe*), une conférence (*Cinq ans après, le bilan mitigé des « révolutions » arabes*) + cours de langue et de civilisation arabes.
- 7 Invitation du professeur Ziad Medoukh, chef du département de français de l'Université al-Aqsa de Gaza (Palestine), pour deux semaines en avril 2015. Invitation reportée à novembre 2015, puis à fin avril 2016 (difficultés pour sortir de Gaza). Finalement, venue début décembre 2016 (deux semaines). Participation à des conférences, séminaires et cours sur les thèmes suivants : *Citoyenneté, genre et conflit armé ; Résistance, non-violence ; Lutte armée et justification religieuse.*
- 8 Invitation de Didier Leroy, Research Fellow au Royal Higher Institute for Defence – Royal Military Academy (Bruxelles) et Teaching Assistant à l'Université Libre de Bruxelles, pour une conférence sur *Le Hizbollah libanais : logique de la résistance nationale, nécessité de l'engagement en Syrie.* Le mardi 22 mai 2018.
- 9 Invitation du professeur Mona Sabry, département de langue française à l'Université d'al-Azhar (Le Caire) – section féminine, 9-23 novembre 2018.

10 Invitation du professeur Ziad Medoukh, chef du département de français de l'Université al-Aqsa de Gaza (Palestine), 1.12-15.12.2018.

11 Invitation du professeur Ziad Medoukh, chef du département de français de l'Université al-Aqsa de Gaza (Palestine), en mars 2021 à Lyon 2. (Ce collègue devait venir en novembre-décembre 2021 mais ne l'a pu en raison de la pandémie.) Nouvelle invitation lancée pour novembre-décembre 2022, annulée par l'invité.

Autres invitations

1 Invitation d'un ancien déporté à Auschwitz, Henri Borlant, pour donner une conférence sur la déportation (avec projection d'un film documentaire), le 15 avril 2009 à la Maison de l'étudiant de l'Université du Havre.

2 Invitation (21 avril 2010) de Jean-Paul Lecoq, député, sur la question palestinienne, devant des étudiants.

Autres activités (Université du Havre)

1 Organisation à l'Université du Havre d'un cycle de cinq conférences sur la Syrie (histoire ancienne, moderne et contemporaine), avec l'Association Le Havre - sciences et culture ; année 2000-2001. Intervention sur « Diversité religieuse de la Syrie : histoire, théologie et politique ».

2 Mise en place d'une convention d'échange et de coopération entre les Universités du Havre et de Damas (signature 21 avril 2001, avec reconduction) :

- organisation d'un voyage linguistique en Syrie pour huit étudiants arabisants de l'Université du Havre (été 2002), avec manifestations culturelles au retour,

- invitation d'un fonctionnaire francophone du service des relations internationales de l'Université de Damas (avril 2005),

- organisation d'un voyage linguistique en Syrie pour six étudiants arabisants de l'Université du Havre (été 2005),

- stage linguistique à Damas suivi par une étudiante havraise arabisante (été 2007).

3 Organisation à l'Université du Havre d'un cycle de cinq conférences sur la femme et l'islam (période coranique, époque classique iraquienne, approche juridique, laïcité et situation de la femme, la femme dans l'islam noir), avec l'Association Le Havre - sciences et culture ; année 2001-2002.

4 Organisation à l'Université du Havre d'une conférence sur la question palestinienne (8 novembre 2001) : deux interventions (historique, contestation islamique actuelle) et débat, avec l'Association France-Palestine Solidarité.

5 Organisation à l'Université du Havre d'un cycle de cinq conférences sur l'Algérie (essentiellement la période contemporaine), avec l'Association Le Havre - sciences et culture ; année 2003-2004.

6 Organisation d'une rencontre sur la Palestine à la Maison de l'étudiant avec projection de film et débat (animé par l'Association France-Palestine Solidarité), 6 avril 2007.

7 Co-organisation d'une semaine de conférences, projections de films documentaires et expositions photographiques sur la Palestine à l'Université du Havre, 10-19 février 2009.

Autres activités hors de l'Université du Havre

1 Coordination et préparation de la publication des *Actes des Journées de l'AFDA*, tenues à l'Institut du Monde Arabe (IMA) – Paris, 24-25 novembre 1995, parution au printemps 2000.

Interventions de vulgarisation

1 Interventions à l'IMA (Paris, de septembre 89 à septembre 92) devant des enseignants, formateurs, étudiants, etc. : civilisation arabo-islamique et langue arabe.

2 Communication à l'Université du Havre dans le cadre d'un cycle de conférences organisé sur la Syrie (Association Le Havre - sciences et culture) : « Diversité religieuse de la Syrie : histoire, théologie et politique » (23 novembre 2000).

3 Intervention à la librairie havraise La Galerne (8 octobre 2002) à propos de mon livre.

4 Intervention pour présenter mon ouvrage (*La construction nationale syrienne : légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*) à l'Institut du Monde Arabe (Paris) dans le cadre d'une table ronde (21 novembre 2002).

- 5 Intervention sur le thème « Quand le message coranique rencontre la coutume : spiritualité universelle ou repli dogmatique et communautaire ? » lors d'une table ronde organisée à la librairie havraise La Galerne (31 janvier 2004) sur *Rencontres et syncrétisme*.
- 6 Conférence à l'Université du Havre (cycle *L'essentiel en 29 mn*) sur « La situation politique au Proche-Orient » le 15 mars 2007.
- 7 Conférence sur « Les études arabes en France depuis le Moyen Âge » dans le cadre de la Fête de la science organisée au Havre du 9 au 14 octobre 2007.
- 8 Deux conférences : « Les enjeux géopolitiques de l'eau au Proche-Orient », et « Les derniers développements politiques au Proche-Orient », lors de la Fête de la science organisée à l'Université du Havre du 19 au 21 nov. 2009.
- 9 Entrevue à TF1 News : <http://lci.tf1.fr/monde/moyen-orient/2011-03/syrie-les-forces-de-securite-ne-laisseront-pas-faire-6332166.html>, le 29 mars 2011.
- 10 Entrevue à 20minutes.fr : <http://www.20minutes.fr/article/697773/monde-syrie-le-discours-bachar-al-assad-montre-regime-fera-concessions-quand-jugera-utile>, le 30 mars 2011.
- 11 Entrevue avec Rue89 : <http://www.rue89.com/explicateur/2011/03/30/pourquoi-la-revolte-en-syrie-peut-chambouler-le-proche-orient-197718>, le 30 mars 2011.
- 12 Entrevue avec Voice of America : <http://www.voanews.com/french/news/Syrie-bachar-118939019.html>, le 30 mars 2011.
- 13 Entrevue avec TF1 News, le 3.11.2011, <http://lci.tf1.fr/monde/moyen-orient/syrie-en-acceptant-le-plan-arabe-assad-gagne-du-temps-6807564.html>.
- 14 Intervention à l'Institut de recherches et d'études Méditerranée Moyen-Orient (Paris), le 24 janvier 2013, à la suite de la publication d'un article dans *Moyen-Orient*, n° 17, janvier-mars 2013 (p. 34-39).
- 15 Entrevue à RFI, le 6 février 2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130206-syrie-s-invite-sommet-oci-egypte>.
- 16 Entrevue sur France 24, en français, le 10.2.2014 (13h15, en direct pendant 5 mn), en direct, sur les négociations de Genève. http://www.dailymotion.com/video/x1bojfc_10-02-2014-l-invite-du-jour_news.
- 17 Participation à une émission sur France 24 – arabe, le 25.8.2014 (19h00-20h00), à propos de la crise en Syrie et en Iraq, <http://ahewar.org/rate/ys.asp?yid=1774158>.
- 18 Entrevue avec France 3 Baie de Seine sur le jihâdisme en France et au Proche-Orient, diffusée le 22 décembre 2014.
- 19 Entrevue sur RFI (avec Toufik Benaïchouche) à propos de l'armée syrienne, 5 juin 2015. <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20150604-syrie-armee-syrienne-palmyre-hassaka-ei-etat-islamique/>.
- 20 Invitation de l'Institut Français de Brême (en partenariat avec Heinrich Böll Stiftung Bremen) pour un débat entre chercheurs (avec le Prof. Dr. Alexander Flores, Hochschule Bremen, Wirtschaft und Gesellschaft der arabischen Welt) sur la situation actuelle en Syrie, le 16 juin 2015, dans le cadre d'un mois entier consacré à la Syrie. Invitation à participer (frais pris en charge).
- 21 Entrevue dans *L'Orient le Jour*, le 29 septembre 2015. <http://www.lorientlejour.com/article/946805/quel-etat-syrien-avec-ou-sans-bachar-el-assad-.html>.
- 22 Entrevue dans *L'Orient le Jour*, 12 décembre 2015. <https://www.lorientlejour.com/article/959889/la-diplomatie-francaise-post-13-novembre-changements-contours-et-couleurs.html>.
- 23 Analyse sur les dimensions internationales de la crise syrienne, publié sur le site *Causeur*, 12 février 2016. <http://www.causeur.fr/syrie-alep-assad-russie-valter-36716.html>.
- 24 Analyse pour *L'Orient le Jour*, 14 mars 2016. <http://www.lorientlejour.com/article/975337/-la-posture-laicisante-de-lasl-na-pas-resiste-longtemps-aux-sirenes-du-confessionnalisme-.html>.
- 25 Entretien sur France culture à propos de mon livre *Fatwâs et politique. Les sociétés musulmanes contemporaines aux prismes de la religion et de l'idéologie* ; <https://www.franceculture.fr/emissions/questions-dislam>, diffusion le 27.12.2020.
- 26 « La décapitation de Samuel Paty : crime d'un fou, ou tendances fanatiques internes à l'islam ? », <https://www.causeur.fr/decapitation-de-samuel-paty-crime-islam-188860>, mis en ligne le 20.12.2020.

Poésie

Organisation d'un concours de poésie arabe (avec la participation de deux collègues), pour les étudiants arabisants de la Faculté des langues, le 31 mai 2022. <https://langues.univ-lyon2.fr/presentation/actualites/appel-a-candidature-concours-de-poesie-arabe>.

Journée d'études (Lyon 2)

Organisation d'une journée d'études le 1^{er} juin 2022 (à l'occasion du 50^e anniversaire de la nationalisation du pétrole iraquien (1^{er} juin 1972) sur la question kurde (dimensions régionales, dynamiques internes, questions migratoires), à Lyon 2. <https://langues.univ-lyon2.fr/presentation/actualites/journee-dinformation-sur-la-question-kurde>. (Journée reportée à début 2023 ?)

Colloque international

Co-organisation d'un colloque international, *Le pouvoir du rire - rire et pouvoir. Humour, discours et politique*. Université de Craiova (Roumanie), INALCO (Paris) et Université de Lyon 2. Lieu : Craiova, 19-20 mai 2022.

Nomination (proposition de)

Proposition de la candidature (« *nominator* ») de James M. Dorsey (Senior Fellow, S. Rajaratnam School of International Studies – Nanyang Technological University – Singapour + Co-Director, Institute of Fan Culture – University of Würzburg) pour le Holberg Prize, session de 2016, octroyé par Universitetet i Bergen (Norvège).

ENSEIGNEMENT (en France : secondaire puis supérieur)

Après une expérience dans l'enseignement secondaire comme titulaire du CAPES d'arabe (collège et lycée, 1986-1989), puis comme agrégé d'arabe (lycée, 1997-1999), j'ai intégré l'université du Havre, premièrement comme mis à disposition par le rectorat (1999-2001) puis comme maître de conférences (à partir de septembre 2001).

Mes cours à l'université du Havre ont porté sur l'enseignement de la langue et de la civilisation arabes (niveaux 1 à 5), dans le cadre de diplômes d'université (DU et DULCO) et/ou comme langue vivante (I et II) pour des étudiants non spécialistes (c'est-à-dire pour lesquels l'arabe est une discipline mineure dans le cursus).

Depuis mon arrivée à l'université du Havre (avec l'aide d'un PRAG), le nombre d'étudiants a augmenté significativement pour atteindre une centaine d'étudiants. Ce nombre devrait rester stable en raison de deux facteurs : le bassin de recrutement est limité et ma proposition de créer, au sein d'un master déjà existant de marketing, deux options (au choix) : « Commerce avec le monde arabe » ou « Monde arabe et environnement international » n'a pas été retenue malgré des maquettes bâties sur une mutualisation de cours existants (pour des raisons d'économie). L'effet attractif souhaité (proposer une formation assez rare) n'a donc pas eu lieu.

J'ai assuré des cours (en arabe et en français) dans le cadre de la préparation parisienne (La Sorbonne) du CAPES et de l'agrégation d'arabe sur *Les débuts du nationalisme arabe* (en 1999-2000) et sur *Le nassérisme : idéologie et pratique politique* (en 2000-2001). Dans le cadre de la même préparation aux concours, j'ai dispensé des cours (en français et en arabe) sur *Le nassérisme* à l'École Normale Supérieure de Lyon (2000-2001).

Enfin, j'ai été chargé de cours sur la civilisation arabe moderne et contemporaine (en 2000-2001) au CELSA (École des hautes études en sciences de l'information et de la communication, Université de Paris IV-La Sorbonne).

Cours de langue

J'ai surtout enseigné en niveaux avancés (4 et 5) : langue écrite et orale, thème et version, grammaire, commentaires de textes (expression écrite et orale). Les textes sont en général modernes (XX^e siècle) et contemporains (presse), mais aussi parfois classiques (pour étudier d'autres formes de la langue, et également un contexte ancien permettant d'établir des comparaisons avec le présent).

Les principaux thèmes abordés sont les suivants, et ils ont été choisis pour susciter l'ouverture d'esprit comme pour encourager une participation active des étudiants : La femme en islam, l'honneur, la sexualité, la mixité / La liberté, l'ordre, la démocratie, le politique, le pouvoir / La justice sociale ; la lutte des classes / Le sacré, le Coran, la prophétie / Le développement, l'éducation / Les Arabes, les autres peuples.

Cours de civilisation

Période prophétique (1^{ère} année)

Sunnisme, chiisme, droit, mystique (2^e année)

Fin de l'Empire ottoman et début du nationalisme arabe (3^e année) : *tanzîmât*, millet, despotisme, multiculturalisme de l'Empire, réveil des Arabes (revendications culturelles puis politiques), contexte international

Questions contemporaines (4^e année) : réformisme islamique (puis Frères musulmans, salafisme), nationalisme arabe (baathisme, nassérisme), colonialisme, sionisme, indépendances, systèmes politiques, questions socioéconomiques, etc.

Depuis le regroupement des niveaux (à partir de septembre 2013), les cours sont devenus thématiques et transversaux : la femme en Islam, les conflits et leurs natures, le fait religieux dans le monde arabe, la violence dans le discours coranique, la guerre en Syrie (et les répercussions régionales), etc.

Unités libres

J'ai également assuré des cours d'unités libres, sur les sujets suivants : « Géopolitique des conflits en islam », « Sexualité en islam (entre comportement social et norme religieuse) », « Le monde arabo-islamique dans la vie politique française », « La question palestinienne », « États : frontières, espaces, identités » (en collaboration), « Les rapports entre islam et chrétienté » (en collaboration), « Le monde arabo-islamique dans la culture française », « Sociologie du monde arabe contemporain », « L'Égypte : histoire, société et politique », « L'usage politique des *fatwâs* ».

Cours de géopolitique

Un cours de 15 heures (CM) assuré début 2018, en anglais, pour la licence 3 de commerce international. Thème : « Les relations entre la Chine et le Moyen-Orient ». Cours poursuivi en 2019 (second semestre).

Un cours de géopolitique économique (3 séances de 2 heures chacune), au premier semestre de 2018-2019 : présentation du monde arabo-islamique (populations, ressources, conflits, etc.).

Cours à Lyon 2 (2019-2020)

* Un cours de portail : *Mondes contemporains ; introduction au monde arabe* (1^{er} semestre, TD), en français et arabe. But : étudier les atouts et faiblesses du monde arabe, les enjeux et défis auxquels il est confronté.

* *Langue de spécialité – arabe* (LEA, en L2, TD) : traduction et expression.

* *Société, culture, institutions – arabe* (LEA, en L2, TD) : approche du monde arabe (et islamique), en français et en arabe. Questions traitées : quelques pays, l'excision, le mariage forcé, l'éducation, les communautés religieuses, etc.

* *Monde arabe moderne* (LLCE, en L2, CM). Cours en français (avec lecture et commentaire de documents en arabe). Thèmes : pénétration européenne, fin de l'Empire ottoman, réformisme islamique, arabisme.

* *Environnements juridiques hors Europe* (LEA, en L3, CM), 3 séances. Thèmes : dialogue interculturel, migrations, minorités, études de cas (Turquie, Syrie, etc.), laïcité, mariage temporaire (chez les chiites), etc.

* Un cours de M1 (LLCE, TD) sur *Géopolitique des mondes arabe et musulman (Maghreb)*. Grandes questions abordées : la nature autoritaire des systèmes politiques (sauf en Tunisie), la place de la religion dans la vie publique, la corruption, le chômage, l'éducation, les entraves au rôle public et privé de la femme, etc.

* Les cours du second semestre seront :

Négociation L2 (LEA, TD) : outre la maîtrise orale et écrite de la langue arabe, le cours aura une dimension sociolinguistique, à savoir ce que l'on peut ou doit dire dans telle ou telle situation, et comment. L'approche culturelle, au sens large, sera privilégiée pour étudier les références historiques, religieuses, etc., de telle ou telle aire, au sein du monde arabe, en vue d'une négociation réussie.

Version professionnelle M1 Simil-Tra (TD) : traduction de l'arabe vers le français, à l'oral et à l'écrit, de textes divers, essentiellement dans les domaines politique, juridique, économique, social, etc.

Terminologie M1 Simil-Tra (6 séances, TD) : le cours commencera le 26.2.2020.

Géopolitique des mondes arabe et musulman (Maghreb) M1 (LLCE, TD) : suite du cours du premier semestre.

Cours à Lyon 2 (2020-2021)

* En LLCER

Cours de licence 1 sur le monde arabe contemporain (semestres 1 et 2)
 Séminaire de master 1, monde arabe contemporain, conflits et enjeux – Machrek (semestres 1 et 2)
 Séminaire de master 2, civilisation arabe contemporaine (semestre 1)
 Cours de version pour la préparation à l'agrégation d'arabe (semestre 1)
 * En LEA
 Cours de licence 2, langue de spécialité (semestre 1)
 Cours de licence 2, société culture institutions (semestres 1 et 2)
 Cours de licence 2, négociation (semestre 2)
 Cours de master 1, version professionnelle (semestre 2)
 Cours de master 1, terminologie (semestre 2)

Cours à Lyon 2 (2021-2022)

À peu près la même chose que l'année précédente (cette année, quelque 75 heures complémentaires)
 * En LLCER : cours de licence et séminaires de master 1 et 2 + cours de version (agrégation d'arabe)
 * En LEA : cours de licence 2 et 3 (plus de cours de master Simil-Tra car la première année n'a pas été ouverte)

Cours à Lyon 2 (2022-2023) (quelques heures complémentaires)

* Quasiment tous mes cours auront lieu en LLCER : cours de licence 3 et de master 1 et 2 + cours de version (préparation à l'agrégation d'arabe)
 * En LEA : un seul cours de L3 en traduction professionnelle.
 * École des hautes études internationales et politiques (HEIP), Lyon : 2 cours sur le monde arabo-musulman. (48 heures de cours.)

BILAN DES TRAVAUX DE RECHERCHE DES DERNIERES ANNEES

Présentation

À travers une double formation d'arabisant et de politologue, mes intérêts se sont trouvés à la croisée de chemins, entre étude de l'islam et approche de questions contemporaines, avec un va-et-vient permanent entre la période fondatrice et les évolutions actuelles qui sont, sous certains aspects, légitimés (ou non) par la genèse mouvementée de cette religion. Évidemment, des questions actuelles purement politiques (comme la demande d'indépendance de la justice dans le cadre des turbulences du Printemps arabe, par exemple) n'ont qu'un lien très lointain avec les querelles entre sunnites et chiïtes des premiers siècles, mais il semble que le théâtre des évolutions et des conflits sociopolitiques d'aujourd'hui reste assez marqué par la mémoire des tensions originelles. Je me suis donc intéressé, comme arabisant, à des questions linguistiques, religieuses et historiques, et comme politologue à des questions relatives au pouvoir, aux représentations communautaires, à la construction nationale, etc.

Il paraît évident que l'appréhension du monde arabe contemporain ne peut se faire sans explorer son Histoire et sa culture. Outre l'aspect théorique de toute recherche, il est fort utile de conjointre enquêtes de terrain et analyses afin de ne pas construire des objets de recherche trop éloignés de la réalité, ce qui peut être le cas quand on travaille sur une aire culturelle (le monde arabe) en en méconnaissant la langue – vecteur primordial de l'identité.

Les questions que j'ai étudiées plus particulièrement ont trait au discours historique (essentiellement syrien) à des fins politiques, c'est-à-dire à la manière par laquelle le pouvoir encourage la représentation d'une image idéale de la communauté politique nationale, en vue à la fois de se légitimer et aussi (dans quelques cas) de créer un certain type de cohésion nationale (à base territoriale). Cette problématique concerne donc la construction d'une communauté imaginaire, vue à travers le discours historique (et également tout le symbolisme dont peut disposer le pouvoir). Le cas syrien (et aussi iraquien, libanais, etc.) permet de réfléchir aux incidences du communautarisme (mode de fonctionnement encore fondamental des sociétés du Moyen-Orient) sur la notion de mémoire historique et, au-delà, de légitimité politique.

Les questions connexes auxquelles je m'intéresse (aire du Proche-Orient) traitent du système éducatif (politiques d'éducation) ; du lien entre légitimité politique et orientations économiques (libéralisation et démocratisation) ; de la manipulation des symboles politiques et religieux ; de la place de la société civile au sein de systèmes autoritaires ; du concept de religion civile (neutralisation du religieux) ; du concept d'État oriental (frontières récentes et souvent artificielles, communautarisme, etc.) ; du concept de territoire national (irrédentisme, syrianité, arabité, égyptianité, etc.) ; du rôle des militaires dans la vie publique.

Ci-dessous se trouve la synthèse de mes axes de recherche, que je poursuis depuis plusieurs années. Ces recherches ont été publiées sous forme de livres, d'articles, de dossiers, etc., ou présentées lors de conférences et séminaires (voir *supra*).

Communauté politique nationale syrienne : Traces archéologiques et discours historique / Communautarisme (Moyen-Orient) / Communautés alaouite et murchidite

Cet axe porte sur la justification théologique, morale, historique et juridique de la légitimité religieuse – d'un point de vue islamique – de la communauté alaouite (syrienne) face aux suspicions voilées voire aux franches attaques d'une frange traditionnelle et rétrograde de l'islam sunnite (syrien, saoudien et plus généralement international). Cet axe s'inscrit dans le prolongement de ma thèse (publiée) sur le discours historique syrien et la promotion d'une image idéale de la communauté politique nationale. Je voudrais continuer à réfléchir aux incidences du communautarisme en termes de légitimité religieuse et politique. La libéralisation économique des années 1990 (mais sans démocratisation politique) avait commencé à modifier le champ d'action du pouvoir, puis les bouleversements du Printemps arabe ont radicalement changé les choses : les violents troubles ayant eu lieu en mars 2011 en Syrie se sont transformés en guerre civile avec une importance accrue du facteur religieux.

Parmi le corpus d'ouvrages alaouites, j'ai analysé quelques textes dans le cadre général de la manipulation des symboles politiques et religieux. Les références théoriques ont été entre autres Benedict Anderson (né en 1936, historien matérialiste du nationalisme enseignant aux États-Unis), Eric Hobsbawm (1917-2012, historien britannique marxiste), Sami Zubaida (né en 1937, politologue et sociologue enseignant à Londres), Anne Norton (née en 1954, politologue américaine ayant travaillé sur le philosophe Leo Strauss), Ernest Gellner (1925-1995, philosophe et anthropologue), etc. La question qui se pose dorénavant est de savoir s'il y a un intérêt à poursuivre l'étude de ces textes, dans le contexte de chaos, étant entendu que l'entreprise de légitimation semble totalement dépassée.

Le noyau du pays alaouite se situe dans la montagne côtière du nord-ouest de la Syrie, avec une occupation dans les plaines environnantes (mais sans présence majoritaire dans les villes sunnites) et bien sûr dans la capitale. La communauté alaouite, dont la fondation locale (environs de Lattaquié) date surtout du début du XI^e siècle, représente un peu plus de 11% de la population syrienne actuelle. Scission du chiisme duodécimain, la religion alaouite semble être aujourd'hui la seule branche qui ait survécu du chiisme « extrémiste » médiéval, de milieu iraqien (originaire de l'ancienne ville de Kûfa). La doctrine alaouite classique croirait en la palingénésie et la métempsychose, la divinité de 'Alî, l'incarnationnisme (*hulûl*) pour les imams, l'interprétation allégorique (*ta'wil*) des textes sacrés, la non-observation de la lettre de la loi révélée (antinomisme ou *ibâha*), etc. Elle professerait ainsi des thèses hétérodoxes, ésotériques et syncrétistes si bien que ses adeptes furent (et sont souvent encore) classés dans la catégorie honnie des chiites extrémistes et schismatiques (*ghulât*). Dans la guerre actuelle, l'attitude violente du Front al-Nusra et de l'État Islamique vis-à-vis des alaouites montre bien qu'ils sont collectivement vus comme déviants et nuisibles.

L'opprobre de l'hérésie valut à la communauté alaouite de nombreuses persécutions, particulièrement sous les Mamlûks et les Ottomans, sans compter la *fatwâ* édictée en 1305 par le théologien hanbalite Ibn Taymiyya (1268-1328) contre cette communauté jugée dissidente et apostate. Cette *fatwâ* fut un prétexte pour justifier la campagne d'assassinats de personnalités alaouites entre 1979 et février 1982 (qui culmina dans une féroce répression avec l'écrasement de l'insurrection islamiste de Hama, elle-même déjà précédée par les sanglants événements d'avril 1964). Les œuvres de ce héraut de l'exécration de toute déviance religieuse ont été et restent interdites en Syrie (jusqu'à ce jour, dans la partie sous contrôle du régime) dans la mesure où les tendances rigoristes et réactionnaires du sunnisme (Frères musulmans, salafistes, etc., et dorénavant les groupes rebelles jihadistes, dont l'État Islamique) continuent à user du même anathème pour justifier leur violent rejet et de cette communauté et du régime.

Plusieurs analyses académiques ont postulé que la croyance alaouite est intemporelle, valable de l'époque fondatrice jusqu'à nos jours, et donc rebelle à toute évolution car figée dans une fixité dogmatique. Ces analyses ne semblent pas faire de distinction – pourtant évidente – entre les couches sociales et les espaces d'habitat : le paysan resté au village serait mis sur le même pied de religiosité et de discernement que le professeur, le journaliste, l'artiste, le cadre

politique, l'officier, etc., plus éduqués. Ce qui nous paraît être une fausse assumption absolue mériterait donc des études approfondies. C'est ce que nous avons entrepris pendant quelques années, de manière pionnière (rien n'ayant été fait en ce sens depuis le milieu du XIX^e siècle, mis à part les quelques travaux du géographe de l'époque mandataire, Jacques Weulersse) en conciliant enquêtes de terrain et analyse d'ouvrages émanant de lettrés alaouites. Il reste certainement encore des points à éclaircir, si ce n'est que la guerre actuelle ne facilite pas le travail de terrain.

Le pouvoir militaro-politique syrien étant largement, dès les années 1960, une émanation de la communauté alaouite, l'équipe dirigeante a toujours œuvré à maximaliser, au-delà des intérêts de la communauté dont elle est majoritairement issue, les siens propres en manipulant, non sans contradictions, les questions identitaires. De la sorte, la promotion d'un faisceau de sensibilités islamiques a été une manière habile pour le régime de tenter de séduire le sunnisme afin de faire oublier l'appartenance hétérodoxe. Des personnalités (religieuses et aussi laïques) alaouites ont en ce sens commencé, à partir des années 1980, à défendre – publiquement – leur foi contre les attaques théologico-politiques sunnites qui brandissaient l'image de l'impiété. Un nombre non négligeable d'ouvrages (publiés essentiellement à Damas, Beyrouth et Lattaquié, et vendus plus ou moins librement dans les librairies de la capitale) est alors paru depuis le milieu des années 1990 sur 'Alî (de manière générale) et la religion alaouite (plus précisément). Tous ces ouvrages cherchent, directement ou non, à rattacher la communauté alaouite à la grande famille duodécimaine en vue de l'inscrire, plus largement, dans un islam délivré des clivages entre chiisme et sunnisme. La vie de 'Alî y est traitée dans un esprit œcuménique visant la glorification de la Famille du Prophète au sein de laquelle le « fondateur » du chiisme tient naturellement la première place. Un point connexe tente de privilégier l'usage du terme « alaouite », qui suggère une parenté légitimante avec 'Alî et un lien organique avec la période prophétique, au lieu de « nusayrî », terme péjoratif renvoyant au personnage schismatique éponyme et dont l'hérésiographie médiévale a abusé.

C'est tout ce corpus assez récemment publié qui a retenu notre attention : traduction, analyse de la démarche identitaire, articulation des représentations avec les objectifs politiques, en croisant analyse textuelle et données de terrain. Ceci a été le début de l'exploration d'un champ ignoré même du public syrien (parfois même alaouite). Mais aujourd'hui, vu la guerre et ses destructions, les dynamiques ne relèvent plus beaucoup des justifications religieuses et historiques, mais plutôt de la conquête de territoires et de la destruction de l'Autre.

L'argumentation d'un grand cheikh alaouite ('Abd al-Rahmân al-Khayyir), dont nous avons étudié quelques œuvres, se situe sur un plan religieux, humain et politique. Au niveau religieux, le cheikh fait un effort personnel d'interprétation de la loi divine en proposant une nouvelle conception de l'islam, basée sur la tolérance et le respect entre écoles. La volonté de dépasser les clivages séculaires prouve une forte inclination à rassembler tous les hommes sur les questions fondamentales. Politiquement, enfin, l'œuvre d'al-Khayyir s'inscrit dans l'histoire tourmentée de son pays (République arabe unie, prise du pouvoir par le Baath, Mouvement rectificatif), avec un souci sincère de préserver l'unité nationale au-delà des appartenances confessionnelles, l'ancrage territorial n'interdisant d'ailleurs pas une vision régionale (voire universelle).

On peut bien sûr se demander ce qui reste aujourd'hui de cet héritage intellectuel et humain, vu la haine de nombreux groupes armés rebelles contre les alaouites, et vu aussi l'extrémisme du pouvoir qui fait taire toutes les voix discordantes qui appellent au dialogue. Le poète alaouite contestataire Hasan al-Khayyir avait déjà été enlevé et tué en 1980, probablement par la police secrète syrienne. Récemment (septembre 2012), l'opposant politique très modéré, 'Abd al-'Azîz al-Khayyir, de la même célèbre famille alaouite, a été enlevé par la même police secrète car il appelait au dialogue avec l'opposition afin de trouver une issue à la crise. Malgré ses liens avec Moscou (un mentor du régime), son sort reste aujourd'hui inconnu. Comme certains dieux de la mythologie grecque qui mangeaient leurs enfants, la machine sécuritaire syrienne n'hésite pas à détruire les membres de la communauté alaouite (sa base de recrutement) qui ne font pas assez montre d'allégeance. Dans ce contexte, la question de la justification historico-religieuse développée par le cheikh 'Abd al-Rahmân al-Khayyir, qui était déjà fragile, semble dépassée.

Un autre lettré alaouite, dont nous avons traduit et commenté un texte très important, est 'Alî Sulaymân al-Ahmad (décédé en 1995). Il s'intéressa à de nombreuses questions historiques, religieuses et philosophiques, en reprenant l'héritage culturel de sa famille, et publia plusieurs livres et traités. Il est le neveu du grand poète syrien (alaouite) Badawî al-Ġabal. Nous avons commencé à travailler sur un manuscrit à diffusion très limitée, malgré son importance documentaire et argumentative, dans la ligne des travaux du cheikh al-Khayyir, quand ledit manuscrit a été publié dans un chapitre de livre, mais avec plusieurs erreurs typographiques et sans aucune note explicative ni introduction.

D'autres érudits alaouites, dont quelques travaux sont publiés ou disponibles, pourront aussi retenir l'attention de la communauté scientifique. Il sera ainsi utile de voir dans quelle mesure ces érudits, religieux ou laïcs, ont été (voire

sont toujours) des acteurs importants de la mobilisation communautaire au niveau politique. Il faudra à ce propos évaluer le degré d'indépendance intellectuelle maintenue contre les pressions politiques et policières, ou au contraire jauger le glissement vers la fonction tant instrumentalisée que manipulatrice de porte-parole du régime. Le contexte de guerre a en effet totalement modifié la problématique de légitimation communautaire.

Une étude parallèle, menée et à poursuivre, concerne le discours politico-théologique de la communauté zaydite du Yémen, de ses accointances avec les constructions alaouites et de son positionnement face à l'intransigeance sunnite (essentiellement wahhâbite). Les œuvres d'al-Iryânî, juge, lettré et homme politique yéménite (1910-1998), qui eut une correspondance avec le cheikh syrien 'Abd al-Rahmân al-Khayyir à propos d'une *fatwâ* édictée par Ibn Bâz (1912-1999, le grand *mufî* d'Arabie saoudite), méritent en ce sens un intérêt certain. Les positions du cheikh al-Khayyir et de son homologue al-Iryânî sont en un sens semblables (discours de légitimation communautaire) et se conjoignent pleinement dans la compréhension des problèmes religieux du monde islamique et des conflits politiques du monde arabe, si ce n'est que la guerre au Yémen a ici aussi bouleversé la donne.

Un autre travail, pionnier, traite de la communauté murshidite syrienne. Les seules sources disponibles sont les archives du mandat français, malheureusement influencées par les attaques partiales et virulentes de la classe dominante sunnite de cette époque (bourgeoisie nationaliste prévaricatrice). Une étude minutieuse a récemment été consacrée à cette communauté par un chercheur allemand, mais qui s'appuie essentiellement sur les archives françaises ; ce travail véhicule donc en grande partie les préjugés sunnites dominants qui affligent cette communauté depuis sa création (même le nom du fondateur est écorché dans le titre du livre). Le travail que nous avons entrepris est le fruit de nombreuses enquêtes de terrain, croisées avec une étude des rares sources arabes sinon objectives du moins sérieuses : trois livres en tout, dont un peut être considéré comme la référence scripturaire de la communauté. Paradoxe, la « communauté » murshidite est complètement non structurée, contrairement aux autres communautés du Moyen-Orient (avec encadrement religieux et cohésion de groupe). Scission quasi centenaire des alaouites, la communauté murshidite mérite un surcroît d'intérêt car elle a jusqu'à présent peu été étudiée, et hélas sous une forme fantasmagorique. Notre travail constitue en ce sens une première étape. Mais la guerre en Syrie a modifié tous les paramètres, comme dans le cas de la communauté alaouite, et les enquêtes sont désormais très compliquées.

Nationalisme arabe : Arabité et arabisme / Baathisme / Nassérisme

Si on admet pour hypothèse qu'il y aurait dans le monde arabe une sorte de consensus sur le sacré (religieux), que personne ne voudrait saper (pour différentes raisons) ou ne trouverait d'intérêt immédiat à le faire, il semble que ce soit surtout les questions sociales, économiques, et politiques au sens large, qui ont agité (et agitent toujours) cette aire culturelle, bien que les questions d'interprétation religieuse continuent à diviser les sociétés et contribuent aux polarisations. L'actualité le prouve entièrement, étant entendu que les protestations du Printemps arabe se sont déclenchées à partir de revendications concernant le partage du pouvoir, la redistribution des ressources, la lutte contre la corruption, le respect de la loi, etc., mais en aucun cas la remise en cause d'un mode de fonctionnement social basé sur le patriarcat et (prétendument) légitimé par des législations religieuses (de l'islam mais aussi, en partie, du christianisme) considérées comme sacrées. Ainsi, si des mutations politiques ont pu avoir lieu, on ne peut pas dire que les rapports de sexe (ou de genre) aient beaucoup évolué, ni le rapport au sacré.

Les réflexions que nous avons menées ont porté sur plusieurs points, essentiellement pendant trois moments historiques : la fin de l'empire ottoman (début de la première guerre mondiale), l'Égypte sous Nasser (années 1950 et 1960), la Syrie baathiste (surtout depuis 1970). L'amplitude chronologique est assez vaste pour être significative, et la diversité des lieux permet des comparaisons utiles. Ces réflexions ont aussi mérité d'être repensées à la lumière des événements récents, depuis la fin de 2010.

Elles ont concerné (et continuent à concerner) plusieurs questions dont la souveraineté de l'État sur un territoire spécifique (avec parfois irrédentisme *versus* territorialisation de l'identité et du pouvoir) ; les enjeux identitaires et politiques selon que l'État est centenaire ou nouveau (en distinguant l'histoire ancienne de l'indépendance, plus récente) ; les modes de pratique du pouvoir selon que l'État est légitimement fort ou au contraire autoritaire, par carence de légitimité ; les rapports entre les communautés religieuses et les minorités nationales, d'un côté, et l'État, de l'autre ; les questions de nationalité (lien légal entre une personne et un État) et de citoyenneté (degré d'appartenance à une communauté politique) ; les liens entre nationalité (*wataniyya*) et appartenance transnationale (ethnico-culturelle : *qawmiyya*, ou religieuse : *umma 'arabiyya / islâmiyya*, comme dans le cas du nassérisme et de ses cercles d'appartenance : territoire national, monde arabe, Afrique, mouvement des non-alignés) ; les droits politiques, civils, économiques, sociaux, culturels et linguistiques (cas des populations arabes de l'Empire ottoman finissant, qui

commencèrent à réclamer une reconnaissance de la langue arabe, avant d'articuler des revendications autonomistes puis nationalistes) ; l'espace privé *versus* l'espace public.

Pour la question de l'arabisme et du nationalisme arabe, une recherche à la fois historique, linguistique et idéologique a été entreprise pour saisir la genèse des revendications nationalistes arabes, à travers l'analyse de textes émanant d'une société secrète, la Société révolutionnaire arabe (1913-1914). Ce travail intéressant et pionnier (ces textes n'avaient été ni traduits ni étudiés dans leur contexte) n'a pas donné lieu à un approfondissement de cette période historique, mes intérêts allant ensuite plus vers des questions contemporaines, mais a assurément servi de point de départ pour identifier des continuités et généraliser des problématiques liés à l'identité et au pouvoir.

Quant à la période plus récente, le paradigme économique doit servir d'angle d'approche pour aborder l'étude des mutations en cours dans des États qui sont pour certains relativement sous-développés (comme la Syrie, l'Égypte, et bien sûr le Yémen) ou bien dans une phase de consolidation du développement (comme la Turquie, voire Israël – et ses minorités – et même quelques monarchies pétrolières sous certains points). Différentes thèses ont été utilisées pour traiter cette question, comme celles du courant du développement (Talcott Parsons, 1902-1979, le sociologue américain de la théorie du volontarisme ou *action theory*), celles de la dépendance (Samir Amin, économiste égyptien marxiste, né en 1931), celles de l'État périphérique (Raúl Prebisch, 1901-1986, économiste argentin ayant réfléchi sur les termes inégaux de l'échange entre centre et périphérie), etc.

Les aspects idéologiques – en vigueur il y a quelques décennies comme très actuels – ont mérité une attention particulière, même si les théories et pratiques nationalistes ont naturellement déjà été étudiées par plusieurs autres auteurs. Notre principal apport a été de revoir ces théories dans le cadre syrien, à travers le processus de construction nationale (depuis 1970 surtout). Les déceptions vis-à-vis des promesses non tenues du nationalisme arabe, et la montée subséquente de l'islam politique comme modèle alternatif, ont rendu le nassérisme et le baathisme en grande perte de vitesse. Si on excepte l'usage intensif de la répression et la subvention de produits de base, quel a été l'héritage explicite de Nasser pour le régime de Mubarak, et qu'en est-il maintenant de celui de Sîsî ? En Irak, depuis 2003, le parti Baath a été démantelé, et plusieurs cadres baathistes qui ont survécu ont rejoint les rangs des groupes armés jihadistes. En Syrie, aujourd'hui, il n'est même pas certain que le régime lui-même croie encore en l'idéologie baathiste (le socialisme semble avoir été enterré et l'activisme panarabiste relève plus de la gesticulation que de la réalité).

Malgré cela, il n'en demeure pas moins que nassérisme et baathisme restent des modèles théoriques et des références idéalisées, et pas seulement de simples chimères. Il serait de la sorte intéressant de voir si ces deux idéologies républicaines, modernisatrices et socialisantes ne ressurgissent pas d'une certaine manière dans le contexte actuel de bouleversement politique que connaît le monde arabe, et ce d'autant plus que l'islam politique qui s'est érigé depuis quelques décennies en un sérieux concurrent politique n'a à son crédit aucune réalisation d'envergure. Les Frères musulmans n'ont pas su diriger l'Égypte de manière raisonnable et consensuelle (sans omettre le fait que l'institution militaire ne les a absolument pas autorisés à jeter un regard dans les affaires économiques de cet État dans l'État). Le réseau d'al-Qâ'ida, en Iraq, au Yémen, en Syrie et ailleurs, n'a pas jusqu'à présent donné l'impression qu'il avait un projet étatique solide, étant donné que la plupart de ses activités se résument à des confrontations meurtrières avec les régimes en place et les intérêts occidentaux. Seul l'État islamique, auto-proclamé califat, pouvait prétendre (avant l'attaque de Mossoul en automne 2016) au statut d'État – criminel – car pourvoyant certains services à la population, distribuant des documents officiels, rendant la justice, etc., mais au prix de la terreur.

Il serait même possible de soutenir que dans de nombreux cas, la question de l'opposition traditionnelle (depuis le début du XX^e siècle) entre nationalisme et islamisme est devenue sinon dépassée du moins affaiblie, car des situations d'insurrection et de guerre sont nées un affaiblissement des frontières et un regain des logiques communautaires (religieuses et ethniques en Syrie comme en Iraq, tribales en Libye, religieuses et tribales au Yémen). À ce propos, si on soutient l'idée d'après laquelle les développements du nationalisme accompagnent inévitablement les processus de modernisation, selon le sociologue et politologue Karl Deutsch (1912-1992), on pourrait déduire que les graves perturbations du Printemps arabe – émeutes, insurrections, guerres, massacres, etc. – pourraient dans beaucoup de cas être le signe qu'il n'y a plus (depuis déjà quelque temps) de projet cohérent et englobant de modernisation et de développement. Faillite des politiques étatiques, dilution du sentiment d'identité nationale et explosion des réflexes communautaires.

C'est dans cet environnement nouveau (qui va certainement perdurer) que la question de la fonction du discours baathiste, et plus généralement du discours nationaliste arabe, devra continuer à être posée. Pour le cas syrien, ce discours permet au régime autoritaire du président Asad de transformer un certain soutien populaire, dans la partie « loyale » de la Syrie comme au Liban frontalier (Hizbollâh et certains partis chrétiens), en une ressource diplomatique

aujourd'hui affaiblie mais qui était avant le déclenchement de la crise quasiment inépuisable (lutte contre Israël et l'impérialisme). Après la féroce répression du printemps 2011 qui a marginalisé le régime d'Asad, il est évident que les anciennes dynamiques de mobilisation ont perdu de leur attractivité. Plus généralement, quand la cohésion sociale est faible, pour diverses raisons de marginalisation, c'est la question de la pérennité du transfert, dans l'espace régional, des aspirations et des frustrations des populations qui reste posée. Dans le cas égyptien, le discours patriotique du président Sîsî, mêlant nationalisme arabe et héritage nassérien, demeure peu convaincant face à la grave crise économique et à la corruption.

Printemps arabe : Guerre en Syrie / Rôle des militaires dans la vie publique / Transitions politiques

Il semble que la plupart des théories d'analyse du monde arabe n'avaient pas imaginé, dans le contexte de contrôle autoritaire et de conservatisme islamique, l'émergence si soudaine d'une espèce de culture civique, voire de posture révolutionnaire, qui rapproche finalement, en termes de fonctionnement politique, l'évolution de cette zone de modèles plus universels. Ma qualité de membre du comité éditorial de la revue *Maghreb Machreq*, support de publication précieux et reconnu, a permis de solliciter des contributions autour de ces thèmes et de créer ainsi un réseau international de chercheurs. Outre le travail éditorial, j'y ai moi-même publié quelques papiers et coordonné des dossiers.

Pour la Syrie à proprement parler, mes contacts avec le Centre for Syrian Studies (CSS) de l'Université de St-Andrews donnent lieu à des échanges et des travaux réguliers. Je fais partie du comité éditorial de la revue *Syria Studies* et suis Senior fellow du CSS.

Ces travaux ont permis de réfléchir à la capacité des institutions communautaires moyen-orientales, qui comportent tant des appareils cléricaux que des élites plutôt laïques, à créer une sorte de société civile, c'est-à-dire un espace qu'on pourrait qualifier de médiateur entre l'État et les citoyens. Si on prend le cas libanais (en suivant l'analyse d'Élizabeth Picard), où la structure communautaire est prédominante, on note immédiatement une certaine confusion entre le public (niveaux national et communautaire) et le privé (niveaux communautaire, de nouveau, et individuel). On voit alors difficilement comment une société civile distincte pourrait, au Liban, émerger et évoluer dans un champ clairement défini (les quelque 29 mois de blocage politique avant de parvenir à la désignation d'un président de la République fin octobre 2016 en sont une preuve). De surcroît, la culture du consensus obligé, entre communautés, nécessite l'éclipse du modèle démocratique mais aussi, finalement, du fonctionnement autoritaire (toujours dans le cas libanais).

Dans les systèmes militarisés et autoritaires (comme en Syrie et en Iraq), par contre, les institutions communautaires ont une faible autonomie d'action qui s'exprime surtout sous la forme du clientélisme. Il est dans cette mesure intéressant de se demander s'il n'y a pas une contradiction entre les demandes démocratiques et le maintien des spécificités communautaires (qui peuvent être tribales, comme en Libye et au Yémen, par exemple). Concernant la Syrie, l'évolution de la contestation vers la militarisation et le confessionnalisme, parmi plusieurs points qui méritent d'être abordés, fournit l'occasion d'évaluer, plus généralement, la dimension religieuse de la mobilisation politique actuelle dans le monde arabe. Suivant le concept de « communauté de discours » (concept développé par le politologue américain David Ernest Apter, 1924-2010), il faut tenter de voir dans quels cas la cohésion communautaire a été suffisamment forte pour former une base de mobilisation, et réfléchir aux situations où cette cohésion communautaire a mené, ou non, à une auto-exclusion de la communauté nationale.

Une autre recherche a porté sur la situation – confuse – de la justice chariatique dans les zones de Syrie tenues par les rebelles. Ces zones peuvent-elles être appelées « libérées » ? On remarque que l'imposition d'un nouvel ordre politique et moral se fait parfois avec arbitraire, sous un vernis islamique, avec une compréhension brutale de la *shari'a*, quand il ne s'agit pas simplement d'utiliser le sacré pour justifier une lutte féroce pour le pouvoir. Ce sont les aspects les plus visibles et violents de cette pratique « juridique » – les peines corporelles – qui ont été traités dans un travail, car ils semblent significatifs tant du niveau de violence sur le terrain que des orientations idéologiques en cours et de la difficulté des mouvements démocratiques à s'organiser. L'intérêt pour cette question ne doit toutefois pas laisser accroire qu'on puisse établir un amalgame entre les groupes armés islamistes (dont certains sont très radicaux, comme l'État Islamique), qui pratiquent une forme expéditive de la *shari'a*, et les forces démocratiques en lutte contre le régime, plus réticentes à imposer une législation religieuse (punitivité).

Outre la question de l'application de la loi chariatique et de son usage idéologique, la problématique de la violence demeure centrale dans cette réflexion, qui englobe non seulement la Syrie mais aussi l'Iraq et le Liban. Quelques papiers et participations à des réunions scientifiques ont permis de développer cette question de la violence,

dans le cadre des turbulences du Printemps arabe, mais avec une perspective historique. Pour la Syrie, et plus généralement pour le Moyen-Orient, les pratiques de la violence sont entre autres liées aux perceptions qu'ont les communautés les unes des autres : par exemple, le stigmate de l'hérésie pèse ainsi lourdement sur les épaules des alaouites, en dehors des questions purement politiques (partage du pouvoir, etc.). Concernant la violence et les résolutions de conflits, mes partenaires sont : l'Université d'Erlangen (Center for Iraq Studies), le Felsberg Institute for Education and Academic Research (Allemagne), l'Universidad del Rosario (Bogota), les Universités de Mustansiriyya (Bagdad) et de Sulaymâniyya (Kurdistan), l'Université de Freiburg (Allemagne).

Le rôle des militaires, non seulement comme éléments centraux de la violence mais aussi comme acteurs politiques, a retenu notre attention, dans le cas syrien puis avec des généralisations appliquées au Moyen-Orient. La thématique de recherche qui nous intéresse étudie les rapports – certainement conflictuels – entre l'approche sécuritaire et la négociation politique. Une question importante est de savoir pourquoi, en Syrie comme dans tout le monde arabe (Tunisie exceptée), les transitions ont été brutales, alors qu'en Asie du sud-est, les transitions démocratiques ont globalement réussi (même avec des difficultés). L'approche comparatiste pourra être fort utile. Mes partenaires en ce domaine sont : the S. Rajaratnam School of International Studies (Nanyang Technological University, Singapour), et l'Université Philipps de Marburg.

Un travail à poursuivre concerne le rôle des forces armées syriennes (mais la question doit être étendue à d'autres cas, dont l'Égypte) dans la recherche d'une transition. Les forces armées (soldats, miliciens, etc.), gouvernementales ou non, sont des acteurs essentiels non seulement des opérations militaires sur le terrain, mais aussi de toute solution politique qui pourra (ou non) émerger du chaos actuel, en vue d'une réconciliation nationale, avec partage du pouvoir. Cela est d'autant plus vrai que, du côté du régime, on ne peut raisonnablement parler de pouvoir civil. Et du côté de l'opposition, ou des oppositions, les seuls acteurs réellement efficaces sont les différentes forces militaires qui se battent sur le terrain, non l'opposition politique en exil qui ne semble pas avoir beaucoup d'influence sur le cours des événements. En ce sens, si aucune solution militaire ne semble ni possible ni souhaitable (pour limiter les destructions), il semble admis qu'aucune solution politique ne pourra poindre sans la participation active des diverses forces armées belligérantes, ou du moins sans leur consentement.

Une réflexion sur la nature du soulèvement syrien, initié en mars 2011, devra également être entreprise pour tenter une définition : contestation, révolte, révolution, terrorisme ? En effet, selon les points de vue, la perception est différente, ce qui détermine positionnement sécuritaire et engagement militaire, et définit en conséquence les perspectives politiques. L'opposition y voit un soulèvement contre la dictature alors que les partisans du régime y perçoivent un complot étranger pour attiser les haines confessionnelles (visant la communauté alaouite – base du pouvoir – qui constitue un peu plus de 10% de la population). Un des buts de la recherche sera de faire un état assez précis des lieux sur le rôle des militaires, puis de réfléchir au lien existant entre les multiples forces armées et la nation, actuelle et à venir (avec ses modes de représentation, inclusive ou exclusive). L'analyse devra prendre en compte le cadre sociopolitique national (et aussi régional) : éducation moyenne, autoritarisme politique, divisions communautaires (ethniques, tribales et confessionnelles), injustices sociales.

Une question à élucider sera de savoir si, en ce qui concerne le régime syrien (et aussi les autres, plus généralement), les forces armées sont ce qu'on pourrait appeler l'émanation du peuple, par la professionnalisation et la conscription, ou au contraire un corps quasi étranger (par rapport à la majorité sunnite de la population) ne représentant qu'un segment de la société syrienne. En l'occurrence, la communauté alaouite a la mainmise sur l'appareil sécuritaire, même si de nombreux alaouites sont opposés au régime, si plusieurs soldats et officiers alaouites ont fait défection, et si troupes d'élite et services de sécurité incluent des éléments d'autres communautés. Quant à la présence de militaires russes comme de mercenaires iraniens et afghans, elle ne peut que modifier la perception de la population (surtout celle qui est opposée au régime) vis-à-vis de l'armée dite « nationale ».

De l'autre côté, les diverses oppositions ont chacune des objectifs différents les uns des autres, de même qu'elles sont perçues de manière variée par la population (soit plus ou moins fidèle, soit hostile au régime), l'hétérogénéité des factions rebelles rendant de la sorte tout consensus – même minimal – très difficile, ce qui éloigne d'autant la perspective de solutions politiques. Le nombre de combattants étrangers varie d'un groupe armé à un autre, pour atteindre parfois des proportions importantes, comme par exemple dans l'État Islamique, au début dirigé par un Irakien et incluant beaucoup de jihadistes venus de nombreux pays. Ce pourcentage, variable, de combattants étrangers rend naturellement la recherche de solutions politiques très difficiles, étant donné que les agendas ne correspondent pas toujours entre éléments syriens (peut-être plus enclins à une certaine forme de réconciliation nationale) et éléments

allogènes (venus pour lutter contre un régime appréhendé comme impie et devant être anéanti, avec en plus d'éventuelles stratégies supranationales).

Il faut également prendre en compte les divers groupes kurdes, qui luttent tous, à des degrés divers, pour une forme de reconnaissance culturelle voire nationale (le Kurdistan syrien ayant été appelé Rojava). Leur irrédentisme, et les moyens mis en œuvre pour y parvenir, induisent des rapports spécifiques avec les autres forces armées (dont celles du régime avec lesquelles il y a parfois *modus vivendi*), d'autant plus complexes à saisir que des organisations kurdes de Turquie et d'Irak participent au combat. Mais malgré cette complexité, il semble que les revendications kurdes soient au bout du compte les plus claires au niveau politique, et peut-être les plus faciles à satisfaire si quelques concessions territoriales et administratives étaient acceptées.

Au niveau des forces du régime, mes recherches ont essayé de mettre en valeur les divergences pouvant exister entre les différents corps d'armée, les services de renseignement (*mukhâbarât*), la police, les milices (*shabbîha*), la défense civile, etc. Ces tensions sont le fruit de plusieurs facteurs : proximité ou non avec le pouvoir, recrutement plus ou moins communautaire, autonomie ou non d'action, nature des missions, captation des ressources, qualité des armements, etc. Étant donné que certaines unités sont réputées plus fidèles au régime que d'autres, il faudrait voir quels sont les rapports de force actuels au sein de l'ensemble de l'appareil sécuritaire, et surtout quels pourraient être les nouveaux rapports si la situation militaire venait à évoluer. Par exemple, renforcement de l'Armée syrienne libre (par l'Occident) et, subséquemment, affaiblissement notoire de l'armée régulière, ce qui pourrait pousser certaines unités à se mutiner, voire pourrait lancer une dynamique interne de coup d'État (quelques tentatives ont déjà vu le jour mais ont été vite étouffées, pour récuser toute alternative politique).

Plusieurs angles d'approche théorique sont possibles pour analyser la crise syrienne (qui n'est au bout du compte qu'un cas exemplaire parmi d'autres). Le paradigme segmentaire, qui aborde les systèmes politiques comme des relations existant au sein de communautés de base (familles, clans, communautés, tribus), avec transposition au niveau national, peut être mis à profit. (Voir les travaux de John Waterbury sur les liens entre segmentarité et patronage, ou d'E. Gellner sur le clientélisme lié à un système capitaliste non achevé.) Le système politique syrien – dominant – ne serait en ce sens que le reflet d'alliances entre groupes (à base essentiellement alaouite).

Le paradigme productif, lui, peut aider à montrer qu'un certain niveau de développement économique engendre presque mécaniquement des rapports socioéconomiques donnés, avec comme corollaire un fonctionnement politique spécifique et une légitimation idéologique particulière. Malgré l'effondrement de l'économie qui rend le modèle peu pertinent, la mobilisation de classe restera certainement encore longtemps moins opérante que celle basée sur des solidarités essentielles. La question des intérêts matériels est de surcroît déterminante pour comprendre si la situation politique pourra changer. Devant les inégalités face aux possibilités d'enrichissement illicite, il est possible que l'inutilité du combat se manifeste chez les soldats les plus démunis. En tout cas, il est certain que l'état assez mauvais de l'armée (longs temps de service, équipements moyens, soldes misérables, etc.) ne renforce pas la motivation. Parallèlement, l'État islamique a notoirement attiré des volontaires grâce à la manne financière à sa disposition (jusqu'à la contre-offensive de l'automne 2016). Les rapports économiques officieux entre les forces du régime et celles de l'opposition montrent de plus, non seulement la déliquescence de la situation, mais aussi le fait que les circuits financiers ne correspondent pas toujours aux stratégies politiques affichées. Le régime a acheté du pétrole à l'État islamique de même qu'il a financé des brigades rebelles de l'oasis orientale de Damas pour que celles-ci jettent des roquettes sur tel ou tel quartier de la capitale. Le poids des intérêts matériels sur les décisions politiques, présentes et futures, devra ainsi être évalué, avec des comparaisons internationales (par exemple, Colombie : division du territoire en zones, et affrontement autour de questions matérielles, comme la drogue). Du côté de l'opposition, certaines brigades rebelles vivent de contrebande, rapt, etc., de telle sorte qu'une véritable économie de guerre s'est installée dans le pays, avec des gens et des groupes qui en bénéficient alors que d'autres sont marginalisés (comme l'ancienne classe marchande sunnite de Damas). En ce sens, le degré de captation des ressources par l'armée déterminera son engagement auprès du régime, car il est difficile de croire que seule l'abnégation pour la patrie est le moteur de la mobilisation.

Un autre paradigme, celui des rapports périphérie – centre, consiste à étudier la tendance organique du dernier (ici, Damas et son extension côtière, l'habitat traditionnel des alaouites) à dominer les secteurs excentrés, en l'occurrence les campagnes syriennes essentiellement sunnites et les banlieues populaires, toujours défavorisées (malgré quelques améliorations sous le parti Baath). Ceci est vrai surtout depuis la libéralisation économique du début des années 1990, qui s'est accrue dans les années 2000 et après, et qui a aggravé la situation des paysans et des ouvriers (exode rural, endettement, etc., conjugués à des années de sécheresse). (Voir la théorie d'Eisenstadt sur le degré de cristallisation de l'identité culturelle, le niveau de l'institutionnalisation, etc. ; et celle de M. Weber par rapport au

monopole de l'autorité par le centre, ou l'État.) Un point important à aborder est la séparation entre la structure sociale fortement inégalitaire (et dominée par des militaires alaouites coopérant avec des capitalistes sunnites) et l'exercice de fonctions politiques selon des critères de compétence. C'est la question de l'hérédité et du monopole du pouvoir, d'autant plus contestables que les indices économiques sont mauvais et que le sentiment selon lequel c'est le seul clan Asad qui profite de la guerre est répandu, même chez les alaouites. (C'est cette même perception qui a mené à la chute du régime du président égyptien Mubârak.) Tant que la polarisation entre le centre et la périphérie inclut – dans le premier – toutes les zones alaouites et alliées, le *statu quo* militaire peut perdurer. Mais si le centre venait à ne représenter que le palais présidentiel et quelques quartiers sécurisés de Damas, par lassitude collective devant l'impasse sécuritaire dans laquelle le régime se trouve, il est possible qu'une partie de la communauté alaouite se désolidarise du régime, peut-être militairement.

Côté libanais, l'engagement contesté du Hizbollâh avec les forces syriennes régulières, au détriment de la lutte proclamée contre le sionisme, est l'un des éléments menaçant le fragile équilibre confessionnel du Liban et pesant sur la recherche de toute solution négociée, au niveau syrien et régional (sans compter les très nombreux réfugiés). S'il est avéré que l'immixtion du Hizbollâh a créé un terreau favorable à une réaction sunnite armée (parfois extrémiste), il est par contre tout à fait certain que son retrait (impossible dans l'état actuel du paysage politique, où un conflit idéologique régional oppose sunnisme et chiisme) affaiblirait considérablement l'armée syrienne, nombreuse mais peu motivée.

La sociologie des forces armées arabes est une question qui mérite d'être approfondie, dans une perspective élargie à une appréhension des intérêts régionaux multiples et contradictoires (Iran et Russie / pays du Golfe / Occident / al-Qâ'ida), en réfléchissant à l'influence croissante d'organisations terroristes non étatiques et transnationales et aux possibles modifications de frontières.

Islam et violence : Wahhâbisme et salafisme : discours politico-religieux (*fatwas*) / Islam contemporain : dogmes et pratiques / Pensée critique en islam arabe

Le premier sous-axe de recherche touche aux idéologies wahhâbite et salafiste, non seulement dans leur genèse mais aussi dans leurs expressions actuelles. L'intransigeance dogmatique du wahhâbisme, qui remonte entre autres à Ibn Taymiyya (1268-1328), a déjà été abordée dans notre travail de thèse, puis de publication, étant donné que ses idées excommunicatrices et génocidaires à l'encontre des alaouites (et plus généralement des minoritaires de l'islam) sont un paramètre essentiel des rapports entre communautés du Moyen-Orient depuis plusieurs siècles. Pendant la phase de construction nationale syrienne, depuis l'indépendance en 1946, puis à partir du Mouvement rectificatif de 1970, puis lors de la prise de pouvoir de Bachar al-Asad en 2000, ce contentieux historique a été géré de manières différentes. Mais depuis les protestations populaires puis l'insurrection armée de mi-2011, tous les efforts de neutralisation des divergences religieuses ont volé en éclats, et les haines séculaires ont été réactivées de telle sorte que le débat politique se trouve maintenant sous la domination de logiques primaires, c'est-à-dire organiquement liées à l'existence (réelle ou imaginée) de groupes de base.

Un travail que nous avons commencé à rédiger, un professeur marocain (Institut Universitaire de la Recherche Scientifique, Université Mohammed V, Rabat ; pour la partie occidentale du monde arabe) et moi-même (pour la partie orientale), aborde le discours politico-religieux, dans le cadre des bouleversements du Printemps arabe, à partir des *fatwâs*. (Pour des raisons de santé, le professeur Smaïl Kouttroub se retira du projet fin mars 2017, ne souhaitant même plus que ses chapitres fissent partie de l'ouvrage, ce qui m'obligea à revoir l'architecture du projet et à écrire de nouveaux chapitres, avec un focus sur l'Égypte.) Il s'agit, après avoir procédé à un rappel historique, de réfléchir à l'usage des avis juridiques, en prenant en compte les émetteurs et les récepteurs de même que le contenu de ces avis. Ce que l'on peut d'ores et déjà remarquer, c'est l'inflation des *fatwâs*, la spontanéité de leur émission, leur propension à traiter de sujets politiques, et leur caractère souvent intransigeant. Ce travail s'inscrit entre histoire, exégèse (surtout sunnite), droit, tradition religieuse et politique. Manuscrit achevé en septembre 2017 et proposé à quelques éditeurs : accord du CNRS en mai 2018.

Un autre axe de recherche, à cheval entre religion et politique, a suscité mon intérêt pendant quelque temps, avant d'être un peu délaissé, en attendant une occasion pour le réactiver. Cet axe porte sur les tentatives d'encadrement idéologique des communautés musulmanes résidant en Occident (et particulièrement en France) de la part d'acteurs inspirés par des versions exogènes (non nationales) et souvent obscurantistes de l'islam. C'est un thème intéressant, toujours en évolution, qui concerne tant le chercheur que le citoyen. Mais il est en même temps miné car de nombreux préjugés parasitent l'analyse, qui peut être aisément taxée d'islamophobe par certains, d'islamophile par d'autres, ou de trop islamologique par ceux qui réfléchissent à ces questions mais sans revenir aux textes et aux doctrines, souvent par

méconnaissance de la langue arabe, se contentant d'analyses sociologiques qui éludent l'appréhension frontale de la validité du dogme même de l'islam. Quoiqu'il en soit, ce domaine de recherche ne fait pour l'instant plus partie de mes priorités, bien que les liens entre cette question et les aspects politico-idéologiques du monde arabe contemporain soient dans de nombreux cas évidents, dans un contexte de globalisation des échanges et des contacts.

La question du discours politico-religieux à travers les *fatwâs* et celle des tendances idéologiques qui traversent l'islam en France sont en partie liées : utilisation de la religion pour la pratique du pouvoir. Dans ces deux cas (et dans le second en particulier), il existe une lutte entre des visions opposées de l'islam en tant que croyance religieuse et pratique sociopolitique. Si les contextes sont différents et les enjeux spécifiques à chaque situation, le principe reste souvent le même : efforts autoritaires de monopole du religieux (avec des implications profanes comme l'obligation de faire telle ou telle chose) *versus* définitions plus ouvertes et tolérantes de l'islam (qui laissent une marge de liberté à l'individu). Toute recherche devra traiter parallèlement de questions théologiques, juridiques, historiques, sociales, etc., et faire appel à l'étude de sources en langue arabe (avec des références classiques) et à des enquêtes de terrain. L'objectif ultime serait d'évaluer l'intensité de quelques conflits de légitimité religieuse au sein de l'islam contemporain et d'envisager les conséquences possibles de tels affrontements idéologiques en termes de stabilité étatique (en ce qui concerne surtout le Proche-Orient) et en termes de positionnement identitaire (essentiellement pour les musulmans résidant en Occident). Les conséquences éventuelles des joutes religieuses proche-orientales sur les tiraillements de l'islam européen devraient aussi être évaluées.

Cet intérêt a été suscité par la polémique récurrente sur le voile soi-disant islamique, et les remous provoqués par la récente élection controversée (car anti-démocratique) de représentants (non représentatifs quoique reconnus par les pouvoirs publics) d'une certaine forme d'islam (essentiellement traditionnel) en France. D'autres événements en Europe (dont trois aux Pays-Bas : assassinat du cinéaste Theo van Gogh, film provocateur du député néerlandais Geert Wilders, menaces de mort contre la militante féministe et politicienne d'origine somalienne Ayaan Hirsi Ali) ont aussi servi de déclencheur à un questionnement sur l'évolution des dogmes de l'islam en France, et plus généralement sur son adaptation possible au cadre européen. Après les remous suscités par des caricatures danoises (septembre 2005) perçues comme insultant le Prophète, l'attentat contre la rédaction du journal satirique *Charlie Hebdo* (janvier 2015) et ceux qui ont suivi (Bataclan, etc.) ont remis sur le devant de la scène l'acuité des tensions religieuses et idéologiques au sein de la société française. Le questionnement sur la place de l'islam en France s'en est ainsi trouvé relancé.

Si les acteurs occupant le terrain de l'islamisation luttent pour le monopole d'avantages matériels (captation de réseaux financiers) et de récompenses symboliques (fonctions électives), ces querelles souvent personnelles renvoient de manière plus profonde à des tentatives autoritaires de redéfinition théologique, juridique et politique de l'islam. Plusieurs de ces tentatives doivent être vues comme dangereuses car excluant la majorité des personnes concernées (par manque d'intérêt ou ignorance) des processus décisionnels et œuvrant aussi parfois insidieusement à la propagation d'intérêts étrangers. Les rares acteurs proposant de l'islam une approche moderne, ouverte et laïque ne sont en général ni médiatisés ni influents au sein des communautés musulmanes de France et d'Europe, probablement car la réforme fondamentale de la loi chariatique qu'ils proposent demeure encore, pour beaucoup, un tabou.

Ces conflits religieux et politiques hexagonaux, alimentés par des débats émanant (souvent) du monde arabe et renvoyant à des problèmes pour certains sinon moyenâgeux du moins dépassés dans des sociétés modernes (telles que nous les comprenons), participent à une (re)définition identitaire de nombreux citoyens et résidents de confession musulmane dont certains signes semblent indiquer qu'elle va parfois à l'encontre de valeurs majoritaires (dans les cadres français et européen). Ces luttes idéologiques rejoignent à mon sens, bien que dans un contexte différent, les tensions que l'on peut constater dans le monde arabe : entre sunnites et chiites, et au sein même du sunnisme.

Serait donc intéressante à étudier la formation de l'islam en Occident (spécialement en France) à travers les conflits entre des versions conservatrices d'influence étrangère et des approches plus ouvertes ancrées dans l'univers culturel d'accueil. Un cas intéressant (parmi d'autres) est celui du traditionniste et juriste contemporain Muhammad Nâsir al-Dîn al-Albânî qui représente une tendance du courant fondamentaliste (salafiste d'obédience wahhâbite). L'étude de sa pensée, disponible à travers des textes bilingues (arabe-français), peut permettre d'appréhender un certain type de discours produit de l'extérieur à destination des musulmans essentiellement non arabophones résidant en France (ou en Belgique, etc.). Pour lui, les faits et gestes non seulement du Prophète mais aussi des grands compagnons, tels que rapportés par la Tradition prophétique, sont considérés comme des modèles non contingents, hors du temps et de l'espace. Seuls le Coran et la *sunna* sont considérés comme les véritables fondements de la religion, les sources scripturaires intangibles, loin devant le consensus des docteurs (*ijmâ'*) et le raisonnement analogique (*qiyâs*) qui peuvent pourtant permettre, parfois, de contextualiser puis de relativiser les choses. Al-Albânî

naquit en Albanie en 1914, puis vécut à Damas avant d'être expulsé de Syrie et de s'installer à 'Ammân où il mourut en 1999. Il enseigna durant trois ans à l'Université islamique de Médine où il rencontra le grand *mufî* d'Arabie saoudite, Ibn Bâz (qui a retenu notre attention dans le cadre d'une polémique l'opposant à un cheikh alaouite syrien, 'Abd al-Rahmân al-Khayyir). Plusieurs sources le décrivent par contre comme un piètre *muhaddith* et un négligeable *faqîh*, et il aurait été récusé par un grand traditionniste ('Abd Allâh b. Muhammad al-Ghimârî) comme un innovateur blâmable. Quoi qu'il en soit et bien qu'il fût très contesté en dehors de son propre courant salafiste, il est parvenu à se faire passer auprès de beaucoup d'immigrés et de nouveaux convertis, grâce aux moyens financiers dont dispose le wahhâbisme saoudien (traduction et diffusion), pour une référence religieuse, morale et scientifique supérieure. À titre de comparaison, les partis salafistes égyptiens actuels pourraient permettre de réfléchir à la même question, dans un autre contexte : sacré et ordre social, contestation et légitimité.

L'étude des ripostes théologiques et juridiques aux tentatives autoritaires de formatage de la pensée, dans un cadre culturel occidental mais par rapport à des références islamiques conçues ailleurs, paraît intéressante et utile. Cette étude, qui peut d'une certaine manière rejoindre l'affrontement proche-oriental entre croyances alaouites, zaydites et wahhâbites, relève de la problématique plus générale des modes d'identification nationale et citoyenne par le biais du religieux ou, selon une optique inversée, de la suprématie du religieux (islam sunnite) sur l'appartenance nationale et l'engagement citoyen. Les tendances actuelles de l'islam en France devraient ainsi être appréhendées. Si des travaux sociologiques, juridiques, politiques, etc., sérieux ont été menés sur les musulmans vivant en France, peu a été écrit sur les enjeux idéologiques internes à l'islam, probablement pour des raisons de compréhension limitée de la langue arabe (en ce qui la concerne) et ainsi d'accès restreint aux références scripturaires. Dans un cadre de recherche plus vaste nécessitant la collaboration de divers spécialistes, les structures des formes turque, africaine, asiatique, etc., d'islam en France pourraient également être analysées puis mises en parallèle. Le matériau de recherche devrait comprendre, outre des enquêtes de terrain, une analyse des publications (et autres sources) circulant dans les cercles religieux, qui proviennent souvent de pays étrangers et sont rédigées en arabe.

Une question parallèle est le degré d'indépendance, par rapport à l'étranger, de la pensée islamique en France. Nous avons entrepris cette réflexion à travers la question du voile, et elle pourrait être poursuivie en approfondissant l'ampleur des convergences (ou des divergences) entre les allégeances nationales et les constructions islamiques. De plus, une réflexion dépassant le cadre d'un sujet précis (comme le voile ou le mariage) pourrait être menée dans une optique de globalisation des échanges et des normes. Ceci permettrait de réfléchir à l'incidence de l'éclatement des espaces et de l'accélération des échanges sur les évolutions des dogmes, des croyances et des pratiques en islam. Islam mériterait en ce sens d'être compris comme personnel et intime, ouvert sur l'universel et non plus limité à une seule spécificité islamique, parfois trop exclusive, à l'étanchéité de laquelle veillent des censeurs qui se sont auto-proclamés uniques références religieuses.

Il y a quelques années, lors de plusieurs séjours au Brésil, nous eûmes l'opportunité de nous intéresser au cas de la communauté libano-syrienne immigrée (depuis assez longtemps ou bien plus récemment à la suite de la guerre civile libanaise, 1975-1990), et plus particulièrement à la structuration de l'islam (sunnite et chiite) dans un contexte très majoritairement catholique. Ce travail a aussi abordé, accessoirement, la préservation de la culture (surtout linguistique) d'origine dans un pays d'accueil traditionnellement ouvert à de nouveaux arrivants se fondant aisément dans un creuset lusophone non exclusif de spécificités culturelles (cas des immigrés allemands du sud, par exemple). Une enquête de terrain dans l'État de São Paulo donna lieu à un travail intéressant car novateur, qu'il aurait fallu poursuivre. D'autres études de ce type, permettant des inventaires puis des comparaisons, ne sont pas à exclure à l'avenir, en fonction des occasions qui se présenteront.

Autre sujet sur lequel j'ai rassemblé assez de données pour pouvoir un jour les formaliser par un papier : le renouveau de l'islam en Albanie. Après de longues années de communisme athée, un renouveau de l'islam se produit depuis la fin des années 1990, sous la conjugaison d'un retour de l'influence turque (école hanafite et réseau de la confrérie Gülen) et d'une affirmation de l'idéologie wahhâbite (saoudienne). Comment cet islam réaffirmé se positionnera-t-il dans un contexte pluri-religieux (islam sunnite, islam de la confrérie des Bektashis, catholicisme, orthodoxe) marqué par une crise économique déstructurante au niveau sociologique ?

Une autre question sur laquelle nous avons réfléchi est la perception de la sexualité en islam. Beaucoup a été écrit mais il semble qu'il soit utile, premièrement de reprendre l'analyse des sources scripturaires de base qui ont souvent été lues avec des préjugés (parfois inconscients), et deuxièmement d'évaluer l'adéquation des prescriptions coraniques et des enseignements prophétiques avec les pratiques de quelques contextes. Si le second aspect (enquêtes de terrain) ne peut être réalisé qu'avec l'aide de plusieurs chercheurs, le premier (analyse textuelle) peut être mené seul,

en reprenant tous les passages du Coran qui traitent ouvertement de sexualité et plus généralement de rapports entre sexes. L'approche doit être philologique, c'est-à-dire se baser sur le seul texte, dans sa version originale appréhendée linguistiquement ; puis historique en situant injonctions et recommandations dans le cadre culturel, social et économique de l'époque. Cette analyse, pour prétendre être novatrice, doit être menée sans compromission.

Une chose est en effet étrange : alors que la sexualité telle que vue par le Coran (et son milieu de prédication) est assez libérée et nettement favorable aux hommes, dans un cadre légal certes assez strict (quatre épouses synchroniques plus des concubines à réplétion), les interprétations actuelles en donnent en général une vision assez édulcorée et timorée car le sujet est devenu, en Orient comme en Occident, un peu gênant. Les tabous ne sont donc visiblement plus les mêmes, car ils changent selon les temps et les lieux, et c'est cette strate de préjugés accumulés que nous voudrions déconstruire pour revenir à une lecture plus proche du message initial. Dans le cadre des études de genres, on pourrait se demander, après inventaire, si le Coran est, dans son enseignement premier, patriarcal, misogyne, machiste, autre chose ou rien de tout cela. Les différentes lectures actuelles, parfois permissives ou plus souvent restrictives en matière de sexualité, devraient aussi être comparées à la vision originelle (qu'il faut tenter d'approcher) du Texte sur ce sujet.

L'intérêt ultime d'un tel travail est non pas tant la position du Coran sur la sexualité, certes intéressante, que l'appréhension des processus de sélection en œuvre chez les acteurs : alors que certains passages coraniques sont survalorisés, d'autres sont négligés, selon une herméneutique dépendant de positions idéologiques et de paramètres culturels qu'il faut cerner. Plus concrètement, beaucoup de musulmanes croyantes pensent que le Coran est émancipateur de la condition féminine, alors que le contraire semble souvent obvie, même si certaines avancées furent réalisées. Quant aux musulmans croyants, ils voient souvent dans le Coran une justification divine à leur domination sur les femmes. Il y a donc antagonisme flagrant entre ces deux lectures schématisées. Sans compter, par exemple, la possession de concubines avec lesquelles le maître peut assouvir son animalité sans vergogne. Cette licence coranique – non abrogée – met aujourd'hui mal à l'aise car les sociétés ont naturellement évolué, et un tel agrément au débridement de la sexualité masculine, même si les femmes esclaves ont quelques droits, semble contrevenir au puritanisme promu par nombre de courants islamiques.

Finalement, ce qui est intéressant est non pas tant l'utilisation sexuelle de la servitude que la sélection opérée au sein du Texte même dans le cadre de représentations religieuses et autres, puisque la prétendue caducité de quelques versets est décrétée implicitement, mais pas appliquée ailleurs (sur les châtiments infligés aux bandits, par exemple). C'est donc au final la compréhension profonde du Coran et de la tradition prophétique qui est en jeu : déconstruire la sexualité pour mieux désacraliser le message de Dieu et le modèle du Prophète. Il y a d'autres sujets qui permettraient d'atteindre le même résultat, comme la critique des réminiscences païennes de l'islam, mais la sexualité, en tant que liée au sacré, semble une voie royale.

L'approche de la pensée critique en islam arabe est un dernier domaine abordé. Trois penseurs ont été analysés, comparés et mis en perspective pour saisir la dynamique de la réflexion critique qui traverse le monde arabe : Jâbirî (Maroc), Arkoun (Algérie-France) et Abû Zayd (Égypte). Toutefois, malgré l'intérêt et l'audace de certains penseurs, force est de constater que l'inertie du corps social et l'approche politique sécuritaire, dans le monde arabe, étouffent souvent tout épanouissement de l'analyse, qui reste donc – quand elle existe – suffisamment spéculative pour ne pas être provocatrice. Si la pensée peut progresser, suivant en cela l'évolution générale de l'humanité et les avancées plus particulières des sciences de l'Homme et de la société, il n'est par contre pas certain qu'elle ait une incidence forte sur les croyances et les comportements. En effet, la hardiesse de la critique est vite accusée de blasphème quand le contexte de réception n'est pas vraiment sécularisé et apaisé. On peut ainsi s'attendre, dans le domaine de la pensée critique arabe, à trouver des efforts personnels mais sans grande conséquence, surtout s'ils proviennent de milieux académiques coupés des masses.

BILAN DES ACTIVITES DE RECHERCHE LORS DE LA DELEGATION DU CNRS AU CAIRE (SEPT. 2016 – AOUT 2017)

* Participation à un colloque (création de contacts avec des enseignants-chercheurs égyptiens) sur *Migration and Refugee Crises : Challenges to Arab and European Nation-States*, organisé à l'Université du Caire (Faculté d'économie et de science politique), les 24-26.9.2016.

* Évaluation d'un papier pour *Orients Stratégiques* sur les Yazidis. Fin septembre 2016.

* Organisation d'un colloque international (avec publication prévue) sur *(R)évolutions contrastées. Le rôle des forces armées en Egypte et en Turquie*.

Mi-octobre 2016 : dépôt d'une demande de subvention auprès de la commission de la recherche de l'Université du Havre, avec appel à communications *via* la lettre d'information EURAMES, pour l'organisation d'un colloque international. Début 2017 : le professeur Michel BOZDEMIR déposera une demande complémentaire de subvention auprès de la CR de l'INALCO et aussi du laboratoire CERMOM.

Détails du colloque : lieu : Prague (Académie des sciences de la République tchèque, avec plusieurs intervenants de cette institution) / date : jeudi 8 et vendredi 9 juin 2017 / partenaires : Paris (INALCO), Université du Havre, Académie des sciences de la République tchèque, Université française d'Égypte / organisateur : Michel BOZDEMIR, professeur émérite, INALCO (Paris) + Stéphane VALTER, mcf (hdr) à l'Université du Havre, chercheur associé au CERMOM (INALCO, Paris) et chercheur au CEDEJ (USR 3123 du CNRS, Le Caire) + Clément STEUER, chercheur au CEDEJ et à l'Académie des sciences de la République tchèque. (Pour des raisons de sécurité, ce colloque ne peut se tenir ni en Égypte ni en Turquie.)

Argumentaire : ce colloque se propose de faire le point sur la situation politique en Égypte et en Turquie, essentiellement en se concentrant sur le rôle des forces armées, acteurs incontournables en Égypte et toujours importants (bien qu'en perte de vitesse) en Turquie. Alors que le régime du président Sisi peut être interprété comme l'expression d'une reprise en main des affaires publiques par l'armée, après le renversement du président Mursi en été 2013, l'armée turque, auparavant gardienne des valeurs fondatrices de la République établie par Atatürk (nationalisme, occidentalisme et laïcité – à la turque), s'est vue progressivement remise à sa place : dans les casernes. Et il semble bien que cette tendance ne pourra plus être inversée, comme l'a montré l'échec de la récente tentative de coup d'État, suivie d'une purge sans précédent (dans l'armée et ailleurs) menée par le gouvernement islamo-nationaliste. Si les rapports entre le militaire et le politique ne diffèrent qu'en termes de circonstances locales, les orientations idéologiques et les positionnements internationaux nécessitent des analyses approfondies.

* Communication sur « Violence, Masculinity, and Sectarianism in the Syrian Conflict, or the Ineffectiveness of Negotiated Ways Out » (10 000 mots), dans le cadre d'un colloque (ICRoV International Conference) sur le thème : *Rebuilding War Societies: Continuities and New Beginnings*, organisé à Sulaymania (Iraq) par l'Université de Sulaymania, le Felsberg Institute (Allemagne) et le Center for Iraq Studies – Université d'Erlangen / Nuremberg (Allemagne), 17-19 octobre 2016. Prise en charge (transport et hébergement) par les organisateurs. Publication des actes prévue fin 2017 chez Routledge (papier – 6 500 signes – remis le 31.7.2017).

* Animation d'une table ronde sur « Moukhabarat et clandestinité politique », lors du colloque du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO) sur *Complots, mukhabarats, conspirationnisme : le Moyen-Orient du secret*, 26 octobre 2016 à l'Hôtel de Ville de Paris.

* Projet éditorial avec Smaïl KOUTTROUB, politologue à l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (Université Mohammed V – Rabat) sur *L'usage politique des fatwâs* (avec un focus sur le Printemps arabe, dont l'Égypte). Rédaction de quelques chapitres supplémentaires (sept.-nov. 2016) pour ce projet éditorial lancé il y a quelque deux ans ; manuscrit achevé fin 2016 ; puis recherche d'un éditeur.

Argumentaire : jusqu'en 1990, date de l'émission de la fameuse *fatwâ* de l'imam Khomeiny contre l'écrivain pakistano-britannique, la notion de *fatwâ* était inconnue du grand public en Occident. Hormis les spécialistes confirmés du monde arabo-musulman, ce terme du *fiqh* (jurisprudence) signifiant la réponse d'un juriste à une question relevant du spirituel ou du temporel allait se banaliser à la suite de son instrumentalisation excessive et de son hypermédiation, dans le prolongement de l'affaire Salman Rushdie. Dans la région arabo-musulmane comme ailleurs, les *fatwâs* se multiplient et n'épargnent aucun champ. Greffe d'organe, euthanasie, clonage, observation du jeûne dans les pays scandinaves, participation politique, altérité, finances, actions kamikazes, etc. : les *mufîs* ne

semblent reculer devant rien. Aujourd'hui, le marché de la *fatwâ* fonctionne à merveille au sein d'un système où l'offre et la demande suivent de près les mutations d'un monde vivant au rythme d'un ré-enchantement, où les acteurs religieux se livrent à une guerre de positionnement sans merci.

* Projet éditorial sur *A Comparative Approach towards Political Transition in the Middle East / North Africa and Southeast Asia*. Co-direction d'ouvrage, en anglais, avec James M. DORSEY (Senior Fellow at the S. Rajaratnam School of International Studies – RSIS, Nanyang Technological University, Singapore, and co-director of the University of Wuerzburg's Institute of Fan Culture). Publication des actes d'un colloque international tenu au Havre (19-20 novembre 2015), enrichie de nouvelles contributions après appel à articles. Remise des papiers prévue pour septembre 2017.

Article sur « Culture- and Religion-Linked Conflicts: Turmoil in the Middle East, Pragmatism in Southeast Asia » (13 000 mots).

Argumentaire : this forthcoming book will gather papers written by researchers working on the Middle East / North Africa (including neighbouring Iran and Turkey) and Southeast Asia, so as to explore why political transition in Southeast Asia has been relatively successful while transition in the Middle East / North Africa – with the exception of Tunisia – is proving to be messy, volatile, and bloody. Moreover, the various Arab transitions have involved a strong counterrevolution as well as the rise of radical violent jihadist forces. Among the topics the book will explore is the role of the military, of civil society, of regional powers, and of external donors.

(En raison d'un manque de réactivité de plusieurs contributeurs, le projet prit du retard, jusqu'à devenir en partie obsolète en raison d'importants changements survenus : fin de l'organisation de l'État islamique, référendum sur l'indépendance du Kurdistan, crise des Rohingas en Birmanie, montée du terrorisme islamiste en Malaisie, etc. Il a été un temps envisagé de publier un dossier dans *Maghreb Machrek* avec quelques-uns des chapitres disponibles, puis de relancer le projet d'ouvrage plus tard, sous une forme à jour.)

* Projet éditorial d'ouvrage collectif, en co-direction avec Clément STEUER (politologue au CEDEJ). Thème : *La vie politique égyptienne : partis, institutions religieuses, acteurs socio-économiques, débats idéologiques*. (Autre titre envisagé : *Islamisation ou sécularisation, révolution ou contre-révolution : la diversité des options politiques en Égypte expliquée par les textes*.) Délai souhaité de publication : fin 2017.

Objectif du projet : présenter des documents (textes, déclarations, communiqués ou autres, de nature écrite ou orale) significatifs de la vie politique égyptienne contemporaine (depuis 2010), en les situant dans leur contexte historique, sociologique, idéologique, culturel, etc. Ces documents variés, classés par famille idéologique, devront être traduits, totalement ou en partie, puis analysés. Une introduction et une conclusion générales resitueront les documents sélectionnés et étudiés dans une perspective globale.

L'ouvrage sera divisé en six sections, correspondant à six grandes familles politiques et idéologiques égyptiennes : le salafisme / l'islam de la mouvance des Frères musulmans / l'islam officiel et l'islam confrérique / le libéralisme / le conservatisme / le socialisme. Outre la coordination, je rédigerai la partie sur l'islam officiel (Université d'al-Azhar, grand *mufî*, Ministère des biens de mainmorte) ; ce travail rédactionnel a déjà commencé.

L'intérêt de ce projet est multiple, car il offrira un panorama complet de la vie politique égyptienne, en pleine mutation : renversement de Mubarak en janvier 2011, élections législatives de novembre 2011-janvier 2012 et présidentielles de mai-juin 2012, présidence éphémère de Muhammad Mursî (Frères musulmans) de juin 2012 à juillet 2013, présidence du général Sîsî à partir de mai 2014, élections législatives d'octobre-décembre 2015, élections locales à venir, dans un contexte marqué par plusieurs épisodes de contestation violente, des mouvements sociaux sectoriels et territoriaux et un contexte régional délétère.

(Le non-renouvellement de ma délégation comme du détachement de C. Steuer a indéniablement ralenti le rythme du projet, en raison d'un éloignement de l'Égypte, terrain utile de recherche et lieu privilégié de rencontre avec les divers contributeurs. Le projet continue toutefois, car plusieurs chapitres sont en cours d'achèvement.)

* ANR : soumission (en mon nom) d'un dossier de demande de subvention sur la gouvernance locale en Égypte, avec Clément STEUER (chercheur au CEDEJ dont le contrat arrive à terme en août 2017). Dossier soumis à l'ANR (envoyé le 26.10.2016). Dans l'attente de la réponse de l'ANR, d'autres demandes de financement seront adressées à des fondations privées. Projet de recherche sur trois ans. Titre : *Local Administration and Sustainability in Egypt's Reforms*. Ci-dessous, la pré-proposition telle qu'envoyée (moins la bibliographie) :

Abstract

Many publications have stressed the linking of the notions of governance and sustainability, but only a few of them concern MENA countries. The **LASER project** aims at studying the implementation of environment-related policies in the most populated Arab country, Egypt, which is facing both unprecedented environmental challenges and a major crisis of its overly centralised state. The originality of this project lies in the will to examine the resilience of the Egyptian socio-ecosystem, merging different approaches: historical sociology, law and discourse analysis, fieldwork, statistics, international comparison and co-construction with local actors. This project will be implemented in close relation with Egyptian institutional partners working in the fields of environment, administration, and economics. It aims to build a French-Egyptian scientific space around the sustainability issues, and to improve the knowledge of political leaders and general public in both countries.

Résumé

Beaucoup de travaux ont souligné le lien existant entre les notions de gouvernance et de durabilité, mais peu concernent le Moyen-Orient. Le **projet LASER** vise à étudier l'implémentation des politiques de l'environnement dans le plus peuplé des pays arabes, l'Égypte, qui est aujourd'hui menacé à la fois par des défis environnementaux sans précédent et par une crise de son État centralisateur. L'originalité de ce projet réside dans la volonté d'examiner la résilience du socio-écosystème égyptien, en combinant différentes approches : sociologie historique, analyse de discours et du cadre légal, travail de terrain, statistiques, comparaison internationale et co-construction avec les acteurs locaux. Impliquant des partenaires égyptiens travaillant dans les champs de l'environnement, l'administration et l'économie, il vise à construire un espace scientifique franco-égyptien autour des questions de durabilité, et d'améliorer la connaissance des dirigeants et du grand public dans les deux pays.

Local Administration and Sustainability in Egypt's Reforms

(Administration locale et développement durable dans la réforme de l'État égyptien)

I. CONTEXT AND OBJECTIVES

The main objective of this research program is to examine the **resilience of the Egyptian socio-ecosystem**, particularly in the **Nile delta** area and along the Mediterranean littoral, through the study of the implementation of **public policies** in fields related to **sustainable development**, and of the reform of **local governance**. Our main hypotheses are that the current crisis of the Egyptian state could find some solutions into a reform of local governance (towards more durability, decentralisation, democratisation and integration of minorities), and that it exists some locks preventing the implementation of such reforms despite the will of the constitution-makers and the auto-organisation of local communities.

Indeed, **one of the root causes of the current crisis of the Arab states lies in their centralisation**, which jeopardises their ability to take into account social demands, especially in the areas which are the most affected by territorial disparities: urban informal neighbourhoods and rural areas. Yet in Egypt, during the past few decades, the liberal opening has reinforced these **territorial disparities** and threatened the **environment**, leading to a crisis of the social state. The mobilisation of citizens and local communities therefore plays a growing role into local policies, especially around environmental issues (for instance, the mobilisation in Damietta against the building of a polluting factory, starting in 2008, show the potentiality of the emergence of a local power in Egypt). This **"informal and depoliticised decentralisation"** (Ben Néfissa 2011) has been reinforced by a period of paralysis of the Egyptian state following the 2011 revolution, with an emergence of new intermediate actors (popular committees, low-level administrators).

But in order to be effective, decentralisation needs a democratic local governance, and its success depends on several factors such as the distribution of power among local elites, the dynamics of political competition, and the level of civil society mobilisation, as well as the inclusion and empowerment of women, youth, people with disability and minorities. This last point is especially important in a country like Egypt, where communitarian clashes between the two main confessions are periodically happening in the countryside and secondary cities, and constitute a major concern for the cohesiveness of the whole society. The redactors of the last **Egyptian constitution (2014, art. 175-183)** tried to respond to this crisis of the state by planning the implementation of a **decentralisation policy**, and also **quota measures** in favour of different categories (women, young, workers and peasants, Christians and people with disability) in the elected local councils. Laws related to these dispositions should be examined by the Parliament during the 2016-2017 year. Our project aims to a better understanding of **the locks preventing the will of the constitution-makers to meet the trend towards the auto-organisation of local collectivities**: authoritarian mechanisms, clientelism and also duplication of poorly coordinated administrative structures.

The main risks threatening this project being related to the access to fieldwork, we will work in **close relationship with Egyptian institutional partners**, either as service providers – Ministry of Agriculture (MOA), Institute for Environmental Studies from Ain Shams University (IES), Faculty of Economics and Political Science from Cairo University (FEPS)¹–, or in a more informal way, as scientific counterparts working on similar fields – ACPSS, Arab Forum for Alternatives (AFA), Faculties of Agriculture in the governorates under study (Banha, Tanta and Alexandria Universities). We will also collaborate with the French Institute for Research and Development (IRD), and with the ERC-sponsored program TARICA.

Due to the spectacular turn taken by the crisis of the Arab states since 2011, the issue of local governance in this part of the world has recently drawn the attention of scholars, which has manifested itself through several current editorial projects regarding the issues of local councils, local governance and decentralisation in North Africa (*Insaniyat* 2017; *L'Année du Maghreb* 2017; *Revue Tiers Monde* 2017), and also some recent publications, both in French (Moissoner 2014) and – regarding more specifically Egypt – in Arabic (Fathî 2015; Al-Shaykh Sâlih 2015). Compared to these works, the originality of our research program is **to put the notion of sustainability at the heart of the study of the local governance reconfigurations**. Indeed, the idea that sustainable development should be thought and implemented at the local level (Theys 2002; Laganier, Villalba & Zuindeau 2002; Beaurain & Longuépée 2006; Casteigts 2009; Young & Delmas 2009; Buclet 2011; Abraham 2014), in the industrialised countries (Jansen & Hanf 2014) as well as in the global South (Hounmenou 2003; McCarthy & Warren 2009; Quintal & Trudelle 2013) has been well documented, but only a few publications have been studying the current transformation of the Egyptian state and society from this point of view. One noticeable exception is an edited volume published by the Al-Ahrâm Centre for Political and Strategic Studies (ACPSS), devoted to the role of the local councils in the sustainable development ('Izbâwî 2016). Our project distinguishes itself from this previous work with regard to the methodology: when the Al-Ahrâm study relies almost exclusively on the analysis of legal texts and political programs, **our**

¹ We will work especially with three research centres belonging to this institution: the Public Administration Research & Consultation Centre (PARCC), the Centre for Political Research & Studies (CPRS), and the Centre for Economic and Financial Research and Studies (CEFRS).

project intends to merge several approaches: archives consultation (task 1), text analysis (task 2 and 3), fieldwork in three governorates² (task 4 and 5), contextualisation (task 6), international comparisons (task 7) and co-conception (task 8). Besides, if the issue of sustainability in the governance of Greater Cairo has been studied recently at the CEDEJ (Barthel 2011; Barthel & Monqid 2011), our research program plans to build upon these previous works to study the **history of the Egyptian socio-ecosystem** (task 1) and to **enlarge the geographical scope** through fieldwork outside of Cairo (namely in the Delta, task 2 and 3) and international comparisons (task 7).

N°	Task	Description	Leader(s)	Partner(s)
0	Management	Management of the project	CEDEJ	
1	Historical sociology of the Egyptian local administration	Studying how the Egyptian socio-ecosystem adapted itself to the major change in its environment which was the control of the Nile level (19 th century), and then built the foundations of the current administrative and agricultural systems	CEDEJ & CITERES	IES
2	Current legal framework	State of the literature on this framework, which is currently going through changes due to the new constitution provisions	CEDEJ	FEPS (PARCC), ACPSS, AFA
3	State of the public debate	Identification of the actors implicated into local governance and sustainability, and of their means and objectives, through the analysis of media and of political parties programs	CEDEJ	FEPS (CPRS), ACPSS, IES
4	Fieldwork in the 3 governorates	<i>Study of the environmental and social risks, and of the implementation of social development and agricultural environmental public policies</i>	CEDEJ & CITERES	IES, MOA, Fac. of agr.
5	Local elections in the 3 governorates	Study of the impact of the above-mentioned issues and of the new legal framework on the election of local councils ³	CEDEJ	FEPS (CPRS), ACPSS, IRD
6	Contextualisation	Contextualisation of the fieldwork conclusions into the frame of the Egyptian socio-ecosystem as a whole, using statistics	CEDEJ	FEPS (CEFRS)
7	International comparison	Comparison at the Arab level and possibly within the Nile Basin	CITERES	ERC TARICA
8	Co-conception	Co-conception, with some of the implicated actors, of integrated and sustainable practices in the fields under study	CEDEJ & CITERES	IES, MOA, FEPS

II. ORGANISATION OF THE PROJECT AND MEANS AT DISPOSAL

The main institution responsible for the project will be the **CEDEJ** (UMIFRE), a French research centre located in Cairo, under the double tutelage of the CNRS (USR 3123) and of the French Ministry for Foreign Affairs. It covers different fields of study of contemporary Egypt, and notably politics, urban studies and geography. Its main partner for this project will be the **CITERES**, a research centre located in Tour (UMR 7324). Created in 2004, this centre is devoted to the analysis of the spatial and territorial dynamics of societies. One of its research teams, EMAM, focuses on the Arab and Mediterranean countries, and will be particularly involved in the comparative dimension of the project. Our scientific coordinator will be **Stéphane Valter**, an assistant professor of Arabic literature and civilisation at Le Havre university and a doctor in political science, who will be particularly interested in the analysis of political discourses on the issues under study (task 3). He is currently working at the CEDEJ in the framework of a CNRS assignment, and participates into the CEDEJ “governance and public policies” pole, headed by **Clément Steuer**, who will assist him in the management of the project, which falls within the continuity of the work of both the “governance” and “development” poles. Thus, members of both poles will be implicated into the program.

We are requiring from the ANR **432 000 €** for the realisation of this 3-year project (equipment: 3 000 €; staff: 204 000 €; services: 155 000 €; other operating costs: 70 000 €).

III. IMPACT AND FALLOUTS OF THE PROJECT

The expected results of the project are manifold. In the **scientific field**, we will be able to experiment and further develop methodologies for conducting research, gathering data, analysing facts, and conceptualising all the collected information. Our approach is **multidisciplinary** in nature, and combines different scientific fields such as political science, environmental studies, agronomy, economics, history, geography, sociology, anthropology, law, and so on. It has to be noted that the specificity of Egypt will allow us to carry out research in **an environment characterised by some important and peculiar features**: the secular centrality of the state, an economy based on high levels of resource consumption, the importance of the agricultural sector, and a very huge demographic density (especially in the Delta region).

The expected **social impact** of the research will be as well worthy since, after the use of the available methodological paraphernalia and the conceptualisation of the results, some proposals will be articulated (task 8) so as to **improve the living conditions** of parts of the population that have been previously neglected and let to the fringes of society. Moreover, the expected betterment of the socio-economic conditions of many Egyptians cannot but be connected to the way they will be (after the forthcoming yet still unfixed local elections) administered by the central authorities or, to put it in different terms, to the way the central power will let them manage local affairs in good intelligence with state agencies, for the benefit of all society. Yet it remains to be seen whether the planned administrative evolution aiming at granting more rights to local councils may lead to some kind of authentic democratisation, with the full participation of the citizens in the decision-taking process.

The impact of the research on the **economic level** will certainly be very important as well, since Egypt is a country highly dependent on external financial support for its survival. Therefore, the necessity to rationalise the use of the available resources is a matter of life or death for Egypt, particularly given the following factors: quick degradation of air quality (ILO 2010; UNSD 2008), over-usage of fossil fuel, water contamination due to over-use of fertilizers, unsustainable usage of the Nile water, and limited fertile land as a result of salinisation and soil pollution (ILO 2010). This contamination of Egypt’s agro-ecological foundations has resulted in production losses (Moomaw *et al.* 2012). In this

² Qaliubiyya, Gharbiyya and Alexandria. Located respectively in the suburbs of Greater Cairo and beyond in the countryside, at the heart of the Delta, and on the littoral.

³ In the case of an indefinite report of these elections, we will keep studying the “informal decentralisation” in the context of a prolonged absence of elected councils (dissolved in June 2011).

highly risky context, Egypt has no choice but to find sound ways for saving water, energy, and resources in general. Our research, conducted in cooperation with **valuable local partners** (hailing from the scientific community, state institutions, and civil society), will undoubtedly lead, after the collecting of information, the identification of dysfunctions, and the furtherance of propositions, to the establishment of recommendations directed to decision-taking actors (task 8), and hopefully to the reinforcement of decentralised cooperation between Egypt and other Mediterranean countries, starting with France. In this regard, our project will contribute to a **co-conception**, with the implicated actors, of a **sustainable and integrated productive system**. One can assume that the future benefits will concern the collecting of garbage, the purification of water, the resorting to clean and cheap ways for producing energy (like solar panels), the **promotion of marginalised categories** of the population (women, young people, etc.) – as producers and consumers – to boost the economy.

Last but not least, whatever improvement will be carried out following the scheduled global transformation of the administrative relations framework between the state and the people may very probably, if successful, modify the negative perceptions prevalent among the part of the population which opposes, sometimes vehemently, a regime viewed as dictatorial and corrupted. In this sense, a successful decentralisation reform and an improvement of the governance mechanism, scientifically assessed and accompanied by proposals, may **increase the sense of (consensual) citizenship** and therefore diffuse much of the social unrest and terrorist threats.

The research project totally falls within the scope of **challenge 1 / axis 5**, since it is devoted to the **adaptation of a society and its state to the environmental changes**. It questions the reconfiguration of power relations between public and private actors – including different agencies within the state – focusing on the local level. It will study how **environment-related policies** were – and still are – decided and implemented, and how the Egyptian local governance is improving and could be even better improved.

The **diffusion strategy** relies firstly on **annual conferences** organised in Egypt (ideally in the studied governorates), and on **an international conference** convened in France, aiming at an international comparison at the level of the Arab world. Results from our team and our colleagues from the Ministry of Agriculture, the IES and the FEPS will be **published in French, Arabic and English**, through different supports of **popularisation** and academic journals, starting with the respective journals of our centres (*Égypte/Monde arabe*, *Les cahiers de COST*, *Les cahiers d'EMAM*), but we will also target **international peer-reviewed publications** in the fields of environment, development and Middle-Eastern studies.

* Participation à un séminaire sur *Transformations de l'État, recompositions sociales, culturelles et politiques en Égypte et dans le monde arabe*, organisé à l'Institut Français du Caire les 8-10.11.2016 par l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement). Lancement du programme de recherche ÉtatRar (voir *infra*).

* Intervention au Lycée français du Caire, devant des lycéens, sur « Le baathisme : idéologie et pratique ». (Cette intervention, à la demande de la directrice du CEDEJ, eut lieu le vendredi 18.11.2016, jour de congé local.)

* Intervention sur « Guerre en Syrie : fin de l'espace sexué, spatialisation sectaire et partisane », dans le cadre du colloque international *Espaces urbains transformés et rapports de genre dans les sociétés arabes et méditerranéennes contemporaines*, à l'Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle, les 24-25 novembre 2016. Organismes : Université de Paris 3 (CEAO) et Université de Lille 1 (Clersé-CNRS, UMR 8019). Publication prévue (Septentrion ou PURennes). Papier (5 150 mots) remis fin août 2017.

* Compte rendu de lecture : « Le discours politique de la Galerie Nationale des Beaux-Arts de Jordanie : porter les artistes locaux sur la scène mondiale, enjeux et limites », pour *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. Dossier : « Les arts visuels en terres d'islams : nouvelles approches, nouveaux enjeux ». Mi-décembre 2016.

* Évaluation d'un article sur « Religion as a Conflict Factor in Syria – Spotting the Religious Dimension », pour la revue *Middle East Critique*, Routledge. Remis fin janvier 2017 (évaluation de 1 500 mots).

* Compte rendu du livre de Brecht DE SMET, *Gramsci on Tahrir. Revolution and Counter-Revolution in Egypt*, Londres, PlutoPress, 2016, x + 264 pages. Publié dans « Revue des livres », *Politique africaine*, mars 2017/1 (n° 145), p. 220-222.

* Animation d'un séminaire (via Skype) avec des étudiants (du Dr. Moisés GARDUÑO GARCIA) du Centro de Relaciones Internacionales, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, le 10.2.2017. Thème : « Les derniers développements en Syrie et leur influence régionale. »

* Animation d'un séminaire sur les BRICs à la FMSH (Paris) : « L'Égypte entre contraintes nationales et tensions régionales, ou comment les BRICs s'insèrent dans les rapports entre libéralisme économique et réformisme autoritaire », papier envoyé début février 2017 (11 400 mots). 23 février 2017. Publication fin août 2017, comme *working paper*, sur le portail Hal (HALSHS<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01576213>), sur le site de la FMSH (<http://www.fmsh.fr/fr/28599>) et sur OpenEdition (<http://www.fmsh.fr/fr/28599>).

* Présentation d'un papier sur « Revolutions or Reactions? The Changes of the Arab World through the Lenses of the Tradition, Communitarianism, and Production Paradigms », lors du Takamul Centre's First Annual International Conference on Middle Eastern and North African Studies : *Trajectories of Change in Post-2011 MENA : Challenges and Prospects*. 11-12 mars 2017, Marrakech (Hôtel Jardin d'Agdal). Frais d'hébergement payés (avec le soutien de Hanns Seidel Foundation). Publication : « Revolutions or Reactions? The Changes of the Arab World through the Lenses of the Tradition, Communitarianism, and Production Paradigms », in Jochen LOBAH & Hamza TAYEBI (éd.), *Trajectories of Change in Post-2011 MENA : Challenges and Prospects*, Rabat, publication du Takamul Centre for Interdisciplinary Studies and Research (Maroc) et de la Hanns Seidel Foundation (Maroc / Mauritanie), octobre 2017, p. 12-26, http://www.hssma.org/admin_files_de/Publication_Trajectories_post2011_MENA_Oct20171.pdf.

* Mise au point finale (avec le professeur Smaïl Kouttroub) du projet éditorial sur les fatwâs et leur utilisation politique, à l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique (IURS) – Université Mohammed V (Rabat), 14-15.3.2017. (Mais pour des raisons de santé, le professeur Smaïl KOUTTROUB se retira du projet fin mars 2017, ne souhaitant même plus que ses chapitres fissent partie de l'ouvrage, ce qui m'obligea à revoir l'architecture du projet et à écrire de nouveaux chapitres (avec un focus sur l'Égypte). Nouveau manuscrit achevé en septembre 2017 et proposé à quelques éditeurs : accord du CNRS en mai 2018).

* Compte rendu de lecture d'un article, « “Bénie soit l'Égypte”. Conjurant l'incertitude dans l'espace public révolutionnaire », pour le dossier « Le religieux à l'épreuve des révoltes dans le monde arabe », pour la revue *Archives de sciences sociales des religions*. Remis le 21.3.2017.

* (2^e semestre 2016-2017) : animation – prévue – d'un séminaire de recherche (niveau master) à la Faculté d'économie et de science politique (section francophone) de l'Université du Caire (la convention de coopération étant alors en attente de formalisation). Objectif : renforcer la coopération avec ce partenaire institutionnel (partie prenante dans le projet soumis à l'ANR), réfléchir à des thématiques intéressant les projets de recherche cités *supra* (fatwâs, transition, vie politique égyptienne, forces armées, etc.), identifier de jeunes chercheurs égyptiens. (Cf. art. 5 de la convention franco-égyptienne portant création du CEDEJ, en date du 19.3.1968.)

(Projet suspendu en raison d'une réaffectation brutale en France (fin décembre 2016) ; malgré ma réaffectation au CEDEJ mi-mars (à la suite de la suspension par le Tribunal administratif de Paris de la décision de réaffectation en France prise par le CNRS), ce projet d'animation d'un séminaire ne put se faire car l'Université du Caire s'était entre temps organisée autrement à la suite de mon départ (fin décembre 2016).)

* Notification (13.2.2017) du refus de l'ANR de subventionner le projet *Local Administration and Sustainability in Egypt's Reforms*. Ce projet fut alors présenté dans le cadre de l'appel d'offre – Transformations to Sustainability - T2S – du Belmont Forum et du réseau NORFACE. Soumission faite le 5.4.2017.

Sous une forme moins ambitieuse que ce qui était prévu dans le cadre de l'ANR, le projet *Local Administration and Sustainability in Egypt's Reforms* fut néanmoins officiellement lancé : le 14.2.2017, une réunion (organisée à l'Université du Caire par Clément STEUER) réunit toutes les parties impliquées : les trois centres de recherche concernés de la Faculté d'économie et de science politique – Université du Caire, la Faculté de droit de Aïn Shams (Le Caire) et l'Institut d'études environnementales de Aïn Shams.

À la suite de la réunion de lancement du projet TARICA (financé par l'European Research Consortium à hauteur d'un million d'euros pour 4 ans, et porté par l'IRMC – Tunis / CNRS), les 16-18 février 2017 à Tunis, une partie du programme LASER (*Local Administration and Sustainability in Egypt's Reforms*, tâche n° 7 : comparaison régionale) trouva un début de réalisation à travers le sous-axe « réforme des institutions et gouvernance locale » du projet TARICA (auquel participe Clément STEUER), qui vise à étudier de manière comparée la réforme des institutions et de l'administration locale dans les cinq pays d'Afrique du Nord.

(Un atelier devait être organisé au Caire à la fin de l'été 2017, rassemblant des participants venus du Maroc, d'Algérie et de Tunisie pour définir les objectifs généraux, les activités sur 18 mois et les productions attendues, autour du sous-axe « réforme des institutions et gouvernance locale » de l'ERC. L'atelier – qui n'a finalement pu avoir lieu en raison de la fin de la mission au Caire de C. Steuer et de moi-même – devait être intégralement financé par le programme TARICA.)

L'Université de Lyon 3 a toutefois accordé une enveloppe de 10 000 euros (fin 2017), dans le cadre du programme « Bourgeon », pour lancer le projet de recherche sur la décentralisation (pendant l'année 2018).

* Préparation d'un bref rapport, à destination de la Chancellerie politique de l'Ambassade de France au Caire, sur les liens entre quelques hommes politiques / députés égyptiens et des intérêts économiques et/ou politiques (particulièrement étrangers). Fin mars 2017.

* Participation à un colloque sur le thème : *Géopolitique de la traduction en Méditerranée. Traduire et transmettre les sciences humaines et sociales II : l'Histoire*. Organisé par l'INALCO (le professeur Michel BOZDEMIR et Timour MUHIDINE, MCF) au Caire, les 2-3 avril 2017, en collaboration avec l'Université d'al-Azhar et l'Université du Caire (Faculté d'économie et de science politique). Intervention sur « Quels truchements pour la pensée égyptienne ? La pyramide de Maslow, ou les limites de la production du savoir » (11 300 mots). Publication prévue (Presses de l'INALCO) en 2018-2019.

* Évaluation d'un papier sur « La question du Nil : enjeux politiques, environnementaux... et religieux » (42 000 signes) pour un numéro d'*Égypte / Monde arabe*, publication du CEDEJ, n° 16, 3^e série, 2017 (*L'État égyptien en quête de stabilité*). Remis début mai 2017. Relecture après correction, début juin 2017. (Article non retenu.)

* Organisation avec l'Institut suédois d'Alexandrie (Égypte) d'un séminaire (4-6 juin 2017) sur *Laws Protecting Built Heritage* (protection du patrimoine culturel immobilier des villes, comparaison nord / sud : Égypte, Suède, France, Syrie, Italie, Liban). Thèmes : cadre légal, rôle de la société civile, mécanismes financiers. Participation de chercheurs, experts, politiques, fonctionnaires territoriaux, représentants de la société civile (et du monde de l'entreprise). Gestion scientifique par le CEDEJ (Clément STEUER et Stéphane VALTER). Frais pris en charge par SwedAlex. Intervention sur « Comparaison entre les expériences syrienne et égyptienne (considérations politiques, cadres juridiques, stratégies historiographiques) », et rédaction d'un papier. <http://www.steuer.fr/blog/index.php/2017/06/20/journees-sur-les-politiques-de-protection-du-patrimoine-alexandrie-4-6-juin-2017/>

* Colloque sur *(R)évolutions contrastées. Le rôle des forces armées en Égypte et en Turquie*. 8-9 juin 2017, Académie des sciences de la République Tchèque (Prague). Co-organisation du colloque (avec le Professeur Michel BOZDEMIR et le chercheur Clément STEUER) + présentation d'un papier sur « Les forces armées égyptiennes, ou comment appréhender les multiples facettes de cette hydre de Lerne » (14 000 mots). Publication prévue (Presses de l'INALCO et de l'Académie des sciences de la République tchèque). Remise des articles : mi-2018.

* Rédaction de deux argumentaires pour le projet ÉtatRar (financé par l'ERC, voir *supra*) monté par Sarah Ben Néfissa, représentante de l'IRD (Institut de recherche pour le développement) en Égypte, sur la question de l'État dans la zone arabe (Tunisie, Libye, Égypte, Bahrein, Yémen, Syrie). Axes du programme : réformes des institutions étatiques et de l'action publique sur le plan national et local ; conflits et luttes autour de l'État ; reconstruction des identités politiques (nationales, religieuses et communautaires). Les deux argumentaires portent sur les forces armées (facteurs de changement, ou dynamiques propres ?) et sur les récits nationaux (concurrences inter-étatiques grâce à des convergences idéologiques générales). Fin juin 2017.

* Co-animation (avec Naïma BOURAS, doctorante) d'un atelier (5 intervenants) sur le thème : *Conflits, pouvoir et religiosités au Moyen-Orient*, lors du colloque du GIS – Moyen-Orient et Mondes musulmans, les 4-6 juillet 2017 à l'INALCO (Paris). Intervenants : Smaïl KOUTTROUB, professeur, Institut Universitaire de la Recherche Scientifique, Rabat (Maroc). « Instrumentalisation du religieux et enjeux de puissance au Moyen-Orient » (excusé) / Hasna HUSSEIN, chercheuse associée à l'Observatoire des radicalisations (FMSH-EHESS, Paris). « L'émergence du projet politico-religieux de "l'État islamique" » / Meriem ATTOUI, doctorante, Université du Havre (et Université de Würzburg). « Les minorités religieuses (chrétiens, yézidis, kakais, mandéens, ismaéliens, druzes, etc.) et l'extension de Daesh » / Naïma BOURAS, doctorante, Université du Havre (et EHESS). « Crise du religieux dans les sociétés arabes post-"Printemps arabe" : la remise en cause de la figure du cheikh et de la cheikha » / Stéphane VALTER, MCF (HDR), Université du Havre. « Conflits politico-religieux au Moyen-Orient : construction du sacré et légitimation de la violence ».

* Remise d'un papier (20 000 signes) pour la revue *Moyen-Orient*, en collaboration avec Pierre BERTHELOT (chercheur, pour la partie syrienne). Article remis en été 2017. « Les services secrets syriens et égyptiens : points communs et spécificités », *Moyen-Orient*, n° 36, octobre-décembre 2017, p. 48-53.

* Participation à un colloque sur *Les dynamiques religieuses en Égypte*, Le Caire, 10-12 septembre 2017. Intervention sur « Norme et dissidence : les chiïtes égyptiens entre gestion sécuritaire et enjeux géopolitiques ».

* Organisation avec l'Institut suédois (Égypte) d'un forum de recherche sur le processus de prise de décision en matière environnementale (comparaison nord / sud). Participation de chercheurs, experts, politiques, fonctionnaires territoriaux, représentants de la société civile (et du monde de l'entreprise). Octobre ou novembre 2017, à Alexandrie. Gestion scientifique par le CEDEJ (Clément STEUER et Stéphane VALTER). Frais pris en charge par SwedAlex. (Annulé en raison du non-renouvellement de ma délégation du CNRS comme du détachement de Clément STEUER sur un poste de chercheur au MAE.)

Synthèse des projets de recherche lors de la délégation du CNRS au Caire (2016-2017)

Les thèmes de recherche développés tiennent en premier lieu à l'Égypte, avec une extension comparatiste au monde arabe dans son ensemble, et particulièrement à quelques pays qui semblent être les plus significatifs, à la fois pour l'acuité des crises qui les traversent, et également pour la nécessité que ces dernières induisent de reconsidérer les outils théoriques qui ont servi à analyser la région. Prendre l'Égypte comme point de départ signifie que l'on admet la centralité de ce pays – le poids lourd du monde arabe – dont l'expérience révolutionnaire puis contre-révolutionnaire mérite une analyse, puisque c'est probablement le seul à être retourné à la case de départ : au bout du compte, ni réforme radicale ni chute dans le désordre. Alors que d'autres pays n'ont pas (encore) connu de contestation réellement déstabilisatrice, ou bien ont été affectés de terribles conflits internes.

Le cas de l'Égypte est en ce sens particulier car la révolution manquée, récupérée par les islamistes, a vite tourné à la contre-révolution, mais sans les effroyables situations de guerre civile observées ailleurs. Il faut bien sûr mettre un bémol à ce « succès » puisque la confrérie des Frères musulmans subit une féroce répression (outre les personnes tuées, quelque 40 000 individus emprisonnés), les supporters de football maintiennent une violente agitation de rue (sans programme politique clair), et les mouvements islamistes violents sévissent dans le pays (surtout au Sinaï, avec la présence meurtrière de l'organisation de l'État islamique, OÉI). Mais outre ces « épiphénomènes », la situation semble plus ou moins stabilisée, du moins pour un temps, avec une adhésion populaire indéniable (mais mécontente de la crise économique) et une reconnaissance internationale.

La question est donc de savoir quels sont les facteurs qui ont mené à cette reprise en main énergique, ce qui n'a pas été le cas ailleurs. On peut d'emblée identifier quelques facteurs de stabilité, qui mériteront une réflexion approfondie : pas de communautarisme centrifuge interne à l'islam, pas de divisions tribales, un soutien régional (Arabie) comme étranger, une armée rangée derrière le régime. Si aucun facteur n'est en soi très spécifique, c'est certainement dans leur combinaison que se trouve l'explication de la contre-révolution triomphante. Si les conditions politiques, sociales, économiques, etc., de l'Égypte lui sont particulières, elles ont aussi beaucoup de points communs avec d'autres pays arabes : autoritarisme, corruption, monopole des richesses, poids de la religion (et disons aussi : de la tradition, au sens large), menaces régionales. De la sorte, l'analyse ne peut se dispenser d'établir des comparaisons avec d'autres pays, voisins ou plus lointains. De surcroît, ce serait une erreur obvie de vouloir dissocier les mutations égyptiennes du cadre général dit du Printemps arabe, tant l'enchaînement des événements est lié.

Des travaux (réalisés ou en cours de publication) ont été effectués sur le lien entre césarisme politique et réformisme économique en Égypte ; sur les chiïtes en Égypte ; sur le rôle politique de l'armée égyptienne ; sur le discours religieux (les *fatwâs*) ; plus des comptes rendus de lecture (voir *supra*).

PROJETS DE RECHERCHE

Premier projet (en collaboration ; ce projet, commencé en 2019, sera achevé avant fin 2023)

Normativité en islam : enjeux politiques de la déconstruction du sacré

Ce projet concerne la traduction et le commentaire de l'ouvrage (écrit en 1933) du poète et homme de lettres iraquien Ma'rûf al-Rusâfî (1875-1945), *al-Shakhsiyya al-Muhammadiyya aw hall al-lughz al-muqaddas*, (*La personnalité muhammadienne ou la solution de l'énigme sacrée*), Cologne, Manshûrât al-Jamal / Al-Kamel Verlag, 2002 (première publication), 766 pages. Ce travail se fera avec le professeur (retraité) de l'Université de Bordeaux 3, Ghassan Finianos, philosophe de l'islam. Ce travail visera à présenter, comprendre et critiquer la vision de Rusâfî à propos de la structuration de la pensée religieuse, dans un contexte (iraquien) marqué par la diversité religieuse, la pluralité ethnique et la domination étrangère (britannique). Un des axes de cette recherche relève du lien dialectique entre compréhension de l'héritage scripturaire islamique et adaptation aux valeurs de la modernité.

Début 2021 : j'ai traduit et commenté les passages intéressants de la moitié du livre qui m'était impartie (p. 7-99 + 425-763), et attends que le Professeur G. Finianos termine sa partie (p. 101-423), presque achevée. L'introduction est en grande partie rédigée, et la bibliographie largement établie. Nous avons déjà des contacts positifs avec quelques éditeurs potentiels. La finition du manuscrit est prévue avant la fin de 2023.

Présentation plus détaillée du projet (en anglais) :

Normativity in Islam: the Political Stakes of the Deconstruction of the Sacred

The problematics

The starting point of this project is one of Ma'rûf al-Rusâfî's works. This famous Iraqi poet (1875-1945) wrote *Muhammad's personality or the resolution of the sacred enigma*, during some years around 1933. He was of Kurdish origin but educated in Arabic, and it will incidentally be necessary to wonder whether his Kurdish ascendancy could have had any influence on the ground-breaking character of his ideas.

There is, among others, a copy of the manuscript in the Iraqi Academy of Sciences' library in Bagdad. The voluminous manuscript had to wait 2002 to be published as a book (in Arabic, 766 pages), but only in Germany since publishers in Arabic countries feared for their safety in case they dared to publish such a work considered as dangerously iconoclast. Up to now, the book cannot officially be found in public places (book fairs, libraries, etc.) in Arabic and Islamic countries.

This book is indeed subversive on the theological level (for its non-dogmatical approach) and on the political one (for all its questionings about the legitimacy of power), in addition to the fact that these two aspects were then intertwined, and still are to a large extent in contexts where secularism is weak and religion instrumentalized for political purposes (*i.e.* most of the Arabic and Muslim countries today). One purpose of the research is to update reflexion about the links between the sacred and politics within the Arab-Islamic sphere, and particularly in contexts of violence, be it physical or just symbolic.

The commented publication of (significant passages of) Rusâfî's *Muhammad's personality* we intend to carry out may probably arouse a similar controversy, *mutatis mutandis*, than did Salman Rushdie's *Satanic Verses* (published in 1988), since the latter relies on disturbing fiction involving the Prophet's intimate life while the former is totally based on documented – yet destabilizing since barely known by the public – historical sources, in addition to what could be considered (by people unaware of the diverse trends of critical thought conducted by Islamic scholars through the ages) as too radical, or even seditious analyses.

The cultural, religious, intellectual, and political context of the book's writing process is the troubled end of the Ottoman Empire as well as the tumultuous beginning of the European mandatory-colonial presence in the region. In this sense, the book reflects – even partly – many aspects of theological debates, dogmatic elaborations, popular beliefs, political conflicts, developmental issues, etc., dating from the end of the Ottoman period and the creation of the British-dominated Iraqi state. Even though the author was first of all a poet and an erudite man, he was also a committed citizen. Thus, there is no wonder that he positioned himself with his voice and pen *vis-à-vis* the many problems his society was confronted to.

All the issues raised by Rusâfi will have to be assessed first within their own historical context, and then beyond, so as to try to answer the following question: whither Islam?, if we may borrow the expression used by H. A. R. Gibb (and other contributors) to name a book of deep significance published in 1932.

One of the research project's objectives is therefore to identify the genesis and dynamics of ideological representations and connected social behaviours, all the more so since some of that period's religious orientations (for example, the veneration due to the Prophet) have been reinforced with the passing of time, according to particular modalities which deserve to be studied.

Rusâfi's book – which will be partly translated (because it is long and sometimes repetitive) and analysed (within its own historical context as well as with projections into the contemporary period) – clearly alludes to the process – built on false foundations from the author's point of view – according to which the (both Sunnite and Shiite) sacred was elaborated, before and during a pivotal period which can be summarized as follows: failed Ottoman reformist attempts, the promising Arab movement of the Renaissance (*nahda*), revolutionary pan-Islamism, the authoritarian and chauvinist nationalism of the Young Turks, the more or less secularised Arabism of that time, frustrations of Kurd national aspirations, etc. In this sense, the book must be viewed as the eyewitness of a deceptive epoch's end and the advocate of an uncertain one's beginning, where sacred and politics are entwined.

Ma'rûf al-Rusâfi's ideas, stances, and works are situated within the *maelstrom* of all these diverse ideological trends, in their boiling confrontation, in the impact resulting from their contradictions, in their incapacity to propose concrete and efficient solutions to the region's woes (under-development, fragmentation, subjection, sectarianism, violence, etc.), in their inaptitude to break the yoke of sclerosing mental representations, in particular in connection to the link between the sacred and politics. Ma'rûf al-Rusâfi therefore aims at opening new perspectives, articulated through his complex, irascible, fiery, and haughty personality. If most of his endeavours were devoted to enlightenment and development, he was also rather touchy about emulation and, for example, had complicated relations with the outstanding Iraqi poet (also of Kurdish origin) Jamîl Sidqî al-Zahâwî (1863-1936), his pioneering "master" who, through beautiful poems, promoted the status of women and strived to use knowledge as a social weapon.

The research project will thus start from *Muhammad's personality* to study firstly the modalities of the representations of the sacred in (Sunnite and Shiite) Islam; secondly to scrutinize their links with the social, economic, and political context; and, last but not least, to examine their posterior developments until the contemporary period.

The research project therefore pertains to the history of Islamic religious and political thought, with a central temporal span: the 1920s, which in any case can only be understood through an analysis of anterior periods (in the first place, the prophetic period itself as presented by classical scriptural sources) as well as through a look at ulterior evolutions (20th and 21st centuries). There are in Islam many Koranic exegetic attempts and numerous historiographical endeavours to produce a biography of the Prophet. In this sense, classical clerics' works are assuredly useful to comprehend the diverse representations of the sacred, yet probably of little avail when we try to set up clear connections between religion and the city's political life (except, probably, some notable exceptions like Ibn Taymiyya, 1263-1328, the uncompromising scholar from the Hanbalî school of jurisprudence).

The famous Egyptian ideologue of the Muslim Brotherhood, Sayyid Qutb (1906-1966), did also compose a modern Koranic exegesis, but its militant tone encouraging intolerance, narrowness, coercion, and holy war (jihad) against Jews and Christians (stigmatized as crusaders), and even against "deviant" Muslims, has nothing to do with Rusâfi's efforts to instil critical thought, although both aimed at tackling socio-political issues. In this respect, the research project will try to evaluate the impact of these two authors (which are somehow comparable from different points of view), as well as of others, first on their respective cultural environments, and second on posterior doctrinal evolutions of the Arab-Islamic world, until the contemporary period.

If Qutb's militant Islamist exegesis has been studied rather extensively, and if its rigorist ideological effects are much palpable today among many Muslim communities, critical and balanced hermeneutic endeavours – like Rusâfi's – are much less known and in any case possess much less leverage on Islamic societies' dynamics, when they are not purely considered as heretical.

The case of the Egyptian thinker Nasr Hâmid Abû Zayd, a professor of Arabic literature at al-Azhar university (Cairo) turned jurisconsult / exegete / philosopher, is noteworthy in this respect since he was accused of apostasy for his reasonable calls to apply context-related textual analyses of the Koran. For his part, the Algerian-French thinker Mohammed Arkoun devoted his analytical efforts more to the valorisation of the Koranic supernatural than to the subversive deconstruction of essential Islamic myths, especially when addressing Muslim audiences.

Other examples could be given of methodologically critical attempts to apprehend the so-called Prophet's exemplarity and explain the Koran's presumed divine inimitability, and all of them have been doomed with failure with regard to their receivability by the mass of Muslims.

Rusâfi's book, under this angle, stands as no exception and is certainly even more destabilising than other works written by Muslims to critically rejuvenate the representations of Islam, a fact which can explain the marginalisation of its theses, its blacklisting, and consequently its small sway on minds. Beyond Rusâfi's influence within the religious debate and the political arena of the 1930s, the big issue is to investigate the eventual impact of *Muhammad's Personality* today, or the reasons why there is none.

The geographical setting – the writing context of Rusâfi's book – is Iraq, but the raised issues englobe in fact all the Arab and Islamic world because of the multiple interconnections due to the use of the Arabic language and the domination of Islam. The legacy of Rusâfi's ideas are thus to be looked for not only in today's Iraq but also in many other countries.

The scientific interest

One preliminary question to ask is: why and how was the sacralisation of the Prophet's personality strengthened? How come that it became almost fixed with the passing of time, whereas this was not the case during the founding period? Before and around the 1920s, Muhammad could only be considered through an aura of untouchable sacredness, which imposed structural hindrances on the liberty of human critical thought concerning religion, and subsequently dropped a kind of lead blanket on social-political behaviours. Accordingly, many intellectual, ideological, and socio-political evolutions have been blocked because of a quasi-ossified religious structure. Moreover, this sacralising tendency even seems to have gained momentum in recent times.

To take a concrete example, according to Rusâfi, invoking patriarchal patterns and Muhammad's polygamy so as to maintain the Iraqi woman in a state of subjection only inhibited significant social evolutions connected to the right to education, to a job corresponding to one's capacities, to an equal place in society, etc. Such issues are still very actual: the recent controversial permission given to Saudi women to drive cars exemplifies the conflict between societal change and dogmatic rigidity.

Perceptions of the sacred – as expressions of acceptable social change – remain the big issue for Rusâfi (and for other progressive thinkers in Islam). Considering that the vast majority believes that the sacred should never be put into question and that it must remain within the clerics' realm – both in Shiism, with its strict religious hierarchy (constituted of descendants of the Prophet), and in Sunnism where a huge amount of competition between religious authorities goes together with a global corporatist domination on the flock –, this widespread conviction amounts *in fine* to rigid political legitimism without any perspectives of palpable change. In other words, too much respect for the – institutionalised – sacred inevitably leads to socio-political conservatism, and *vice versa*. These problematics cannot be limited to the 1920s-1930s and should therefore be analysed in the context of the very contemporary period, first for comparison's sake, and second to get a clue at future socio-political tendencies.

Rusâfi's book obviously reflects the new socio-political situation created by the British-imposed instauration of the Iraqi kingdom (1921) and the subsequent undesired British military presence. But beyond this specific Iraqi case, the consequences of imperialism on local societies' creeds and behaviours have to be taken into account in all other occurrences.

Besides the intrinsic violence of the Iraqi society (concerning customs and manners, tribal interactions, sectarianism, class relations, etc.), which has many parallels in today's Arab-Islamic world, the new colonial aggression was also a target of Rusâfi's efforts in his global fight against the unjust and ruthless monopoly of (physical and symbolic) power stemming from a contested and parasitic monarchical rule, crucial socio-economic issues, and the burden of petrified religious discourses impeding the path towards development. It can be argued that the average situation has not changed much, despite the turbulent and chaotic transitions of the Arab Spring whose progressive results may be questioned.

The initial purpose of the project is to shed light on an unknown yet important work by a sulphurous poet and thinker. Then, the project intends to re-examine the genesis and dynamics of (Islamic) religious constructions, while linking them to the history of ideas in Islam and to the middle-eastern socio-political context. More generally, the project will ponder on the representations of the Islamic sacred in contexts of imperialist, political, socio-economic, religious, and cultural violence, that is from the beginning of the 20th century until now.

The research project proposes to look critically at very polemical issues raised by Rusâfi, from the perspective of the history of Islamic thought:

- * The inequality of Koranic verses on the rhetorical level (in contradiction with the theory of inimitability, or *i'jâz*), with the potential consequence that the – imagined and constructed – cohesion of the Koran could be dangerously undermined;

- * The muddled and controversial history of the compilation of the Koran (for example, according to some scholars, *sura* Barâ'a and *sura* Anfâl should not be distinct but form one only *sura*), with the logical corollary that the whole dogma could be put into question;

- * The way to look at female slaves and concubines owned by the Prophet, which is a sensitive topic directly connected to Muhammad's intimacy and sexuality, with repercussions on the status of women in society;

- * The non-divine origin of the Black Stone in Mekka's sanctuary, according to Rusâfi's thesis which weakens all the literal readings of the Koran and furthermore re-organises the geopolitics of the sacred;

- * The (then morally unaccepted) marriage of the Prophet with Zaynab bint Jahsh, his adopted son's wife, a question related to Muhammad's libido and, more generally, to the Koranic revelations which came *a posteriori* and very conveniently to justify delicate situations;

- * Rusâfi's criticism of the Prophet for the veneration towards himself he encouraged during his apostolate;

- * The condemnation of Muhammad's "secret services" and "spies", with a tone of reprobation which stains the sacredness of the Messenger and moreover possesses a contemporary political tone;

- * Serious doubts about Adam's *ex nihilo* creation, as stated by the Koran, which puts into question one of the Text's dogmas and introduces evolutionist ideas into the Islamic thought;

- * Rusâfi's various reflexions on the divergences pertaining to the reading of the Koran, in accordance with an epistemological approach deconstructing dogmas and calling for rational thinking;

- * The original violence in Islam (like the ferocious repression of the Banû Mustaliq tribe by al-Walîd b. 'Uqba, the military tax collector, etc.) which created a pervasive culture of brutality and coercion.

These are some of the very sensitive issues aroused by Rusâfi in his uncompromising criticism of (according to him) irrational dogmas. The translation and analysis of his book will provide useful historical information about a critical period of Iraqi history: the establishment of a new state, even under foreign tutelage, and the burden of a traditional mentality entangled in rigid religious mindsets. The translation and analysis will also allow parallels to be drawn with other Arab countries in their path towards independence, mental emancipation, and development: Egypt in the "liberal" age before the 1952 revolution, and then under Nasserist authoritarian nationalist and socialist guidance; and Syria under secular – but domineering – Baathist ideology.

The final scientific interest is therefore to look critically at Islamic dogmas, in a determined historical period, and then further on; in themselves as well as in their connections to politics. An additional aim will be to insufflate a sense of relativity and tolerance in readers' minds whenever they will try to consider Islam in comparison to other religions, since there is often a lot of misperception and misunderstanding between believers from different creeds whereas mental dynamics and political parameters are in the end rather similar in essence.

Another purpose – of consequence – will be to analyse socio-political issues in contexts of unjust relations of power, and the Arab-Islamic zone is a fertile ground in this matter. The issue of the eventual link between religion and development will also have to be studied, in Iraqi, Arab, Islamic, and finally in global contexts. The ultimate goal is to endeavour to identify the future trends in Islam, as a religion and an ideology.

Translation copyrights: the manuscript (whose many copies have circulated for decades among erudite people) was written in the 1930s and has therefore become part of the public domain.

In addition to this, the publication in 2002 by a publishing house located in Germany (Dâr al-Jamal) of Rusâfi's "manuscript" – which has in reality the form of a book edited when the author was alive – is just an anastatic reproduction of a printed text kept in one of Harvard University's libraries.

Second projet de recherche (en cours)

Les francs-maçons dans le monde arabe contemporain : faits et perceptions. (Recherche commencée début 2021.)

Sur la maçonnerie en France, en Angleterre, en Amérique, par exemple, les documents sont nombreux. Mais concernant le monde arabe, surtout contemporain, il y a quasiment un vide. Et si nous avons des informations sur la maçonnerie à la fin du XIX^e siècle dans l'Empire ottoman, en Égypte, au Levant, en Algérie, etc., les sources deviennent très rares pour la période actuelle, pour différentes raisons. Il est donc important de faire un état des lieux et d'appréhender les dynamiques, les craintes, les enjeux, par pays et au niveau de la zone. Rejet de l'impérialisme (auquel la maçonnerie est associée largement par fantasme), montée irréprouvable de l'islamisme (dans ses formes les plus conservatrices), quasi-inexistence du matérialisme et de l'athéisme (même dans le domaine privé), régimes autoritaires qui manipulent les symboles religieux et jouent à merveille de la thèse illusoire du complot judéo-maçonnique : autant de raisons pour brider la franc-maçonnerie, qui est dénigrée, rejetée, interdite, diabolisée.

Au-delà de la maçonnerie, les grandes questions porteront sur la laïcité dans le monde arabe, sur les libertés individuelles et publiques, sur l'entrée dans la modernité, sur la nature non démocratique des régimes (qui cherchent des boucs émissaires pour dissimuler leurs turpitudes), sur la capacité de l'islam (majoritaire) à s'ouvrir, sur la notion de citoyenneté.

Thierry Zarcone, peut-être le seul auteur sérieux (mais très incomplet sur le monde arabe, surtout contemporain), écrit (<http://expositions.bnf.fr/franc-maconnerie/arret/03-12.htm>, consulté le 9.3.2021) :

« *Le judéo-maçonnisme et la théorie du complot, importés d'Europe, s'imposent surtout au début du XX^e siècle dans l'Empire ottoman et en Égypte. Ils se nourrissent d'abord des craintes de voir se constituer un État juif en Palestine. Puis, après la création de l'État d'Israël, les détestations du juif et du franc-maçon sont associées d'une manière durable ; l'ordre est décrit comme une création juive au service du sionisme. Les Protocoles des Sages de Sion sont traduits en arabe en 1921 puis dans plusieurs autres langues de l'islam et diffusés jusqu'en Indonésie. Le terme de « franc-maçon » est également associé à tous les périls qui menacent l'islam : le communisme, l'internationalisme, le socialisme et jusqu'au capitalisme. D'un autre côté, la doctrine maçonnique est apparentée par les sunnites turcs et arabes à une hérésie d'origine ismaélienne, le batinisme, qui veut que les versets du Coran recèlent un sens secret qui l'emporte sur le sens apparent. L'émergence de nouveaux États-nations dans le monde arabe après la Seconde Guerre mondiale, la décolonisation en Afrique du Nord et la révolution iranienne de 1979 entraînent l'interdiction de la franc-maçonnerie et parfois la persécution de ses membres dans de nombreux pays. Elle disparaît du Maghreb, à l'exception du Maroc, et de l'ensemble du monde arabe, sauf au Liban ; elle est interdite en Iran, au Pakistan et en Indonésie. Avec le Maroc et le Liban, elle se maintient toutefois en Turquie et en Malaisie, et vient récemment d'être introduite en Albanie et dans plusieurs pays musulmans issus de l'ex-Yougoslavie. »*

Sans refaire l'historique de la maçonnerie, on peut rappeler les faits suivants, qui invitent à approfondir le sujet pour la période contemporaine. En **Algérie**, le sentiment antimaçonnique (mêlé d'anti-impérialisme, d'antisémitisme et d'antisémitisme) s'accrut à partir de 1966 à l'occasion du rapatriement de la dépouille de l'émir Abdelkader, promu héros national, dont les rumeurs sur son appartenance maçonnique furent perçues comme une forgerie française pour justifier *a posteriori* une prétendue mission civilisatrice. Cette vision algérienne idéologique de l'Histoire fut contrecarrée par une démarche, elle aussi idéologique, du Grand Orient de France qui le présenta comme la figure emblématique du maçon éclairé et progressiste. Quelques loges se sont reconstituées à l'étranger, comme la loge Abdelkader, en 1994 à Paris.

En **Jordanie**, le roi Hussein (1952-1999) fut affilié à la Grande Loge de Jordanie, dépendante de la Grande Loge de Londres. Son frère, le prince Hasan (né en 1947), est aussi affilié. Les loges jordaniennes, liées à l'obédience égyptienne, furent affectées par l'interdiction du régime de Nasser, en 1964, contre la maçonnerie. Le grand *mufî* de Jordanie (jusqu'à sa retraite en 1967), 'Abd Allâh al-Qalqîlî, déconseilla alors aux musulmans d'adhérer à la maçonnerie, à travers une *fatwâ* ('Abd Allâh AL-QALQILI, *al-Fatâwâ al-urdunniyya. Qism al-ta'âmul ma'a al-'adwû wa ahkâm al-jihâd*, (Les avis juridiques jordaniens. Section des rapports avec l'ennemi et des conditions légales de la guerre sainte), Beyrouth, Manshûrât al-maktab al-islâmî, 1969, 110 pages, p. 62-70). Car selon lui, la franc-maçonnerie est « une invention des juifs et [...] son objectif est de privilégier la fraternité maçonnique avant la fraternité religieuse et la fraternité nationale, ce qui impliquerait de faire allégeance aux frères juifs, et ce alors que Dieu interdit toute allégeance à un ennemi national ».

Au **Liban**, la maçonnerie connut les mêmes difficultés que dans le reste du monde arabe : on l'accusa de servir les intérêts sionistes, elle déplut au clergé maronite et aux clercs sunnites (entre autres). Les loges furent ainsi interdites en 1965, mais continuèrent clandestinement leurs activités. Puis l'interdiction fut levée en 1972. Alors que le Liban comptait avant la guerre civile de 1975-1990 près de 3 000 francs-maçons, la fin des hostilités déclencha une croissance

exponentielle des loges issues de l'immigration, ou loges diasporiques. Durant la décennie 1990, le Liban aurait compté quelque 17 000 « illégaux », à savoir des adhérents non affiliés aux grandes loges internationales, en plus de ceux régulièrement affiliés. La Grande Loge du Liban créa à Paris, en 1988, la loge Le cèdre.

C'est en particulier dans les loges que seraient discutées les questions suivantes : la laïcité et l'établissement d'un mariage civil (pour faire fi des restrictions imposées par les dix-huit confessions reconnues, qui interdisent quasiment les unions interconfessionnelles). Au sein des loges libanaises, les membres seraient en majorité chiïtes, druzes et maronites, les chrétiens orthodoxes et les sunnites étant pour leur part moins nombreux. *Les femmes obtiendront une loge féminine – nommée Tanit – en 2007, fondée par la loge française La rose des vents (appartenant à la Grande loge féminine de France). On notera qu'il existait déjà au Liban la loge Le droit humain, une obédience mixte* (Christophe-Georges KHADIGE, « Franc-maçonnerie en Orient et en pays d'Islam », *Travaux et Jours*, publication de l'Université Saint-Joseph, n° 95, 2019, p. 129-159, p. 146).

Au **Maroc**, plusieurs personnalités politiques appartenirent à la maçonnerie : le sultan Moulay Hâfiz (1908-1912), Ahmed Réda Guédira (plusieurs fois ministre et conseiller sous le règne de Hassan II, mort en 1995), Driss Basri (ministre de l'intérieur sous Hassan II pendant une vingtaine d'années, mort en 2007), Moulay Ahmad Al Alaoui (cousin de Hassan II, plusieurs fois ministre, mort en 2002). Si le roi actuel, Mohammed VI, est conciliant vis-à-vis de la maçonnerie, cette dernière dut néanmoins mener des batailles juridiques dans le passé : en 1956, elle fut frappée d'interdiction par décret, mais continua toutefois ses activités grâce à une certaine tolérance.

En 1981, à la suite d'une croissance de l'arabisation et d'une amplification de l'arabisme, un événement étrange se produisit : la loge Loyauté, qui comprenait des frères musulmans, chrétiens et juifs, se vit imposer, par les premiers, l'usage du seul Coran pour la prestation de serment, au motif assez raisonnable que les frères musulmans étaient les plus nombreux. La Bible disparut donc de l'autel des serments. Mais une anxiété naquit parmi les musulmans : que le Coran pût être touché par un juif ! Le vénérable ajouta même que la présence du Coran faisait assimiler la loge à une mosquée, dont l'entrée – au Maroc – est interdite aux juifs et chrétiens, sous peine de prison. La Grande loge du Maroc répondit à cette provocation anti-universaliste en suspendant les quatre loges qui la constituaient, puis trouva la solution consistant à imposer un livre blanc, symbole de tous les textes révélés. Cependant, la loge Loyauté, dont les membres étaient tous devenus musulmans après le départ des autres frères, refusa cette solution apaisante et quitta l'obédience. En 2000 apparut une loge régulière, qui se nomme aujourd'hui la Grande loge du Royaume du Maroc. Et en 2001 se créa une loge irrégulière, la Grande loge du Maroc. Vu ce qui précède, le Maroc tient lieu de terrain de recherche certainement prometteur.

En **Syrie**, la maçonnerie fut interdite le 11 août 1965, sous le parti Ba'ath (le président de la République étant alors Amîn al-Hâfiz), quelques mois après l'exécution de l'espion israélien Élie Cohen. Il est fort douteux qu'il y ait eu depuis des maçons en Syrie en nombre significatif.

En **Turquie**, après une mise en sommeil en 1935 à la demande du pouvoir, qui se termina finalement par une réouverture en 1948 (avec l'Association des maçons de Turquie, regroupant cinq loges), la maçonnerie fut de nouveau menacée d'interdiction en 1949, 1951, 1971, 1974, 1975. Les loges se trouvent aujourd'hui principalement à Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa, Adana, mais pas en Anatolie. Quelques faits : Necmettin Erbakan, le *leader* de l'islamisme turc, accusa en 1970 une formation politique de centre droit, dirigée par Süleyman Demirel, franc-maçon et futur président de la République (1993-2000), d'incarner le cosmopolitisme (antipatriotique) et la maçonnerie (secrète et athée) ; et ne pouvaient adhérer à son parti les communistes, les sionistes et les francs-maçons.

En 1983, le droit turc rappela qu'une association ayant des activités internationales ne peut être autorisée ; qu'une association créée en Turquie ne peut être liée à des organisations créées à l'extérieur du pays ; qu'il ne peut être ouvert, en Turquie, de succursales d'associations créées à l'extérieur. La question reste de savoir si la maçonnerie entre dans ces cas de figure...

En 1999, à l'occasion du 90^e anniversaire de la création de la maçonnerie turque, le siège de l'Obédience régulière, à Istanbul (quartier européen de Beyoğlu), fut ouvert aux journalistes, dans un esprit de transparence, pour montrer que l'Ordre est un humanisme, un pont entre Orient et Occident. En 2000, la Grande Loge régulière, la principale obédience du pays, comptait environ 160 loges réparties dans 8 villes, avec quelque 12 000 membres. Enfin, un attentat se produisit en 2004 contre une loge maçonnique dans la banlieue asiatique d'Istanbul, commis par une cellule d'al-Qâ'ida.

En **Égypte**, en octobre 1955, la Grande Loge Nationale d'Égypte décida *d'exclure de leurs droits maçonniques les loges et les membres de confession israélite*. Le 18 avril 1964, la ministre égyptienne des Affaires sociales, Hikmat Abû Zayd, décida d'interdire les associations et les loges maçonniques. On peut noter le paradoxe suivant, s'il en fut :

lors de l'union entre l'Égypte et la Syrie (1958-1961) se constitua la Grande loge syrienne et arabe, commune aux deux pays. Son blason se composait, outre l'équerre et le compas, de l'aigle de Saladin avec deux étoiles sur la poitrine. Malgré l'hostilité du nassérisme envers la maçonnerie, puis son interdiction, l'emblème de ce grand rapace est resté, avec les étoiles, sur le drapeau national égyptien ! Un cas intéressant est celui de la mosquée-université ancestrale d'al-Azhar, dont certaines personnalités furent proches de la maçonnerie, alors que d'autres l'ont condamnée avec virulence, pour des raisons religieuses et nationalistes.

Dans le cas égyptien, il faudra voir si les clubs du Rotary et du Lions ne sont pas des sortes de succursales de la franc-maçonnerie ; en tout cas, ils sont largement perçus par l'islam conservateur comme tels.

En **Iran**, la loge Le Réveil de l'Iran (*Bidâri-e Îrân*), affiliée au Grand Orient de France, comptait parmi ses membres plusieurs premiers ministres, dont Muhammad Forôghî (1877-1942, également fondateur de l'Académie iranienne) et Amîr 'Abbâs Hoveydâ (premier ministre de 1965 à 1977, condamné à mort par la Révolution islamique). La révolution islamique poursuivra, révoquera, emprisonnera, exécutera des centaines de maçons.

En **Iraq**, les quelques loges britanniques et la loge égyptienne sont fermées après la révolution de juillet 1958, qui voit le pays accéder à l'indépendance. Une seconde interdiction a lieu après le coup d'État du parti Ba'th. En 1975, le code pénal iraquien stipule que « quiconque promeut ou défend les principes du sionisme, la franc-maçonnerie incluse [...], pourra être exécuté. L'appartenance aux institutions qui leur sont liées est considéré comme un acte criminel ».

Au **Yémen**, la loge Light of Arabia, à Aden, ferme ses portes en 1966 et est transférée à Londres. Après quelques années difficiles, les frères cessent leurs activités en 1970, définitivement semble-t-il.

Au **Bahrayn**, pays indépendant en 1971, les loges ferment en 1975 sous l'accusation de pro-sionisme.

En **Arabie saoudite**, la maçonnerie ne se développa que parmi les expatriés, et sous étroit contrôle des autorités locales. En 1977, la loge Red Sea n° 919 de la Grande Loge d'Allemagne, sise à Djeddah, fit l'objet d'une descente de police, avec confiscation du matériel et détention provisoire. S'il n'y a pratiquement pas de maçons en Arabie, ce pays constitue par contre un gros producteur de *fatwâs* (avis juridiques) antimaçonniques. Il serait intéressant de voir si les soi-disant réformes de l'actuel prince héritier vont modifier l'attitude de l'islam wahhâbite vis-à-vis de la maçonnerie, et de la modernité en général.

Au **Pakistan**, l'interdiction de la maçonnerie est édictée sous le président Ali Bhutto en 1972, au prétexte qu'elle aurait un caractère pro-juif et pro-sioniste, des tendances anti-islamiques et un mode secret de fonctionnement.

En **Indonésie**, l'internationalisme maçonnique servit de prétexte pour la dissolution du Grand Orient d'Indonésie, en 1961.

Ce tour d'horizon permet de comprendre que la maçonnerie, dans le monde arabe (et au-delà), constitue une réalité, fût-elle tangible ou imaginaire, qui agit sur les dynamiques sociopolitiques, les représentations identitaires et les positionnements idéologiques. Ce qui est en ce domaine certain, c'est que les réactions contre cette société semi-secrète restent souvent exagérées, violentes et fantasmées, pour des raisons de nationalisme xénophobe, de crainte identitaire, de condamnation religieuse et de conservatisme social. Le projet de recherche visera dans un premier temps à faire (dans la mesure du possible) un état des lieux, tant de la réalité des choses que des réactions, à travers des enquêtes de terrain. Dans un second temps, il faudra voir comment les initiatives de la maçonnerie, et surtout les réactions hostiles à son encontre – qu'elle propose et agisse, ou ne demeure souvent qu'un bouc émissaire facile – influent sur les évolutions des sociétés.

Nous avons déjà rassemblé un nombre important d'informations glanées sur la toile (*fatwâs* – avis juridiques, articles de journaux, activités de clubs caritatifs, etc., en arabe, français et anglais) et à travers des entretiens (en Égypte surtout), mais elles doivent être plus confrontées au terrain et sérieusement approfondies afin d'obtenir une vue d'ensemble, précise et documentée, pour mieux savoir quels sont les enjeux liés à la maçonnerie.

La programmation prévisionnelle (pour la réalisation du projet) est difficile à établir car le sujet reste très sensible dans de nombreux pays arabes (notre principal focus géographique). De surcroît, quand il existe des loges maçonniques ou des maçons, on peut rarement demander frontalement des informations, car il faut du temps pour instaurer un climat de confiance, en jonglant avec les nombreuses contraintes sécuritaires, réticences personnelles et entraves sociales.

En cas de difficulté d'accès à des loges maçonniques, ou *a minima* à des acteurs fréquentant ces loges, l'intérêt se portera alors sur deux associations plus ou moins liées à la franc-maçonnerie (selon les situations), et en tout cas perçues par les régimes arabes et les opinions publiques comme des émanations de cette dernière : le Rotary et le Lions. En effet, en raison de leurs activités caritatives, ces associations sont tolérées, voire encouragées, par certains pouvoirs

en place, avec cependant des degrés différents de tolérance selon les pays et contextes. Étudier l'influence du Rotary et du Lions sur les évolutions sociétales sera un pis-aller en cas d'accès impossible à la maçonnerie.

Par contre, évidemment, rencontrer des acteurs antimaçonniques demeure certainement plus facile, les nombreux interlocuteurs potentiels étant trop contents de déverser leur fiel contre ce qu'ils perçoivent comme une organisation internationale sioniste et athée. Ma maîtrise de la langue arabe sera en ce sens un atout précieux.

Après plusieurs enquêtes de terrain (dans différents pays arabes, et aussi en Turquie, Albanie, et peut-être au-delà : Malaisie ?), nous pensons être en mesure de produire (dans environ 3 ans) un livre documenté sur la question, outre quelques articles et interventions. Comme déjà indiqué, ces travaux concerneront en premier lieu la maçonnerie en milieu arabo-islamique, son rôle (putatif) et ses perceptions, mais aussi, plus largement, les évolutions en gestation : construction difficile des sociétés civiles, renforcement ou affaiblissement des systèmes autoritaires, degré d'ouverture vers la modernité (occidentale), atténuation ou accentuation du poids du religieux, développement ou contraction de la notion de citoyenneté, etc.

Ce projet innovant relève (dans son aspect personnel) de plusieurs disciplines : science politique et islamologie essentiellement. En y adjoignant des étudiants de master et de doctorat, à travers séminaires et participation à des publications, il pourra aussi s'ouvrir sur le droit, l'économie, la sociologie.

La méthode de recherche, pour résumer, consiste à combiner rassemblement de données écrites ou orales, dans des publications et sur la toile ; plus des entretiens, pour beaucoup en contexte arabo-islamique.

Au niveau de la conceptualisation, je mettrai à profit tous les auteurs dont je me suis inspiré dans mes recherches antérieures (voir le *curriculum vitae*), sans privilégier à ce stade une approche plus qu'une autre, ni une théorie au détriment d'une autre, car ce sera en fait la nature de l'objet d'étude qui déterminera comment celui-ci peut le plus judicieusement possible être abordé.